

**LA REVOLTE NECESSAIRE OU COMMENT  
ELIMINER LE CAPITALISME  
Plaidoyer pour l'audace collective**



*« Le travail n'est pas une marchandise. »*

*Article I de la déclaration de Philadelphie du 10 mai 1944*

*Mes remerciements infinis à Jean Gadrey, pour sa bienveillance et ses précieux conseils*

## Prologue

Écrire est le fait d'un élan loufoque. Pourquoi ces pages ? Pourquoi les miennes ? Il faut un solide orgueil pour lancer ainsi un monologue vers ses contemporains. Et d'autres encore, si le propos résiste aux temps, ce qui arrive rarement. Pourtant, l'écrivain est demandé. Qu'il soit journaliste, faiseur d'opinions plus ou moins suivies, plus ou moins judicieuses (internet en foisonne), romancier, biographe, historien, scientifique, l'écrivain existe, se lance dans l'aventure, se renouvelle, suscite des passions et des vocations. Il (ou elle) n'est pas – pas seulement – un maniaque de l'ego. Écrire est un geste vers l'autre, l'espoir d'un partage, l'envoi d'un message. Défiance et confiance en l'Homme, provocation et espoir. Il y a eu, il y aura, des luminaires dont le génie aura été de résumer, en quelques formules, l'esprit de leur temps et mettre en marche le peuple vers sa dignité. D'autres dont le mérite est de capter une idée mûre et l'habiller des mots justes. D'accomplir la tâche, modeste et salubre, de transcrire un sentiment diffus et partagé. De soulager. De conduire vers l'action, même si cette issue n'appartient plus à l'écrivain.

J'ai écrit cet essai en quelques semaines traversées par des événements prémonitoires des pires conséquences du capitalisme. Grèce, carnage migratoire, extrême-droite (Trump aux USA, le FN en France...), destruction du vivant (l'escroquerie de la COP 21 et de ses paroles sans actes), meurtres de masse (Kenya, Paris, Liban) : la violence des politiques économiques dominantes et prétendues idéales s'est manifestée sous une décourageante variété de visages. Incapables de s'en prendre aux vraies causes du mal commun, impuissants face au délabrement des fragiles édifices sociaux, les Hommes cherchent des coupables, des complots, des ennemis, surtout chez l'Autre. Et l'éliminent, physiquement ou symboliquement, ce qui nous empêche de déterrer les racines du vrai et seul mal actuel, l'économie capitaliste de marché et l'organisation sociale qui en dépend.

J'ai écrit cet essai pour moi, en premier lieu. Pour matérialiser ma révolte. Et au fil de l'exercice, un ensemble de lecteurs potentiels s'est dessiné. Une foule de militants, tous animés de la même colère. Ils existent, je n'en doute pas et je veux être un de leurs porte-parole. Leur donner le signal de départ et un viatique d'arguments. Mes amis, si nous désirons éliminer le capitalisme avant qu'il ne nous asphyxie, voici toutes les raisons valables de le faire. Sans compter celles que j'oublie. Il n'y a pas de mode d'emploi éprouvé pour une transition sans heurt vers des sociétés plus harmonieuses, douces, solidaires, pacifiques et vivables. Nous élaborerons la méthode en chemin, rien ne peut se faire sans pragmatisme. L'héritage, les coutumes, les

cultures, le patrimoine des différents peuples et nations imposeront des modifications plus ou moins profondes, plus ou moins facilement acceptées. Le capital ne s'est pas implanté de façon homogène partout, ni en usant des mêmes moyens. Mais sa doctrine unique, hégémonique, voit en l'Homme et la Nature des sujets ou objets uniformes, sources d'exploitation et de profit. Là est sa faiblesse. Elle le rend facile à démonter, du moins dans les esprits. Supprimez les marteaux et les clous se rient du marteleur. Dégonflez les mythes de l'enrichissement individuel et du consumérisme, révélez leur vrai visage et le capitalisme devient ce qu'il est, un massacre. Certaines nations lui résistent déjà, d'autres, converties de gré ou de force, s'en accommodent encore. Le point de rupture, cependant, est proche pour tout le monde. Terre et Hommes ne peuvent plus supporter, physiquement et mentalement, les injonctions du capitalisme et sa manie de tout régler à sa coupe. Aux règles économiques, sociales et morales promettant l'avènement du bonheur universel par la division et l'antagonisme, nous devons réagir en front collectif et écraser le capitalisme sans faillir, sinon ses défenseurs, du moins ses idées. À quel rythme ? Peu importe. L'important est d'aller, d'un pas décidé, reprendre nos droits et responsabilités sans sommation, ni négociation. Tout débat avec l'économie capitaliste et ses prosélytes est vain. L'ennemi – c'en est un bien que je n'aime pas trop le terme – est borné, fermé à tout. Il a conquis tous les territoires, il faut l'en déloger. Je recense les raisons pour s'y atteler, incomplètes mais déjà plus que suffisantes. J'avance des ébauches de pistes pour y parvenir.

Écartons d'emblée la possibilité que le capitalisme s'éteigne doucement, victime de sa propre inconséquence, et laisse place à autre chose. Ce serait un appel séduisant à l'inaction, l'aveu d'une irrémédiable défaite. Car le capitalisme, chantre d'une violence silencieuse et pernicieuse, n'acceptera pas de décliner. Le dernier siècle a démontré son absence totale de frontières morales en présence de la moindre menace, son obsession inextinguible de la fuite en avant, du toujours plus. Le capitalisme ne peut survivre sans être universel et hégémonique. Ses principes économiques et moraux d'expansion infinie l'obligent à étouffer le moindre système concurrent. Il ne prospère qu'en l'absence de tout autre système de pensée et son succès repose sur l'adhésion totale de fidèles dont les forces et ressources lui sont intégralement consacrées. La seule échappatoire, dure à concevoir certes, est unilatérale, universelle, rapide et basée sur tout ce que les gouvernements de gauche n'osent plus faire :

- Prise en main par le peuple des lieux de pouvoir où se concentre le capital – notre capital, celui de l'Humanité – et mise en place de politiques de distribution équitable des ressources afin de rétablir tous les êtres humains dans leur dignité ;

- Envoi au rebut de tous les dogmes économiques et des expressions associées : gagner sa vie, croissance, société de consommation, profit, entrepreneuriat privé, loi du marché, libre-échange, concurrence pure et parfaite.

Débarassés de cette rhétorique mensongère, nous pourrions faire de l'Homme et le vivant nos seules préoccupations, si l'on admet enfin que l'une des raisons d'être de l'Homme est de laisser des souvenirs heureux et un environnement préservé à sa descendance. Tout sauf l'avenir funèbre vers lequel nous nous dirigeons, celui d'un monceau d'ordures sur lequel s'étripent des vestiges d'humains. Nous en sommes plus près que nous pouvons l'imaginer et, je le crains, n'échapperons pas à quelques tragédies d'envergure. Donc n'attendons plus. Agissons. La cible à détruire est là, à portée de regard, et l'histoire à écrire déjà largement connue : droit inconditionnel pour chaque être humain aux biens et services essentiels à sa dignité, société de préservation, œuvres communes et concertées déterminées par l'intérêt public, contrôle des marchés, primat aux circuits locaux, économie de l'échange et non de prédation, réhabilitation du don et du troc, réappropriation par le peuple des moyens de production, organisation politique de délibération horizontale, éducation civique et formation tout au long de la vie, relégation du superflu consumériste aux oubliettes des dispendieuses générations passées et, enfin, respect du vivant, de tout le vivant, auquel l'Homme n'a nulle permission d'imposer sa volonté de puissance. Bref, un itinéraire vers la paix par le bien-être, la seule réalisable et la seule effective. C'est un rêve, oui. Mais nous avons l'âge de rêver. Et l'interdiction de renoncer.

## C'est maintenant !

L'aveu ne causa aucun remous dans le débat public. Il était pourtant édifiant. L'économiste Thomas Piketty, auteur du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, ouvrage dans lequel il défend, à juste titre, qu'il ne faut pas que les riches soient trop riches et les pauvres, trop pauvres, confessa le 6 mai 2014, dans un entretien accordé au journal *The New Republic*, avoir emprunté à Marx le titre de son livre sans même l'avoir lu<sup>1</sup>. Dommage, car Karl Marx ne disait pas autre chose, certes à une autre époque, mais avec des arguments et une formulation qui donnèrent à ses écrits leur considérable poids historique. Oui, le capital a besoin que le taux de profit soit supérieur au taux de croissance engendré par l'activité productive, c'est même la seule raison d'investir. Et cela accroît les inégalités entre ceux qui s'adjugent le profit (les investisseurs, déjà riches au départ) et ceux qui le servent (les salariés). Brièvement résumé, le capital et son exploitation profitent aux capitalistes bien plus largement, et bien plus vite, qu'aux prolétaires. Poser une énième fois ce constat est bien entendu utile mais ne nous dit pas comment déboulonner les mécanismes malfaisants et délétères de l'économie capitaliste de marché. Marx eut beau les mettre en équation pour en démontrer l'absurdité, ils sont tout de même devenus des impensés si bien ancrés qu'ils modèlent nos caractères, nos gestes, nos rapports à la nature (notre nature !), ce avec un raffinement tel que nous en avons perdu conscience. Identifier la cause de nos maux ne suffit plus, il faut combattre la maladie. Plus nous avançons, plus le cadre capitaliste nous enserme étroitement, rendant la lutte plus ardue mais plus urgente ! Nous n'avons pas choisi ce cadre et, à quelques exceptions près, il ne nous rend pas heureux. Il survit en organisant le conditionnement intellectuel et la résignation civique et politique. Preuve qu'il n'y a aucune fatalité. Ni au capitalisme, ni à la passivité. Pas encore. Un peuple rougi par la fureur est capable d'exploser les structures qui l'oppressent, réclamer son dû et revendiquer sa dignité. Rendons grâce à Thomas Piketty d'avoir rappelé, au moins, que la loi d'airain du capitalisme, stipulant la nécessaire supériorité de la rentabilité du capital sur sa croissance, est invivable à terme et mène au désastre. On ne peut indéfiniment demander aux ressources naturelles de se démultiplier pour le bon plaisir d'une élite autoproclamée. Oui, le système économique actuel est un pillage à grande échelle qui ne se justifie ni scientifiquement, ni socialement, ni même au nom d'une quelconque loi morale ou religieuse. Il organise la spoliation de la majorité par le petit nombre et se donne pour horizon le renouvellement

---

<sup>1</sup> Pour être précis, les propos exacts, traduits par mes soins, sont : « Je n'ai jamais vraiment réussi à le lire. Vous avez essayé, vous ? [...] Le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848 est court et efficace. Mais *Le Capital* est très difficile à lire et, selon moi, n'a pas eu un grand impact. » (Merci à Frédéric Lordon)



présupposé sans fin d'une richesse dont nous savons pourtant, et depuis longtemps, qu'elle est dérobée à la collectivité.

Réunis, des individus dignes et convaincus de l'être doivent s'emparer de ces vérités de base, y trouver l'énergie du combat. Pour secouer le joug sous lequel nous sommes placés et imposer un nouveau modèle de société, harmonieux, pacifique et vivable, celui-ci. Si moi, citoyen né sans tare, à l'abri de la misère, ressens fureur et révolte, si la satisfaction égoïste du confort garanti ne me suffit pas, j'ose croire au bien-fondé de ma colère. Voilà l'urgence : partager la fureur pour ne pas la laisser descendre. En rédigeant l'énergique *Indignez-vous*, Stéphane Hessel<sup>2</sup> nous transmettait le flambeau. Le moindre des respects envers sa mémoire et celle de ses camarades du Conseil national de la résistance, dont nous parlerons plus avant, est d'entretenir la flamme. La répandre, agréger les esprits autour d'elle. La rendre publique. Faire de sa chaleur un moteur puissant. De tels appels à l'action récoltent inévitablement haussements d'épaule et promesses d'échec ? Sauf quand ils sont contagieux. Toute révolte naît d'une étincelle...

Tant que j'ai les mots et la vigueur, je jette tout sur le papier. Je dois exprimer mon rejet du désespoir, du conformisme, du cynisme. En ne remuant ne serait-ce qu'un lecteur, qu'une conscience, qu'un citoyen ou citoyenne, j'aurais fait œuvre utile. Les générations précédentes ont vécu, depuis 1945, dans l'espoir de transmettre à leur descendance une plus grande richesse matérielle, souhait généreux mais réduction simpliste du bien-être. Le capital et la consommation de celui-ci ont été des substituts commodes à une réflexion de fond sur la définition d'une société désirable, durable, sur les droits associés à ce mode de vie et la durabilité de cet ersatz d'idéal. Est venu le temps de faire face à la réalité, aux choses mêmes. Non pour le plaisir de tout changer ou par manie de la réforme. Le mode de vie dicté par l'économie capitaliste de marché est le creuset de sa propre éradication. Il s'y dirige à grands pas et emmène avec lui le vivant. Sous nos yeux ! À moins de nous laisser mourir en chantant, il nous faut réanimer l'idéal d'une société équilibrée et sereine où chacun contribue à la garantie des besoins communs, sans recherche frénétique de l'enrichissement individuel. Les limites naturelles du système productiviste et consumériste éclairent d'une lumière nouvelle les écrits de Marx. Ils en paraissent d'autant plus prémonitoires et inquiétants que leur auteur ne pouvait envisager les dangers auxquels nous faisons face. Non seulement l'économie capitaliste de marché provoque l'affrontement permanent des individus et nations entre eux, mais elle saccage la nature et son équilibre physico-chimique. Semeur de misère, le capitalisme sera aussi

---

<sup>2</sup> Hessel, S., 2010, *Indignez-vous*, Éd. Indigène

fossoyeur. Notre fossoyeur. À moins que nous refusions la catastrophe, ce dont nous sommes capables.

## Globaliser la solidarité, seulement la solidarité

Le capitalisme est une catastrophe, sans exagération de termes. Nous avons déjà trop attendu pour le démanteler. Je ne bâtis pas mes propos sur du sable, le capitalisme est effectivement redoutable d'efficacité meurtrière. Il impose son gros bon sens en recyclant les contre-arguments et ses propres erreurs pour mieux agrandir son empire. Regardez Thomas Piketty, devenu (à son corps défendant ?) un penseur de référence aux États-Unis en y invoquant Marx. Cela signifierait que son projet de capitalisme moral n'est, en fin de compte, pas si menaçant pour l'ordre social actuel ? C'est probable. Rendre le marxisme soluble dans le capital serait même lui rendre service. Ainsi l'impôt global sur la fortune, dont l'auteur fait sa panacée<sup>3</sup>, pose comme solution ultime la redistribution compensatrice forcée. En creux, cela équivaut à reconnaître que la hiérarchie sociale fondée sur la détention du capital est gravée dans le marbre, donc inébranlable. Et tout compte fait, penser à cet impôt chimérique ne coûte rien. En agiter le spectre, au contraire, calme les ardeurs gauchistes sans faire courir aucun danger ni au capital, ni aux positions établies.

Sans nier la solidité de la démonstration de M. Piketty, il n'est pas forcément nécessaire d'éplucher des milliers de chiffres pour comprendre que l'économie capitaliste de marché fait pire que creuser les inégalités ou séparer le monde entre rentiers et exploités : elle naturalise ces divisions. Le capitalisme puise son essence dans le combat interindividuel et interclasses, en faisant dériver l'exercice des droits de la possession d'une quantité de capital. Le pouvoir d'agir d'une personne (physique ou morale) étant proportionnel à la richesse affichée, tous les moyens sont bons pour accroître la quantité de valeur possédée. En résulte un état de conflit permanent nécessaire au capitalisme car il favorise l'exploitation des Hommes. Inégalités et concurrence sont les ennemis de l'unité et sans union, point de force. Les détenteurs du capital sont à l'abri de tout soulèvement tant qu'ils persuadent les prolétaires que la prospérité est individuelle ou n'est pas.

Marx avait dit tout cela, sans imaginer à quel point il voyait juste. L'économie capitaliste de marché a atteint aujourd'hui son point culminant de domination, elle est littéralement universelle. Comme le sont ses méfaits, innombrables et apparemment inextricables. Apparemment. À moins de forger une alliance mondiale contre lui. Ses bénéficiaires sont si minoritaires que seule la force du nombre leur échappe. Fatalement, les opprimés seront toujours en supériorité numérique. Une action globale de renversement du système capitaliste

---

<sup>3</sup> Tout en reconnaissant qu'il est inapplicable dans le contexte actuel d'une guerre des fiscalités.

est donc possible. En-dehors de sa sphère d'influence, puisqu'il décourage et empêche la mise en commun d'intérêts, et en affirmant, preuves à l'appui, que le droit naît du nombre et de la structure collective, pas de la détention du capital. Le capitalisme vaincu, plus besoin d'impôt sur la fortune, même global, puisqu'il n'y a plus de fortune individuelle, autrement dit de spoliation. S'il doit y avoir quelque chose de global, ce n'est pas un impôt ou le commerce, mais la solidarité. Les idées de Thomas Piketty séduisent aussi les bénéficiaires des inégalités qu'elles dénoncent car elles laissent ouverte la possibilité d'un capitaliste acceptable et vivante la certitude – fausse – que l'enrichissement personnel pourrait, si on le voulait, assurer le bien de tous. C'est impossible opératoirement (accorder quête individuelle du profit et bien de tous ?) et ignore complètement que le capitalisme est monobloc. Son idéologie est complète, fermée, sans concession. Son discours implacable. On ne peut donc le tempérer, il faut le détruire. Prenons l'exemple de la croissance, obsession moderne. Même si un gouvernement occidental se montrait assez audacieux pour admettre qu'il n'est plus souhaitable, ni même tenable, de « créer » en permanence une richesse que, dans les faits, nous extrayons en très grande partie du (sous-)sol, il y aurait loin avant la remise en question du modèle consumériste. Du marché dérégulé. De la confrontation sauvage entre offre et demande. De la recherche de bénéfice personnel. Or la source des maux du capital est dans l'appropriation de ce qui n'est pas nôtre, plus que dans le profit engendré et son inégale répartition. Même en imaginant que les barons du pétrole soient contraints de vendre leur production à perte (pour assurer le bien commun ou au nom d'une taxe distributrice), en contrepartie des bénéfices éhontés réalisés pendant plus d'un siècle, cela ne ferait aucune différence pour l'écosystème qui continuerait, lui, à être massacré.

Enfin, brandir sous le nez des gouvernants le risque que le capitalisme productif devienne uniquement capitalisme de rente n'a aucune efficacité. La reproduction du capital par la rente n'est pas un risque du capitalisme, c'en est une donnée fondamentale. L'accumulation n'est permise que par la rentabilité d'un capital installé et cette rente grossit le fonds de réserve destiné aux investissements productifs qui, à leur tour, nourrissent la rente. Le vrai risque est que le cycle investissement/profit/accumulation/rente/investissement se renouvelle sans fin et maintienne éternellement les capitaux dans les mêmes mains, sans que jamais ceux qui contribuent à le fructifier n'en voient la couleur. Risque depuis longtemps concrétisé. Dès lors il n'est plus question de négocier, il faut renverser les positions installées.

Cela demande de redéfinir des notions ou idées tenues pour acquises. La révolution politique commence dans les esprits (Gramsci). Nous parlerons plus loin du capital, de la propriété et de l'entrepreneur. Évoquons d'abord les classes, réputées s'être toutes fondues en une immense

classe moyenne consumériste à laquelle chacun appartient – ou essaie d’appartenir, ce qui revient au même. Seuls échappent à cette règle de fascinants (par leurs mœurs) milliardaires, habitant littéralement hors de la réalité (à Monaco, à Dubaï), puis, entassés dans des marges si étroites qu’elles craquent aux coutures, les sans-classes, les déclassés du pudiquement nommé tiers-monde, privé de tout espoir dès la venue au monde. La classe moyenne, bien que supposée ne pas exister, est tiraillée entre son admiration pour les premiers, dont elle souhaite rejoindre les rangs, et la peur des seconds, visages d’une déchéance toujours possible.

En niant effrontément cette tectonique sociale, le capitalisme favorise l’ignorance mutuelle. Tout est fait pour que ces univers n’entrent pas en contact, voire se craignent. Sans conscience de l’autre, pas de conflit ni d’antagonisme. La lutte des classes ne peut plus exister si son concept central disparaît de la pensée et du discours. Il semble alors disparaître aussi des faits. Or la fracturation volontaire des masses par le capital est bien réelle. Disons le haut et fort, dénonçons sa violence et sa morbidité avec d’autant plus de véhémence qu’elle s’applique sans confrontation directe, par l’intermédiaire du marché, du libre-échange et de la concurrence. Mettons les apologues du capital face à leur indigence intellectuelle, eux qui devraient, en toute logique, admettre l’existence des classes comme conséquence inévitable de leur manie concurrentielle et du classement. Ils renieraient jusqu’à leur nom avant d’avouer que le capitalisme condamne des millions d’humains au dénuement. Pour conserver la face devant l’évidence, la théorie s’en sort par un subterfuge arrimé à l’illusion cartésienne de l’Homme maître et possesseur de la nature : en postulant un monde aux ressources infinies dans lequel le renouvellement du capital ne connaît aucune limite, l’économie capitaliste de marché peut stipuler que l’enrichissement individuel est tributaire du seul effort de chacun. La prétendue infinité de ressources à exploiter permettrait à tout le monde (s’il le veut) de s’extraire de la pauvreté, illusion qui voile la cruauté, bien réelle celle-ci, de la hiérarchisation entre individus et de l’arbitraire de ses critères. Cette conception, en plus de se méprendre sur la générosité de la Terre, repose sur deux paradigmes hautement discutables, à savoir le déni de la dimension collective du travail et la quantification de son produit ou résultat.

Tricheries fort utiles car elles laissent dans l’ombre la croissance éternelle et son cortège de mensonges. Quelle croissance fait référence dans la conception contemporaine de l’économie politique ? Celle de la production mercantile et du profit comptable. Un tel parler-franc serait salutaire car cette croissance apparaîtrait sous son vrai jour, destructeur et gaspilleur<sup>4</sup> : elle n’est pas création *ex nihilo* de richesses mais extraction, transformation, vente de ressources

---

<sup>4</sup> Gadrey, J., 2010, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits Matins/Alternatives économiques.

préalablement existantes. Manipulation et médiation humaines leur donnent une valeur particulière, néanmoins le lithium des salars de Bolivie, pour prendre un seul exemple, n'est pas différent de celui intégré à une batterie. Que nous payions un certain prix en échange de son usage et des processus qu'il subit, soit. Cependant, échanges et de transformations nous font complètement oublier que le lithium à l'état natif est une ressource naturelle préexistante à l'Homme. Cet état est pourtant une richesse en soi, une valeur si l'on veut, mais incalculable. Les écoles de pensée économique, toutes avec des biais différents, s'obstinent à chiffrer. Partout, compter. Qu'il s'agisse du travail mesure de toute chose ou des physiocrates fixant la source de richesse dans la terre, ces essais sont voués à l'échec. Le monde, l'étendue du domaine de notre perception, ne se dénombre pas. Le compter est possible et parfois nécessaire, mais il s'agit inmanquablement d'une réduction des choses. Paradoxalement, une telle réduction des ressources permet d'en oublier l'origine et la finitude. Bien que nous sachions que le pétrole n'est pas une manne, le seul déterminant à son utilisation est son prix, valeur accordée à ce produit en fonction du capital investi dans son exploitation et sa mise sur le marché, majorée du profit attendu par le vendeur. En revanche, du pétrole comme entité naturelle, que savons-nous ? Ce qu'en sait l'industrie qui l'exploite, à savoir ses usages à visée consumériste. Pourtant le pétrole a une valeur intrinsèque, incalculable mais bien réelle, celle de la putréfaction des végétaux, de l'énergie renfermée, des processus physico-chimiques à son origine. Étalés sur des millions d'années, ces phénomènes complexes ont fait exister la ressource, donc lui donnent littéralement toute cette valeur qui brûle à une vitesse hallucinante. Peut-on ainsi accélérer des cycles naturels que nous sommes incapables de reproduire ? Peut-on ainsi jouer avec des équilibres énergétiques sans capacité à entrevoir les conséquences de ce jeu ?

La raison pousse à répondre non et pourtant... Hydrocarbures et autres matériaux, organiques ou minéraux, substantiels ou non, une fois mis sous une forme adéquate, ces entités prendront valeur pour le capitalisme, qui y verra un enrichissement potentiel. Virtuellement, rien n'existe aux yeux du capital avant son intégration au marché et son indexation sous forme de capital ; une fois cette croyance installée, la croissance illimitée de richesses à titre individuel devient envisageable puisqu'elle efface toute interrogation sur l'origine des choses. L'Homme dont le rapport avec son environnement n'est qu'utilitaire ne peut s'affirmer en-dehors du processus de création de valeur. Hors de sa médiation, pense-t-il, point de valeur et la création devient un acte individuel de survie. Dans cette optique, la croissance des richesses est non seulement légitime, mais indispensable. Les limites qu'y impose la nature finie n'ont aucun sens face à aux désirs incompressibles de l'Homme. Illusion ! Nous ne faisons rien croître. Nous

transformons, nous brûlons. La seule chose qui croît est la considération que nous apportons à un produit dont nous nous sommes contentés de changer l'aspect en vue d'un usage.

Malgré les tentatives de l'enfermer dans une algèbre intellectuellement limitée (prix, spéculation, tonnages, grandeurs), la nature effrontée continue à nous dépasser. La croissance n'est ni illimitée, ni universelle et ne peut concerner que les prix ou les quantités transformées, pas les ressources disponibles. Il est urgent de rendre à la richesse sa relativité et la diversité de ses acceptions, plutôt que de baser des politiques de bien commun sur une définition si restrictive du concept. Surtout quand la richesse matérielle exprimée en monnaie est si mal répartie. La partager de force ne suffit pas. En plus de souffrir des défauts déjà soulevés, ce remède n'a même pas la vertu de redéfinir la richesse, ce que nous devons nous empresser de faire.

Un des biais intellectuels fondateurs du capitalisme est en effet la réduction de la richesse au bénéfice financier ou aux biens mobiliers, bref à des expressions comptables, car une telle richesse peut se distribuer, ses propriétaires se classer entre eux. En fonction des quantités possédées se détermine le pouvoir d'action. C'est pourquoi le capitalisme, après avoir divisé la société entre une minorité possédante et une majorité d'exploités (résultat de ce que Marx appelle « accumulation primitive »), ne redistribue plus les positions. Ce n'est ni sa vocation, ni dans ses possibilités. Certes, il peut y avoir quelques échanges de postes, des ascensions spectaculaires, des déchéances marquantes, mais la répartition des richesses ne change pas. Le capital attire le capital comme l'aimant le métal. Les profits les plus importants ne peuvent naître que d'investissements à grande échelle lancés par des fortunes déjà considérables. La prime au plus gros, répétée sur de longues périodes et plusieurs territoires, aboutit à figer le capital dans les mêmes lieux et mains. L'analyse n'est pas beaucoup plus compliquée que cela, malgré les nuances : être pauvre ne rend pas nécessairement hostile au capital, mais plutôt envers ceux qui le possèdent. De même, être salarié ne sensibilise pas forcément à la cause des prolétaires. Le médecin très bien payé d'une clinique privée française, sans être rangé dans la classe des exploités industriels, sera rarement animé d'une haine brûlante envers le capital et ses possesseurs. Il reçoit une rétribution très conséquente lui permettant, à son tour, d'accumuler un capital qui, placé, fait office de rente. Pourtant, seules les sommes reçues le distinguent de l'ouvrier bangladais : dans les deux cas, le capital met en mouvement et exploite des compétences pour en extraire du profit. La seule richesse envisagée dans une telle relation entre l'Homme et son environnement se résume à la propriété, l'acquisition de choses dénombrables. Qu'il s'agisse de l'intelligence, de l'énergie, du service rendu, des forces naturelles mises en jeu, toutes ces entités sont comptées et distribuées en fonction d'une grille de calcul simpliste

(l'actionnaire, l'employeur, le client ou patient, l'employé). À aucun moment l'Homme, le vivant, la nature, ne sont considérés en eux-mêmes, dignes et riches par le simple fait d'être là. Il est ainsi aisé de considérer qu'un médecin français « vaut » plus qu'un ouvrier bangladais, si le capital est prêt à rémunérer avantageusement le premier tout en y trouvant encore son profit, alors que le second doit accepter une pitance ridicule au risque de perdre sa place. Le problème vient de l'acceptation tacite et collective de ces distinctions arbitraires, qui occultent la relation sociale fondamentale, celle entre exploités et exploitants. Une relation de classes, c'est cela, qui ouvre sur une lutte. Il n'existe pas de ces classes « moyennes » bien utiles pour faire tampon entre les scandaleusement riches et les abjectement pauvres ; il n'y a qu'un système portant exploitation des uns par les autres. Ceci posé, toutes les théories économiques rivalisant d'efforts pour évaluer les richesses, en déceler les origines et la source, ne sont que de vaines tentatives de masquer une réalité crue : tout humain a droit inconditionnel à la richesse en respect de sa richesse intrinsèque. Richesse d'être présent au monde, qui ne se quantifie pas. Toute tentative de poser un chiffre sur ces qualités est une tentative de maîtriser, posséder l'Homme et le vivant, donc de diviser le monde entre actifs et passifs, les uns puissants, les autres condamnés à subir. La lutte des classes est une réalité de notre temps et n'a jamais cessé de l'être. Et bien qu'elle ait disparu de l'arsenal rhétorique de la gauche, nous devons la dénoncer pour mieux l'éradiquer, elle et le capitalisme. La nommer est un premier acte de résistance, renier le dogme de croissance qui la sert, un deuxième. Réhabiliter l'œuvre collective devient une revendication logique. Le collectif est le siège de l'intérêt public, l'antidote au profit individuel qui, égoïste par définition, est nuisible par son action.

Ne plus accorder aucune vertu à la fortune privée, en exposer les méfaits et excès commis en sa gloire. Rester muet à ce sujet revient à se voiler la face, faute que nous ne commettrons pas. Nous, peuples, peuples !, devons engager notre responsabilité collective. Surtout en Europe de l'ouest, en Amérique du nord, en Océanie, où nous jouissons de conditions de vie relativement prospères et confortables. Premiers consommateurs de ressources, fossiles ou non, nous dépensons et disposons de plus d'énergie, de moyens d'actions et, par conséquent, de pouvoir sur l'avenir que nos frères et sœurs du tiers-monde. Aucun jugement moral ou de valeur dans ce constat, seulement une recension des forces en présence face à l'imminence d'un mouvement nécessaire vers de nouveaux ordres sociaux. Nous devons impulser ces dynamiques, surtout ne pas les attendre, et faire feu de tout bois. Certains États garantissent, après des années de haute lutte, des droits solides et des structures avancées de protection à leurs ressortissants. Parfois négligées (abstention aux élections...) mais peu importe, nous devons aujourd'hui les protéger et, surtout, les étendre face au capital qui semble reconquérir le terrain perdu. Nous le devons à



nos prédécesseurs et aux générations futures. La Déclaration universelle des droits de l'Homme n'a même pas 70 ans, c'est un peu jeune pour mourir. Et pensons à la confiance muette que nous accordent les générations futures. La tâche est immense mais l'objectif clair, simple, visible. L'économie capitaliste de marché doit tomber. Vite. Le hasard veut que la responsabilité de le faire en incombe aux citoyens de 2016. Nous incombe.

## Une cause à poursuivre, un combat à achever

La différence entre aujourd'hui et ce XIX<sup>e</sup> siècle, au cours duquel Marx réalisa (avec Engels) les enquêtes préalables au *Capital* et rédigea l'ouvrage qui sera socle d'une œuvre foisonnante, est l'implantation du capital, c'est-à-dire l'ampleur de son étendue, la subtilité de son influence et le gigantisme de ses conséquences. L'ouvrier contemporain de Marx vivait (« vivre » est un grand mot) au milieu des villes et dans des conditions si terribles que son état d'oppression sautait au regard. La division sociale du travail, de ses fruits et de la société en classes était d'une netteté telle que personne ne songeait à la nommer. Nomme-t-on l'évidence quand elle est assumée par tous ? L'apport de Marx fut de dénaturiser ce rapport de forces en soulevant à quel point injuste et subjective était la séparation, acquise depuis des millénaires, entre possédants et exploités. Je ne vais pas refaire l'histoire : avec Gramsci, Proudhon, Jaurès et des milliers d'autres, plus ou moins connus, Marx a rappelé qu'on ne naissait pas opprimé. On le devient par arbitraire, on le reste par conditionnement. La pensée de ces tribuns de la révolte a inspiré les combats parfois violents, souvent pacifiques et toujours justifiés, du prolétariat pour sa dignité et ses droits. Il s'est produit, entre Marx et nous, l'avènement d'un citoyen censément plus digne, plus fort, doté de droits, à rebours de la mainmise toujours grandissante du capital. Sa parole est réputée plus légitime, sa voix plus écoutée, en vertu du principe démocratique. Il s'est aussi produit, entre Marx et nous, des textes, faits et mœurs allant vers la reconnaissance du travailleur/citoyen et de sa protection face au capital ou ses détenteurs. Le progrès existe, on l'a rencontré. Il est donc possible. Premier préalable : considérer tout recul du capital comme un progrès... ce qui ne fait plus consensus. L'hypocrisie règne au sein même des rapports sociaux – au-delà du simple déni de l'existence de classes et des antagonismes entre elles, salariés et employeurs sont encore présentés comme des partenaires dans la négociation, ce qui revient à nier le lien de subordination qui conditionne tout entière leur relation. Le peuple part de loin dans la reconnaissance de ses droits face au capital, j'en veux pour témoin le ridicule taux de syndicalisation des employés français, aggravé par l'extrême fragmentation des organisations. Ceci est signe que nous avons perdu de vue, en France, le sens et l'utilité de s'unir pour nous défendre. En oubliant le statut de dominé du salarié, on ne voit plus l'utilité de le protéger et cela provoque l'effritement progressif de la conscience citoyenne, premier barrage à l'oppression. Les prétendus délices de la consommation ne sont qu'une compensation à l'emprisonnement par le capitalisme. Un anesthésiant.

Le prolétaire de Marx avait tout à conquérir et rien à perdre d'autre que ses chaînes ou sa courte vie qui, avouons-le, n'en valait presque pas la peine. Nous, en revanche, avons tout à reconquérir si ce n'est la santé, que nous possédons, et notre dignité. Mais même elle est en grand danger. Ne minorons pas le terrain déjà gagné. Au contraire, puisons l'énergie de l'action dans les droits acquis, d'essence sociale ou politique, individuels ou collectifs, tout en étant conscients qu'ils ne sont qu'entailles dans l'armure du capital. Mai 1968 ou le processus de décolonisation auraient pu faire office de confirmation et d'achèvement des conquêtes consécutives à la Seconde Guerre mondiale. L'instauration de la sécurité sociale en France, elle-même, fut une lutte acharnée, le patronat faisant tout pour diviser le prolétariat afin de ne pas lui laisser la gestion autonome des fonds. Un ennemi scindé est toujours plus vulnérable et, depuis 1945, notre chère « sécu » est victime d'un lent démembrement, accusée de mille maux. Suivant le même canevas, les espoirs partout allumés de sociétés plus généreuses pour tous, vivaces et indispensables à l'Humanité assommée par deux conflits mondiaux, ont été concrétisés imparfaitement, voire pas du tout, et relégués au statut de lubies par les pragmatiques des économies post-chocs pétroliers. L'augmentation soudaine, au début des années 70, des tarifs de l'énergie, donc des frais fixes de l'industrie productive, rendit beaucoup plus incertaines les marges bénéficiaires et freina la distribution des profits. Éclata alors la cruelle vérité : les États-providences des décennies précédentes étaient bâtis sur la prodigalité temporaire du capital, rendue possible simultanément par le besoin de reconstruire des pays occidentaux en ruine et l'ouverture des (ex-)colonies à une industrialisation primaire, massive et violente. Les générations d'après-guerre s'étaient arrêtées au milieu du gué, repues et satisfaites d'avoir légèrement atténué le déséquilibre des forces, sans toucher aux plateaux de la balance. De retournement de l'ordre social, de mise en question du pouvoir, point. Le projet politique de Marx ne s'arrêtait pas à la réhabilitation du travailleur. Il avait pressenti que cette issue, déjà ambitieuse en soi, ne suffirait pas sans être accompagnée d'une rupture totale du cadre des rapports sociaux. L'annulation de la propriété privée des moyens de production devait être l'objectif final. Aurait dû. Il l'est toujours. Non pas l'annulation de la personne (voire de la vie) privée, seulement la collectivisation des biens productifs et l'admission qu'il n'y a de possession que temporaire. Transformées ou non, les ressources seront toujours rendues à l'environnement après notre mort. Voilà pourquoi nous devrions parler, à leur endroit, de droit d'usage et non de propriété.

Ce petit changement de regard sur les choses, bien peu subversif d'apparence, entre déjà en contradiction complète avec le capitalisme et ses structures politiques et sociales. Supprimer les mots « d'achat » et de « vente », réformer les modes de transaction pour les remplacer par

des échanges de responsabilités envers le bien commun, tout cela est possible, dès maintenant : pourquoi ne pas considérer que nous confions une source d'énergie et les techniques associées à un groupe de personnes dont la seule tâche, sera d'en prendre soin et d'en assurer le fonctionnement équitable pour tous ? Contre rémunération par la collectivité mais sans chercher profit, seul le capitalisme y perdrait... Justement, ce type de proposition bouscule déjà si fort les routines de pensée installées par et pour le capitalisme qu'elles sont d'emblée présentées comme irréalistes, sans laisser place à la moindre discussion. De nombreux garde-fous sont d'ailleurs installés pour les étouffer au cas où elles dissémineraient leurs dangereux germes. Surtout ne pas faire croire au citoyen – à moi, à vous – qu'il y d'autres issues. Par exemple, l'électricité en France est bel et bien, encore en partie, un service public, mais l'État n'est plus commanditaire d'EDF et filiales. Ni gestionnaire, encore moins propriétaire. Il en est actionnaire. En deux mots, il se comporte comme un particulier lambda et réclame des dividendes à une entreprise destinée, à l'origine, à être au service de tous et donc à exclure tout lucre. Insidieusement, EDF a remplacé ses usagers par des clients et ne s'en cache pas, il suffit d'écouter ses slogans publicitaires pour s'en convaincre. Dès lors nous ne pouvons avoir avec cet organisme, quand bien même nous le souhaiterions, les relations attendues entre un citoyen et un service mandataire de la gestion de biens communs. Contraints, nous devons regarder EDF comme un vendeur (presque) monopolistique, dont les tarifs sont toujours trop élevés, pas clairs. Une espèce de machine écrasante. Nous le regardons aussi, si nous sommes concernés par le sujet, comme un pollueur, destructeur d'environnement, nucléo-négligent. Bref EDF, censément au service du public, est progressivement devenue notre ennemi sans que nous puissions protester à mesure qu'il déviait de sa raison initiale pour entrer dans la logique capitaliste de profit. L'électricité, pour lui, n'a plus été une richesse à préserver et le citoyen, sa raison d'être ; toutes ces belles nuances ont été laminées pour laisser place à la nature, objet d'exploitation, et au client, objet d'une autre exploitation, dont la capacité à payer ajuste la rentabilité. Voilà pourquoi je qualifierais de subtil et feutré l'envahissement de nos vies par l'économie capitaliste de marché : elle ne tente plus, comme dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup>, de faire entrer un cube dans un carré en affirmant le caractère naturel de l'exploitation à mort des ouvriers par le patronat. Présenté ainsi, le crime serait trop gros. Il faut donc le nettoyer puis le dissimuler : « Le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, car il a été proprement fait » (Vautrin dans *Le Père Goriot* de Balzac).

Lumière ! Pour continuer à assurer la rentabilité du capital au détriment de l'ouvrier et de l'environnement, en forçant l'un et l'autre à produire dans les conditions les plus abjectes sans que cela soit visible, il suffit d'éloigner l'ouvrier du client ! Ce dernier, consommateur

occidental le plus souvent, salarié également dans la majorité des cas, n'achète plus qu'un emballage, un article désincarné et un prix. Tous les dommages de la production ne disparaissent évidemment pas dans les faits mais leur effacement des consciences est savamment programmé, ce qui en fin de compte reviendra au même pour le capital : pollution, gaspillage, destruction, épuisement des terres peuvent ainsi passer, l'expression s'impose, par pertes et profits. La distance entre les différents acteurs de la chaîne commerciale dilue l'intérêt pour les processus sociaux et techniques engendrés par le marché, et surtout pour leurs conséquences. Et sans ignorer l'importante proportion de citoyens pour lesquels la quête du confort individuel ne justifie pas tout, il est bien plus difficile pour eux aujourd'hui que pour Marx, il y a deux siècles, de plonger les yeux, les pieds et tout le reste dans les bas-fonds de la production industrielle. Profit financier pour le commerçant, profit matériel pour le client dans un monde sans aspérité où les vrais débiteurs de la facture du consumérisme sont condamnés à l'ombre, puis à l'oubli. L'économie capitaliste de marché est redoutable : elle persuade si bien du lien intime entre la santé de tous et celle du capital que toute société qui y plonge ne serait-ce qu'un orteil devient, sans s'en rendre compte, la meilleure partisane de son orthodoxie. Pour une telle société, la moindre rupture du cycle de production mercantile à outrance ressemble trop à une dégradation de ses conditions de vie, aussi déplorables puissent-elles parfois être, pour qu'elle cherche à en percer les secrets. Telle est l'emprise du capitalisme : malgré l'énormité des méfaits qui sont imputables à lui et à ses promoteurs, il s'est paré des atours de l'inévitable. Tout est valable pour entériner la puissance prétendument intrinsèque de l'argent, de la richesse matérielle, de la possession. Jusqu'à défendre l'idée qu'être personnellement riche, c'est-à-dire accaparer une quantité de biens largement supérieure à ses besoins, est un bienfait pour tous. Cette déviation égocentrique d'un comportement de préservation instinctive est un vol à grande échelle. Donc un crime.

## **Petite histoire de l'économie capitaliste de marché ou de l'importance des mots**

Dans sa formulation la plus terre-à-terre, la moins connotée, le capitalisme s'assimile à l'accumulation par un agent d'une réserve de biens, sous n'importe quelle forme, sans distinction de quantité. L'équivalent d'un comportement aussi simple que le salage des aliments de jadis. Cette ancienne pratique donna d'ailleurs naissance au mot « salaire », le salarié étant rétribué d'une ration de sel destinée à conserver ses aliments et les protéger de la pourriture. En collaborant avec une tierce personne, le salarié acquiert de quoi passer l'hiver, ses capitaux propres étant réputés insuffisants sans la contribution d'autrui. Nous voyons, dans l'origine de ce salaire, l'intérêt de l'œuvre collective d'un côté, et la nécessité de l'épargne de l'autre. Sans appeler ce comportement « capitalisme », il révèle notre sensibilité instinctive à la finitude des êtres et des choses – à commencer par la nôtre – et à l'adaptation que cela réclame. Le temps, l'espace et leur défilement sont des « formes a priori de la sensibilité » humaine, écrivait Kant. Ils nous préexistent, cela est fiché dans notre crâne, et s'ils sont potentiellement illimités, en eux se situent les limites du vivant et de la matière. Cette même matière qui nous anime, nous abrite, nous nourrit. Se constituer un capital est une manière de se projeter dans le temps et l'espace pour affronter, repousser les limites. Seulement jusqu'à un certain point cependant, et là réside le cœur du problème.

L'écureuil qui se bourre les bajoues de noisettes est kantien au sens où il se doute bien que l'été n'a qu'un temps et la quantité de ces petits fruits est finie. Il est, aussi, capitaliste quand il ramasse le plus possible de noisettes. Mais dans son cas, le rapport avec son capital est direct, pragmatique : le bien cueilli se consomme tel quel et se conservera quelques semaines tout au plus. Son accumulation répond donc à des contraintes spatiales et énergétiques bien définies. Il n'y a pas « capitalisme » au sens actuel car l'animal amasse et engrange par obligation, dans le but lisible de survivre au froid.

Capitaliser de l'argent, le mettre de côté en parler du XXI<sup>e</sup> siècle, obéit à une forme de prévoyance. Mais agréger sans restriction de biens indéfinis, en faire une fin en soi, n'a que l'apparence de l'attitude prudente et concrète de l'écureuil. En réalité, cela n'a rien à voir ni dans ses motivations, ni dans ses effets. L'économie capitaliste de marché exige de conserver sous forme métallique ou informatique des richesses non utilisables en l'état pour pouvoir, plus tard, acquérir sur différents marchés nos moyens de subsistance. Cela implique que nous ne produisons plus nous-mêmes nos biens mais que notre labeur et les conditions de vie qui le

rendent possible (aliments, vêtements, chauffage, locomotion) sont objet et fruit de transactions incessantes sur des marchés auxquels nous n'avons pas accès si nous sommes démunis. Dans un monde-marché, le capital fait office de droit d'entrée et de séjour, d'où l'obligation de se comporter en permanence comme un écureuil au seuil de l'hiver. Amasser, conserver, amasser, conserver. Jamais assez ! Absurde. Même l'écureuil sait que l'hiver n'est pas permanent, la précarité un état stationnaire et la quête de survie, une raison d'être. Mais en se persuadant du contraire, ainsi que le veut le capitalisme, nous tendons à voir la richesse matérielle sans bornes, même en quantité délirante (millions, milliards), comme une vertu puisqu'elle éloigne d'autant la précarité. Le meilleur remède à l'éradication de la misère, l'effort collectif, n'est même pas envisagé puisqu'il pose comme préalable de renoncer, du moins en partie, à la fortune individuelle. Cette dernière condition est-elle si difficile ? L'espérance de vie ne se compte pas en millions de devises et l'immortalité ne peut s'acheter, à ma connaissance. Pourtant, le capitalisme a transformé le réflexe de préservation de soi en lubie, en principe exclusif de comportement et, bientôt, en modèle absolu d'organisation sociale, racine de nos maux actuels. L'accumulation sans frein ne répond à aucun besoin intrinsèque. Elle est une absurdité biologique et sociale et son aspect séduisant, aujourd'hui cultivé à coups de propagande mercantile<sup>5</sup>, repose sur une tromperie. Personne ne ressent d'urgence particulière à posséder davantage que le nécessaire à moyen terme. Et ce moyen terme n'est pas une abstraction, il peut se calculer, notamment en établissant un rapport circonstancié entre l'énergie dépensée à recueillir, réunir, stocker et conserver les biens de subsistance d'un côté, et l'énergie potentielle contenue en ces biens, de l'autre. Il arrive un point où, au-delà d'une certaine quantité, emmagasiner n'est même plus utile. Premièrement, il est absurde et déprimant de dépenser exclusivement son temps à recueillir des biens sans jamais en jouir. Ensuite, notre capacité d'action étant limitée, il n'est pas possible de tout faire et certains biens s'avèrent superflus. Pensez au blé, par exemple ; si nous en remplissons un silo entier pour cinq ou six personnes, par peur de l'avenir ou désir de puissance, le grain sera tout de même pourri avant d'avoir été transformé en aliments, donc perdu pour l'humanité. Il en va ainsi pour l'argent et les subsistances qu'il représente. Au-delà d'un certain degré, l'espace d'une vie n'est pas assez grand pour dépenser une fortune autrement qu'en futilités dont l'abjection est rendue plus aiguë encore si une grande partie du monde joue sa survie tous les jours. Cela se fait pourtant... surtout chez les rentiers, qui n'ont même pas à faire l'effort de constituer une fortune acquise de naissance.

---

<sup>5</sup> Pudiquement appelée publicité.

Les actions de conservation et de stockage ne peuvent s'auto-justifier, tout simplement car en l'absence de but précis, elles abolissent la notion de limite. Or la nature est limitée et, êtres naturels, nos comportements sont déterminés par ces limites. Notre système digestif effectue une balance entre faim et satiété afin de maintenir l'homéostasie et cela se reflète dans nos journées, organisées autour de repas réguliers. Je ne qualifierais pas cette recherche permanente d'équilibre de déterminée, car je me méfie des mots et de leur impact, mais elle est l'intégration métabolique de l'équilibre spatio-temporel qui préside à la présence et la disponibilité des aliments. Le temps de la germination, de l'éclosion, de la cueillette ; le temps de l'élevage, de la cuisson, l'espace nécessaire à ces opérations. Tout cela oblige à renouveler en permanence le cycle entre dépense, reconstitution et consommation de nourriture. S'il n'y avait ce lent rythme à respecter, ces contraintes auxquelles se soumettre, nous pourrions en effet accumuler, une fois pour toutes, la nourriture d'une vie. Et pour aller plus vite, nous l'avalions à la naissance.

Laissons cela aux scientifiques. Prenons au contraire comme seul horizon réel et concret la finitude du monde, non dans le temps mais dans les faits. Rien n'est éternel et cette règle doit, autant que les notions d'espace et de temps, orienter nos comportements. Acceptons donc également notre propre fin, la mort. Même l'acharnement le plus inoxydable à empiler des réserves ne permet pas d'y échapper. Elle n'est pourtant pas un inconvénient ni même une fatalité, au contraire un précieux ressort de motivation. « Immortel, on ne l'est que pour la vie », disait Henri Mondor. Ce jeu de mots s'adressait aux membres de l'Académie française mais épouse opportunément notre propos : hormis grave danger ou maladie, l'idée de notre mort est floue, indicible. Sans l'omettre, nous la repoussons et, dès lors, l'acceptons. Réflexe heureux qui permet de ne pas se fixer de limite temporelle immédiate, du moins en l'absence de menace. C'est sur cette construction mentale que nous bâtissons des projets, menons des actions, cultivons des espoirs. Que nous vivons, en un mot. À moins, bien sûr, que ce besoin d'assurer notre survie devienne une obsession, même en-dehors de péril immédiat. Nous nous mettons à vénérer la chimère de l'éternité en construisant une fortune dépassant toutes les limites du besoin perçu. L'accumulation débridée persuade d'être invulnérable ou, à défaut, augmente la vulnérabilité des autres dans le cadre d'un jeu concurrentiel à somme nulle, où toute puissance acquise affaiblit autrui et renforce mes chances de survie.

Ceci n'est pas un raisonnement, seulement le détournement de notre instinct de préservation. Un quart de seconde de réflexion suffit à se rendre compte qu'accumuler en excès est nocif pour tous, que la survie n'est pas une tâche individuelle mais une quête collective. À partir d'un certain point d'accumulation, je l'écrivais plus haut, nous sommes condamnés à perdre plus



d'énergie que nous en récoltons sous forme de biens. De plus, l'être humain seul n'est ni très doué ni très costaud, reconnaissons-le, et n'accumulera pas grand-chose. S'il a survécu et prospéré malgré ses limites physiques – endurance exceptée –, c'est par son grégarisme et la mise en commun des intelligences et moyens. Toute richesse, sans encore donner de définition précise à ce terme, est issue d'un effort collectif. Considérant ceci, j'ai besoin d'autrui pour ma survie. Lui confisquer toutes ses subsistances et le laisser dépérir en espérant ainsi assurer ma pérennité est absurde, cruel et inutile. C'est pourtant ce dernier comportement que promeut l'économie capitaliste de marché.

Nous touchons là du doigt l'apport principal, selon moi, de Marx à l'économie politique. Il est parvenu à marquer son époque et les suivantes en dissociant le processus de constitution/protection d'un capital de sécurité, comportement naturel et rationnel à la fois, de l'économie capitaliste de marché. En d'autres termes, Marx a dessiné une claire distinction entre, d'un côté, un principe de gestion de l'avenir proche et, de l'autre, une idéologie corrélant capital et puissance, avec la richesse sans but comme matrice de société. Cette avancée intellectuelle majeure a été trop souvent occultée au profit d'une version borgne (et intéressée) de l'histoire dans laquelle Marx est le gourou d'une poignée de dictateurs, donc un fou dangereux. Son œuvre est pourtant à lire, relire et poursuivre tant elle reste pertinente. Plus encore que de son vivant ! Le capital et la richesse au sens large ne sont plus constitués comme pécules en prévision des jours difficiles. L'argent ne représente plus une petite réserve personnelle conservée pour faire face aux contingences, sortir exceptionnellement de notre ordinaire ou laisser un legs à nos prochains. Non, il est devenu le principe régulateur : exploiter, posséder, capitaliser et thésauriser sont devenus des ukases économiques. Cette économie n'en mérite plus le nom tant elle est devenue une série d'arbitraires politiques ignorant la contradiction et auxquels des croyances font office de fondement logique. Le mot « économie » vient pourtant des mots grecs οἶκος, *oîkos* (« maison ») et νόμος, *nómos* (« loi ») et désigne, en son sens premier, les lois de gestion de la maison. Sage gestion, bien entendu. Or la quête folle de capital détruit cette maison, nous en sommes témoins tous les jours.

Le mot économie a donné l'adjectif, positivement perçu, d' « économe », désignant une personne soucieuse de ne pas gaspiller. Économie et économe, substantif et qualificatif, se retrouvent dans la plupart des langues les plus employées, souvent en suivant la racine grecque, témoin que les groupes humains ont progressivement intégré le besoin de penser l'abondance et d'anticiper son assèchement. Cela n'aurait pas dû changer. L'économie devrait toujours désigner les seuls arts et techniques de la modération, et non servir de justification pseudo-scientifique à l'épuisement des ressources. Ainsi elle n'est pas, ne sera jamais une science car

elle ne soumet pas ses théorèmes et déductions aux critères de scientificité : il n'est pas possible de falsifier ses affirmations. Un exemple fondateur, celui de l'*homo oeconomicus*, agent économique de base du libre-échange dont les choix seraient toujours guidés par la maximisation de son profit. Comment savoir ce qui constitue, pour n'importe quel individu, le profit maximal ? Dit autrement, sait-on si un individu cherche toujours son profit, sublimation de l'égoïsme s'il en est ? Si, mis en situation d'achat, ce même individu dispose de toutes les informations nécessaires pour une transaction en sa seule faveur ? Autre exemple, en droite ligne du premier, l'autorégulation du marché. L'agrégation de tous ces individus rationnels contribue-t-elle réellement à sélectionner et retenir les meilleurs prestataires ou producteurs ? Qu'est-ce qu'un « bon » vendeur ? Les tarifs avantageux pour les consommateurs cachent généralement de déplorables pratiques salariales et environnementales. En revanche, une production raisonnée (en accord avec les cycles naturels et les droits des employés) impose au client de payer un peu plus cher. Et cette notion de « meilleur » vendeur (ou fournisseur, prestataire...) exige une autre fiction, celle de la concurrence pure et parfaite.

Encore un mythe. Deux producteurs ne se présentent jamais à égalité face au client putatif. L'un disposera toujours d'un avantage préalable dans l'accès au marché, soit parce qu'il possède un gros capital de départ et peut donc investir plus pour baisser ses marges, soit parce qu'il est mieux situé, plus connu, inspire plus confiance. De surcroît, il est très difficile de déceler les entorses à la concurrence, notamment les ententes sur les prix entre quelques acteurs dominants pour fermer un secteur (l'oligopole de la téléphonie en France en est une illustration).

Ces illusions rationalistes, pourtant battues en brèche par l'expérience, résistent car elles objectivent l'ordre social favorable à leurs promoteurs. La théorie économique repose depuis trois siècles sur la conception fallacieuse de sociétés humaines régies par la recherche individuelle de profit et, plus vicieux, sur les bienfaits collectifs d'une telle quête. Pour faire de l'égoïsme un comportement acceptable voire envié (MA richesse), le plus efficace est de prouver par l'absurde que l'intérêt particulier favorise l'intérêt général, et en faire le but de toute existence. De l'*homo oeconomicus* au marché souverain, la même supercherie : additionner les intérêts disparates des individus est le meilleur moyen – le seul, rêvent les puristes du capital – de garantir la prospérité globale. Il est impossible de justifier cela par une démarche hypothético-déductive appuyée sur des expériences de terrain. Le simple postulat de rationalité absolue de l'individu est une escroquerie. Vaguement inspiré de l'individualisme méthodologique, principe sociologique proposant d'expliquer les dynamiques de groupe par des choix individuels, il le réduit grossièrement pour ôter à l'individu toute émotion et en faire une machine à calculer. N'importe quel étudiant de troisième cycle soumettant un protocole

suggérant une rationalité pure et parfaite de l'individu serait renvoyé illico à ses bouquins. Pourtant, nos politiques économiques reposent sur ce sable théorique. Nos sociétés auto-proclamées modernes et progressistes sont construites sur l'exacerbation de l'instinct individuel de préservation et l'antagonisme qui en procède. Des femmes et des hommes, célèbres ou anonymes, se sont battus pour tempérer les méfaits des instincts violents de l'humanité. S'ils savaient.

L'économie capitaliste de marché n'est que l'atout respectable de l'élévation de la lutte pour la survie en idéologie politique. Détruire, ou au moins diminuer, l'autre pour exister, sans réfléchir aux conséquences multiples, à court, moyen et long termes, puisque l'*homo oeconomicus* ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Or nous nous rendons tous compte, du moins ceux dont le regard n'est pas obscurci par l'obsession du gain, que l'épanouissement individuel ne se conquiert pas au détriment du bien-être collectif. Il y est, au contraire, intimement corrélé. Un être humain heureux et isolé ne transmet sa joie à personne ; une société qui se désagrège entraîne dans sa chute tous ceux qui en dépendent. Même milliardaire, personne ne peut longtemps subvenir sans assistance à ses propres besoins. Enfantin, direz-vous, alors pourquoi continuer à concevoir l'épanouissement individuel comme une quête purement égocentrique ? Cela mène à la destruction de l'Homme, de la nature, de l'Homme et de la nature. Du moins la nature dans son état actuel, favorable au vivant. Son équilibre, ses cycles de lent renouvellement, sa générosité sous condition sont des biens communs appelant humilité, parcimonie afin de les préserver. Leur maintien est incompatible avec une exploitation soumise aux seuls délais du commerce à but lucratif. Car le capitalisme n'accepte aucun délai, son principe de compétition appelle à piller la moindre ressource avant le voisin. Pour l'immense majorité des humains, l'obligation organisée à nous ruer sur ce qu'il y a, sur ce qu'il reste, est une fatalité insupportable. Tous, nous sentons l'absurdité insigne de tout considérer comme un bien à confisquer. Tous, nous souffrons de voir en l'autre un adversaire et non un partenaire, et dans la nature un trésor à épuiser le plus vite possible. Même les privilégiés du capital, conducteurs de grosses voitures ou propriétaires d'avion, apparemment détachés de toute contingence, ressentent les conséquences de ce modèle délétère. Eux aussi paient leur carburant plus cher. Et seront amenés (plus tard que d'autres, certes) à voir leurs jolis bolides cloués au sol à l'heure du rationnement de l'énergie.

Comment, au regard des dommages infligés et avérés, l'économie capitaliste de marché a-t-elle pu s'imposer si facilement ? Étendre son empire ? Et qu'attendons-nous pour en secouer le joug ? Les plus fidèles serviteurs du capitalisme en sont aussi les premiers favorisés, donc aucun ne lira cet ouvrage. Tant mieux, nous sommes entre nous : je m'adresse à ceux et celles qui

rejetent la réponse facile de l'idéologie capitaliste à leurs angoisses profondes. Ce mépris de nos personnes, que nous percevons plus ou moins consciemment, attend impatiemment un argumentaire solide pour se muer en révolte. Le voici.

## Puissance et violence

Avant d'exposer en détail l'emprise et les dégâts du capitalisme, puis d'en proposer une issue, je souhaite faire définitivement la distinction entre, d'un côté, le capital sous forme de patrimoine économique et, de l'autre, l'économie capitaliste de marché. Le premier est neutre. C'est un pécule, une fraction de ressources en argent ou en nature dont le recueil et la conservation sont légitimes si leur seul but est de garantir les besoins essentiels à moyen terme<sup>6</sup>. L'usage peut en être individuel (nourriture, logement) ou collectif (eau courante) et sa quantité plus ou moins importante. Tout bien stockable est potentiellement capital. Même l'électricité, non stockable pour sa part, peut être considérée comme un capital à travers ses circuits de distribution, matérialisés en une série d'infrastructures installées en réseau. Partant, le capitalisme, considéré hors de toute idéologie, n'est autre que la mise en réserve d'une quantité de ressources. Il est neutre également ; c'est un comportement naturel et rationnel accompli en prévision d'un avenir moins florissant. Êtres humains et vivants en général agissent ainsi ; nous avons le mérite de savoir planifier et élaborer des techniques, des mécanismes afin de systématiser la capitalisation. Chez nous, contrairement à l'écureuil et ses noisettes, l'épargne du produit de la récolte est intégrée à l'activité vivrière car nous sommes aptes à anticiper l'hiver et non y réagir en urgence. Ce processus, d'ailleurs, se fait à plusieurs pour en améliorer l'efficacité. Fabricants de silos ou de réfrigérateurs participent à une œuvre collective qui n'a rien de nocive en elle-même. Le capitalisme au sens propre pourrait au contraire être une forme très organisée d'optimisme, une mise en commun du vouloir-vivre dont le capital est une condition nécessaire, un moyen vers une fin positive, préserver l'humanité. Toute l'humanité, sans séparer les individus. Malheureusement, le capitalisme est devenu synonyme d'économie capitaliste de marché où moyen et fin sont une seule et même chose. Cette vision faiblarde intellectuellement défend que la survie est une quête individuelle d'accumulation systématique, sans préoccupation d'autrui : capitalisme, oui, mais pour la seule grâce du capital, de l'argent. Dans quel but ? Volonté individuelle de puissance, délire possessif, envolée prométhéenne. Une fois ancrée l'idée que la richesse matérielle était l'expression la plus raffinée du rapport avec soi, autant chemin vers l'éternité que vecteur d'accomplissement, le désastre capitaliste a pu s'accomplir.

---

<sup>6</sup> Cette notion de « besoin essentiel » est contingente donc assez difficile à saisir tant elle change d'un individu ou groupe social à l'autre. Cependant, il est possible, en procédant par exclusion, de parvenir à une définition consensuelle. Un téléphone multifonction n'est pas un besoin essentiel car sa perte, même définitive, ne remet en question aucun droit fondamental de l'être humain. L'ordinateur sur lequel j'écris ces lignes non plus : supprimer tout matériel d'écriture, en revanche, le serait car il est indispensable de pouvoir lire et écrire dans le cadre des droits à l'éducation et à l'expression.

Comment cette conviction grotesque a-t-elle imposé son hégémonie dans nos sociétés ? Comment passer outre les bienfaits de la vie en commun et de la collaboration pacifique, dont nous recevons des preuves depuis des siècles ? Il y a toujours eu des conflits et, à plus grande échelle, des guerres et batailles, mais elles constituaient l'état d'exception. Aujourd'hui, l'Union européenne (UE) a beau déclarer pompeusement traverser une ère inédite de paix, son rideau de prétendue stabilité se déchire. Le recours à la violence n'est plus une exception, c'est un état d'esprit. Le calme ambiant, une façade. Tous nos rapports sociaux sont définis par le différend économique, dont la résolution est l'écrasement d'un des deux protagonistes. Je n'exagère rien : nos principaux choix de vie se résument désormais à des transactions, euphémismes du combat pour la vie. Même la recherche d'un logement nous lance face à une légion d'ennemis invisibles, potentiellement plus solvables que nous. Sans leur vouloir de mal, du moins pas ouvertement, nous aimerions qu'ils soient plus pauvres que nous ... et acceptons que le droit au logement ne se partage pas mais s'arrache. Cette banalisation de l'antagonisme se retrouve à tous les niveaux de décision. Nous parlerons de la Grèce plus avant mais j'anticipe. L'UE fait tout pour que l'on parle d'elle, notamment en se décernant un prix Nobel de la Paix. Qu'en pensent les citoyens grecs, à genoux sous une dette imposée par l'extérieur, appauvris personnellement (baisse des salaires et prestations sociales) et collectivement (destruction du peu d'État dont ils disposaient) au nom de la culpabilisation de la pauvreté ? Voilà le genre de précepte que défend la paisible Europe : un individu endetté ou dénué de ressources est un perdant, un faible qu'il faut châtier.

Ces raisonnements faciles, clés en mains comme on le dit d'un bien de consommation, s'attaquent à la peur fondamentale, celle de la finitude et, avant elle, à l'angoisse de la déréliction, forme de déchéance lente de l'humain vers sa disparition. Vivre sans espoir ni perspective, même la plus simple (un bon repas, une nuit de sommeil au chaud) est notre pire crainte, tant il consiste à renouveler sans cesse l'expérience de notre futur décès. Nous souhaitons tous laisser une trace de notre passage, un héritage, un souvenir, de la reconnaissance. Avoir de quoi, pour reprendre Brecht, « habiller notre âme » à l'heure de mourir. Sans cet horizon, nous dépérissons déjà. Être vivant, posséder quelque peu, voici deux conditions nécessaires au dépassement du statut de mortel, légitimes uniquement si l'on se rappelle que la possession prend sens en vue d'une série de projets. Or tout projet est collectif, réalisable dans et pour un groupe social. Là est l'unique voie vers un legs concret et potentiellement bénéfique. Non dans l'acquisition déraisonnée aux dépens de l'autre. La quantité est périssable et relative, elle peut se transmettre mais dans des conditions sociales très précises et finit toujours pas s'évanouir. Rimbaud est mort misérable, son legs est immense.

Nombre de ses contemporains ont laissé à leur descendance des fortunes de métal aujourd'hui complètement dévaluées. Personne ne se souvient d'eux. Un savoir, une découverte, de l'amour tout simplement, sont les seuls moyens valables de survivre à son décès. Moyens indicibles, difficiles à concevoir, impossibles à compter et constater. Aléatoires. Au contraire d'une somme d'argent, de biens : le capitalisme nous vend une pauvre survie par la matière, l'achat, la conquête, le vol des biens d'autrui. Cette croyance n'est pas nouvelle, disais-je, l'histoire de l'Homme parsemée de conflits en est la preuve, mais jamais elle n'avait été la règle. Pas à ce point de complexité et d'hégémonie. L'économie capitaliste de marché a assis son règne en combinant la destruction des frontières entre quantité (de richesses) et qualité (de vie), la seconde ayant disparu dans la première, avec l'illusion que les ressources sont infinies et qu'il n'y a aucune pertinence à les partager puisque par définition, « il y en a pour tout le monde » : pas de risque d'épuisement des ressources et promesse de prospérité si chacun s'en donne la peine. Dès lors, l'enrichissement personnel est le seul chemin à suivre et se justifie intellectuellement et concrètement.

Accumuler devrait servir à se mettre « à l'abri du besoin ». Expression désormais inadéquate : accumuler sert à satisfaire sans restriction tous nos besoins, les existants et les inventés quand la fortune dépasse l'entendement. Le consumérisme ne connaît pas la nuance et mélange allègrement besoins (se nourrir, se reproduire, dormir), désirs (une envie mise à distance en fonction de nos moyens et de sa pertinence) et pulsions (vouloir-vivre qui ne tolère aucun délai). Oui, l'économie capitaliste parle aux animaux que nous sommes, à notre terreur de disparaître, mais nous ment. Je te donne la fortune éternelle, me dit le capital, et tu me donnes ta vie. Et l'Homme trompé meurt tout de même, riche d'argent, pauvre de tout le reste. Goethe l'écrivait, déjà.

Bien sûr, tout cela est moraliste. Inspiré par une conception idéale de l'humanité, sans rivalité ni tension. À quoi bon se démener, disent les post-modernes<sup>7</sup>, si les Hommes se complaisent dans leur sang ? Laissons-les s'entretuer. Je ne suis pourtant pas le premier à croire que le vivant ne se résume ni à sa cruauté, ni à sa morbidité. Flatter ces seules dimensions de nos êtres – dont elles sont partie intégrante, je ne le nie pas – est une négation de notre noblesse intrinsèque. Or notre noblesse, notre dignité, est également partagée. Admettre cela revient à admettre, geste salvateur, que le monde ne peut être divisé, que la distribution et le partage sont des droits, que les classes n'ont rien de naturel au point de ne même plus être nommées comme telles.

---

<sup>7</sup> J'utilise ce terme à dessein dans l'espoir d'en obtenir une définition concrète, je n'en ai jamais trouvée. De ce que j'en déduis, ce néologisme désigne un degré élevé de cynisme consistant à ne plus croire en rien, ce qui est en effet très reposant.

Reprenons quelques préceptes énoncés par Marx : l'économie capitaliste de marché suppose une société atomisée entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail. Solidement séparés et de taille inégale, ces deux groupes doivent eux-mêmes être habités de tensions internes propres aux visées individuelles de chacun. Les rôles distribués, le seul objectif d'une société est de permettre à tous de courir sans entrave après l'extension de sa propriété. Le moteur de chacun est, simultanément, la peur de la pauvreté et l'attrait de la fortune, à distribuer en fonction de ses moyens et position de départ. De cette sacralisation de la fortune privée et de la recherche permanente de son agrandissement est censé provenir le bien commun, selon le précepte qu'une addition d'individus prospères conduit à la prospérité générale. En plus de contester cette idéologie par la dialectique, Marx l'a démontée dans les faits, en démontrant son impossibilité. Prenons la baisse tendancielle du taux de profit, théorie formulant la non-linéarité de l'enrichissement matériel : le taux de profit (c'est-à-dire le bénéfice net d'une production rapporté au capital total investi) ne peut être maintenu dans le temps au même niveau à mesure que le processus de production rencontre des impondérables tels que l'entretien de l'appareil, son renouvellement, son usure (et celle des salariés), sans omettre l'arrivée de la concurrence, inévitable sur un marché rentable, et qui crée un effet d'entonnoir face à une demande mécaniquement limitée<sup>8</sup>.

Pour se reproduire à un rythme acceptable pour lui, le capital doit donc comprimer ses coûts, à grands coups de masse si nécessaire. Les salariés sont toujours les premiers à passer au laminoir, dans ce cas. Rémunération, conditions de travail (hygiène, sécurité, horaires), qualité de la matière première et du produit fini (donc fierté quant au travail fourni) sont arasés pour maintenir vaille que vaille le profit jusqu'à ce que la chandelle (l'employé) s'éteigne. En effet, dans un tel rapport autoritaire de production, l'ouvrier (pudiquement appelé « main d'œuvre ») est une chose au même titre qu'une machine, un minerai, une plante ou un animal.

La réification est un préalable indispensable à la quantification et l'exploitation de l'Homme. Autrement, il serait insupportable de vivre avec cette vérité simple : peu importe à qui et quoi il s'applique, le travail abîme. La machine se détériore, le filon s'épuise, la terre se défraîchit, l'Homme fatigue. Le rendement des premiers jours ne peut être maintenu à moins de le limiter

---

<sup>8</sup> Cette théorie, comme toutes les « vérités » économiques, n'a rien d'universelle ni d'infailible. Elle peut d'ailleurs être démentie par l'expérience. Prenons l'exemple de l'éolien : en admettant qu'une entreprise privée fasse son profit de fermes éoliennes, elle doit effectivement faire face à l'usure de son matériel, ce qui peut à terme grever ses bénéfices. Cependant, le nombre d'emplacement pour éoliennes étant limité pour un territoire donné et l'électricité un bien non stockable, dépendant d'un réseau pour sa circulation, la concurrence n'y joue pas comme dans un marché plus conventionnel. De plus, la matière première – le vent – est si imprévisible que le chiffre d'affaires peut varier au point de ramener l'augmentation des frais d'entretien au rang de contingence dans le calcul du profit et de son taux. Nous faisons référence à la « loi tendancielle » de Marx non pour ses traductions sur le terrain, discutables comme nous venons de le voir, mais pour son apport à la pensée : même inaboutie, cette loi exprime pertinemment la tendance du capital à vouloir couper les coûts pour maximiser le profit et en anticiper la chute.



volontairement, ce qui retarde d'autant le retour sur investissement et inflige à l'apporteur de capital un handicap concurrentiel avant même qu'il ait entamé son entreprise, ce qui est inimaginable dans le cadre d'un marché dérégulé. Il est concevable qu'un marathonien freine son allure en prévision des derniers kilomètres, ce serait en revanche suicidaire de la part d'un coureur de 100 mètres. Or l'économie capitaliste de marché transforme le commerce en un sprint toujours répété. Ce que le capital n'avale pas dans l'instant, il ne le reverra jamais. On ne rattrape pas un client après l'achat, on ne récupère pas une récolte invendue. Le marché élit ou punit, proclame un vainqueur parmi tant d'autres vaincus. Et ces derniers n'aspirent qu'à la revanche. Ce faisant, il faut produire, toujours, pour ne pas rater la moindre transaction et sucer tout le profit possible de la matière mise en mouvement par le capital. Cette matière n'est pas une corne d'abondance. Les robots aussi tombent malades, ou en panne pour employer le vocabulaire adéquat. Cela revient au même pour le capitaliste qui, à terme, va voir augmenter ses frais fixes et si la courbe de profit ne suit pas l'ascendance des frais fixes, rendement, richesse et puissance vont décliner. Et, pire, son ego. Insupportable ! Il est vrai que la solution de couper les frais variables, les salaires en un mot, passe difficilement dans certains pays, dont le nôtre, malgré le chantage au chômage. Le marché dérégulé (autre axiome de l'économie capitaliste) vient au secours de l'entrepreneur pour l'inviter à embaucher de salariés moins chers, ailleurs, ce qui se traduit en délocalisations. Dans ce cas, le taux de profit est sauvegardé mais finira fatalement par baisser, car appauvrir ou priver d'emplois ses salariés – qui sont aussi des clients – ne contribue pas à la consommation. La production peut rester peu coûteuse malgré l'usure du matériel, cela ne rime à rien si vous perdez tous vos acheteurs ou êtes contraint de supprimer toutes vos marges pour les garder...

De cette suite de constats, nous concluons que le taux de profit global d'un secteur baisse à plus ou moins long terme, à mesure que l'appareil productif vieillit, que se tarit la demande, augmentent le prix des matières premières ou, tout simplement, les travailleurs s'organisent pour réclamer une plus grande part du profit qu'ils produisent. Cette baisse n'est pas répartie également entre les différents concurrents et contribue à les hiérarchiser. Le profit reste élevé chez certains, devient nul chez d'autres et cette tendance s'aggrave sous l'action de la lessiveuse du marché : les leaders dégagent un bénéfice important, accumulent une fortune qui leur permet d'investir sur une grande échelle en limitant l'importance, en proportion, des frais fixes, et peuvent en plus imposer une pression sur les salaires puisqu'ils sont les principaux employeurs de la branche. Les autres, les petits entrepreneurs, les perdants (la terminologie n'est pas de moi) restent bloqués, incapables d'investir, ni même posséder quoi que ce soit. En bout de course, appauvris et démunis, ils n'ont plus d'objets sur lesquels appliquer leur labeur. Plus

d'outils (trop chers à acquérir, entretenir), plus de clients (tous happés par les gros propriétaires, entrepreneurs ou industriels), plus d'autonomie non plus car il est presque impossible, aujourd'hui, d'être auto-suffisant. N'ayant aucun capital devant lui, ni aucun moyen de s'en construire un dans l'immédiat, ces producteurs déchus n'ont plus qu'à se vendre. Vendre leur corps, leurs capacités physiques et mentales. « Aliéner leur force de travail » au service d'autrui, écrivit Marx, dont le mérite est d'être parvenu à dessiller les yeux de ses contemporains en leur montrant que la division de la société entre possédants et ouvriers, puis la division des ouvriers entre eux (par tâches, revenu, statut, niveau hiérarchique), est le résultat d'un arbitraire, l'accumulation primitive de capital par certains, fruit de circonstances historiques elle-même aléatoires. Une injustice élevée au rang de principe organisateur des sociétés.

Le bien commun ne peut venir de la poursuite par chacun de son propre bien considéré individuellement et par le seul prisme de la fortune matérielle, tout simplement car l'enrichissement simultané et régulier des tous les êtres humains pris séparément n'est pas possible. Pour deux raisons principales : premièrement, la quantité de ressources exploitables est finie dans l'absolu et limitée en un temps donné ; ensuite, la recherche individuelle de fortune a tendance à annuler des efforts qui, mis en commun plutôt qu'être parsemés et confrontés les uns aux autres, se démultiplieraient. Le capitalisme l'admet implicitement en postulant que la lutte pour notre propre prospérité est une mise en concurrence, ce qui suppose une hiérarchisation, des victimes, des gagnants, donc des additions et soustractions qui, en fin de compte, peuvent très bien aboutir à une perte sèche pour la collectivité. Le paysage médiatique a connu cela et en souffre toujours : la multiplication des canaux de communication et des médias d'information divise l'attention de l'audience et du lectorat en parties toujours plus menues. Pour séduire un exigeant public avec des moyens réduits, les médias coupent dans les délais, le matériel, le personnel et sa formation, bref dans tout ce qui contribue à une information de qualité indispensable à un débat public éclairé. La croissance du taux de concurrence n'accompagne pas celle du taux de richesse matérielle, elle ne fait que morceler un profit dont l'augmentation est bornée par des impératifs physiques. Il faut marteler, tant et plus, qu'en encourageant la confrontation – et non la coopération – des personnes pour l'accaparement – et non l'usage et la préservation – de ressources présentes en quantités limitées, le jeu du marché à outrance nuit à tout le monde, sans exception, sauf à la poignée de gros propriétaires qui finissent par se détacher du lot.

Pourtant, le capitalisme masque cette implacable vérité par la quantification du vivant en négation de sa qualité, et par un rapport cartésianiste avec la nature. Puisqu'une nature inépuisable, aux ordres, obéissante, est indispensable à sa théorie, elle le sera au dépit de toute

évidence et vérité. Quitte à la détruire. Ce versant écologique, au sens large, de la critique de l'économie capitaliste de marché n'a pas pu être exploré à fond par Marx, arrivé trop tôt pour cela. Mais elle est déjà bien présente dans son œuvre : face à l'impératif de rentabilité productive sans fin du capital, Marx répond par le respect de l'Homme et des choses, une considération différente de leur valeur, le droit à la dignité. Nous ajouterions, aujourd'hui, le nécessaire respect du temps et de l'espace, dimensions indomptables, frontières indépassables de notre volonté de puissance.

La fracture entre possédants et possédés n'a rien de naturel ni de juste, elle n'est que le fruit d'une spoliation contingente<sup>9</sup>. Nous en avons l'intuition et sommes prompts à déplorer cette injustice particulière. Cependant, l'inertie du corps politique actuel l'empêche de dépasser le stade de la dénonciation des principes d'organisation sociale dérivés de cette injustice première et fondatrice. L'implantation dans nos esprits du mythe de l'immortalité conférée par la richesse doit être plus profonde que prévue pour qu'il soit si difficile d'affirmer sans ambages le caractère criminel de toute grande fortune. Il semble que plus le capital accumulé est important, plus la force qu'il est réputé dégager empêche de questionner son origine et sa justice. Le millionnaire est érigé en modèle. Héros de l'économie capitaliste de marché, il n'est pourtant qu'un voleur qui a réussi, ou l'héritier d'un tel. Son obsession n'est pas le bien commun mais plutôt de perpétuer le vol en exploitant plus encore de force de travail. Certains de ces privilégiés lancent des fondations par démanègeaison de conscience ou, plus cyniquement, pour raisons fiscales afin de choisir sans interférence la destination de l'argent dont ils sont contraints de se délester. Rien de tout cela ne répare le crime initial. De toute manière, ce n'est pas en demandant au coupable de définir sa peine que l'on fait justice. Et les vies détruites, l'énergie gaspillée pour engraisser le capital le seront pour toujours. Carnegie a eu le droit de s'acheter une rédemption par la philanthropie au point de faire oublier qu'il a participé au développement des industries du pétrole et de l'acier, deux des fléaux environnementaux de notre temps. Son nom aurait été moins connu, mais son héritage plus pérenne et positif, s'il s'était dévolu à l'art sans commercer, et non au commerce pour acheter de l'art. Je ne nie pas l'utilité du pétrole, de l'acier et dérivés dans l'amélioration de nos conditions de vie, seulement leur utilisation. Le pétrole n'a été l'objet d'exploitation et de commerce uniquement quand ses bienfaits ont été jugés rentables. Autrement dit, le capitalisme se jette sur une ressource ou une technique non

---

<sup>9</sup> Marx consacre toute une section du *Capital* aux conditions et circonstances de l'accumulation primitive de capital par divers personnes, groupes de personnes ou pays. Il y fait une relecture parfois ethniciste voire raciste de l'Histoire, bien de son époque. Cependant, et nous ne pouvons qu'être d'accord sur ce point, la colonisation, en assurant la richesse des pays issus des anciens empires coloniaux, explique en très grande partie l'ordre social et économique actuel, qu'il soit international ou interne aux nations.

pas en fonction de son apport au bien-être commun, mais de son profit potentiel. J'aurais plus de respect pour Carnegie et toute la lignée des magnats de la destruction s'ils s'étaient lancés dans leurs entreprises avec précaution et la fortune collective comme horizon plutôt qu'à une fin de profit, sans regard pour les conséquences de leur action.

L'absence totale de buvard à l'avidité de quelques-uns, sous prétexte qu'elle bénéficie à tous, ne peut plus être une idéologie crédible (pour peu qu'elle le fût) alors qu'il est manifeste que la baisse du profit, réelle ou crainte, conduit le capital à faire n'importe quoi. Même en acceptant que l'inégale distribution des fruits du capital pourrait être un défaut effaçable par une taxation autoritaire, l'économie capitaliste de marché continue à exiger la reproduction infinie du capital, donc l'appropriation et l'aliénation de ressources pour les transformer en entités « valorisables » comme si elles n'en avaient aucune par elles-mêmes. Pour s'acheter le droit à continuer leurs activités destructrices, des entreprises (pas forcément privées, d'ailleurs, pensons à EDF ou Sonangol) achètent des arbres pas encore plantés. Reconnaissance implicite par les pilleurs de nature que sa capacité de régénération n'atteint pas leur appétit. Et à mesure que la nature réputée exploitable disparaît sous la règle du consumérisme maniaque<sup>10</sup>, une portion de l'humanité continue à s'arroger une part disproportionnée des biens, appauvrissant le reste de l'humanité. Le phénomène prend encore plus d'importance avec l'augmentation de la population mondiale, sans que cette excuse souvent invoquée par les exégètes de l'ordre social ne soit ni pertinente, ni de leur ressort. Elle est cependant commode, la forte natalité d'une population étant donnée comme preuve de son intempérance, donc de son moindre degré de civilisation, et elle justifie de la maintenir sous la domination et la misère à l'origine de cette natalité. Je referme cette parenthèse donnant un aperçu de la capacité d'autojustification de l'économie capitaliste de marché. Ce n'est qu'un avant-goût.

Enfin, dernier point de ce passage en revue des impossibilités de l'économie capitaliste de marché, la frustration individuelle. Même pour qui accepte les inégalités du moment tant qu'il remplit son assiette et, de surcroît, se contrefiche de l'équilibre physico-chimique de la planète, la dimension positiviste du capital est proprement insupportable. Positiviste non au sens d'Auguste Comte, quoique, mais dans le sens où le capital – même celui du particulier modeste – croît ou meurt. L'individu ne peut jamais être assez riche, ne jamais posséder suffisamment de vies en réserve, ne jamais repousser assez loin sa mort. Ne jamais être tranquille, s'arrêter, lever les yeux, réfléchir.

---

<sup>10</sup> Oui, ce livre contient des passages culpabilisateurs. Si cela vous est insupportable, il est déconseillé d'en poursuivre la lecture.

Ce dernier constat contient le pourquoi et le comment du maintien du règne capitaliste. Il séduit car il individualise et quantifie le rapport à la mort et aux choses. Nous avons tous peur de la mort et, plutôt que de l'accepter, nous cherchons à acheter une échappatoire. C'est ainsi, de cette illusion première (et primaire), que découle la liaison intime des droits et libertés à toute forme de propriété privée. La supercherie a pris car elle a été érigée en loi universelle par ceux qui purent en bénéficier, assis sur leur tas de biens accumulés. Tous nos rapports sociaux sont aujourd'hui régis par le pouvoir de domination conféré par l'argent concentré en peu de mains. Ce n'est pas une fatalité. L'économie capitaliste de marché peut toujours être détruite, il faut l'affronter sur plusieurs lieux, exposer ses vulnérabilités. Elles sont nombreuses. Il faut, aussi, du courage et des idées. Le capital n'a ni l'un, ni les autres.

## Accumulation primitive et supercherie

Pour masquer ses faiblesses, l'économie capitaliste de marché a très vite eu recours à la science. Pardon, à un fard scientifique. J'ai déjà évoqué les physiocrates et leur propension à dénombrer le réel pour en objectiver la valeur, ce qui part justement d'un biais méthodologique subjectif voulant que la valeur se calcule inmanquablement. Cela est faux mais facile, séduisant, digestible. Et surtout, ces prédicats enfantins contribuent à sédimer le schéma dominants/dominés dans l'esprit de tous, mais surtout des seconds. La valeur d'un individu se compterait donc, parti-pris si familier que nous devrions accepter docilement. Docilement aussi, nous devrions nous résigner à ce que l'individu vaille en raison directe de son patrimoine et jouisse de droits proportionnels à son compte en banque. Subrepticement, s'impose la corrélation prétendument naturelle entre, respectivement, l'argent, le pouvoir, le droit, la liberté. J'ai l'argent, je peux faire, je me le permets, je n'ai aucune limite.

Nous pourrions, de loin, envisager le capital comme vecteur d'émancipation. Lui reconnaître au moins cela. Mais cela est tout aussi faux ! Le pouvoir associé à la détention de richesse n'est pas un acquis définitif de l'individu, transféré du capital vers lui. Le capital *est* pouvoir dont le détenteur fait emprunt pour s'emplier. Sans lui, il serait vide et il le redevient, de fait, dès son décès. Le capital ne confère aucune propriété pérenne, il est la condition pour agir et action à la fois. L'économie capitaliste de marché accorde tout simplement au capital le statut de puissance universelle. Nous sommes bien loin de la simple conception de réserve de biens en vue des temps infertiles. Le capital n'a toutefois pas changé, il est toujours cela, rien que cela. Des humains l'ont porté au pinacle et voudraient que nous les imitions ? Nous l'en ferons redescendre, mais cela demande d'abord une réflexion sur nous-mêmes.

Le capital et ses serviteurs zélés ont établi leur domination en faisant de celui-ci la seule source du droit. Cela les arrangeait puisque le hasard de l'histoire leur a permis d'en aliéner une grande partie. Leur grande finesse aura été, au travers des siècles, de normaliser cet ordre, de le justifier par un principe supérieur. Il suffit, pour cela, d'habiller de rationalité notre propension, déjà soulignée par La Boétie, à obéir à un tyran s'il nous semble que le bien est de son côté. Des années durant, la naissance a suffi, le sang bleu ou l'octroi d'un droit divin. Bien sûr, il y eut des résistances, des rétifs, mais ils étaient écrasés. Esclaves et serfs se pliaient, sur la terre et face au maître, s'accrochant tout de même à leur existence. J'aurais réagi de même si, dès ma naissance, j'avais été élevé dans la misère et n'avais eu aucune autre perspective. Il aurait fini

par me paraître naturel, élémentaire, que j'étais un sous-être. Et j'aurais sous-vécu. Vingt, trente ans. Anonyme.

Des femmes et hommes se sont levés, se sont ouvert les veines pour montrer que nous avons tous le même sang, en sont morts, mais ont gagné. De la dignité, du moins. Des droits écrits et indépendants de la richesse. Ont imposé une certaine vision de l'Homme émancipé des rapports tyranniques institutionnalisés. Une voie hors de l'asservissement de la majorité par une minorité privilégiée a été rendue possible. Pourtant l'erreur originelle, fondamentale, n'a pas été réparée. Le capital constitue toujours le droit absolu, à la vie en premier lieu et à ce qu'elle offre. L'homme ou la femme-capital est toujours le modèle à suivre, la seule quête valable, celle de l'argent. L'avantage compétitif initial constitué par le capital accumulé continue à déterminer les existences des uns et des autres. Le capital a survécu aux séismes (pour lui) des droits de l'Homme et de l'établissement d'États protecteurs de leurs citoyens. Il a seulement changé son arsenal pseudo-rationnel.

C'est ici que la réflexion sur nous-mêmes mentionnée plus haut doit aboutir. Renverser les dogmes économiques soutenant l'idéologie du capitalisme demande la force et le courage dont firent preuve les peuples qui balayèrent les aristocraties. En France, le point de départ en serait la Révolution française de 1789 et l'issue, l'an 1945, avec le vote accordé aux femmes et l'application du programme du Conseil national de la résistance. Certains déplaceront les jalons selon leur conception de l'histoire mais là n'est pas le propos : il a fallu des décennies pour graver dans les textes que la dignité humaine était inconditionnelle. Qu'un individu est doté de droits indépendamment de sa nationalité, son héritage, ses opinions politiques, goûts musicaux, coupe de cheveux, j'arrête l'inventaire. Entre textes et faits, des défaites manifestes, car l'aristocratie existe toujours : elle s'est simplement changée en ploutocratie. Une poignée d'Hommes règne encore sur tous les autres sous des prétextes fallacieux mais la rhétorique s'est raffinée. Grâce à l'économie capitaliste de marché, la domination des fortunés ne s'impose plus par la force, la contrainte ou des fariboles (sang bleu, etc.) mais recherche (et obtient parfois) pleine adhésion en jouant de sophismes, en séduisant notre raison. Ses brillants argumentaires sont pourtant fallacieux, creux comme la tête d'un trader et peuvent s'écrouler d'une pichenette. À condition que nous nous y mettions ensemble.

Même mis en difficulté par la sortie des prolétaires de leur gangue de dominés, le capital est resté la seule matrice du droit. Ce faisant, il offre à ses détenteurs tous les leviers pour installer les structures intellectuelles, mentales, politiques et matérielles nécessaires à le déclarer légitime. Ainsi en va-t-il pour la théorie qui le soutient et dont dérivent nos comportements : la majorité des experts audibles dans les médias ne défendent que la vision orthodoxe selon

laquelle il est bon que le capital soit concentré en quelques poches, car le marché a pour loi de récompenser les meilleurs, et que ces meilleurs tirent les autres vers le haut, conduisant finalement l'humanité vers des lendemains prospères. À cela, nous rétorquons que la ploutocratie améliore uniquement le sort des familles qu'elle sélectionne et détache de la masse, ce qui fait beaucoup d'exclus et interroge sur la conception par le capitalisme des « lendemains prospères ». Celui-ci ne rabote aucune inégalité et les triomphateurs mercantiles se satisfont de régner sur des ruines de nature saccagée, drôle de façon de tirer la société vers le haut. Aux peuples d'installer un autre ordre social délivré de la course à la richesse, qui offre à l'Homme le seul espoir, ténu, de devenir lui aussi un des « meilleurs ». Pouvoir posséder et humilier après avoir été humilié et possédé, là est le vrai bonheur capitaliste. Droit, pouvoir et discours se mêlent et s'entremêlent dans des médias principalement aux mains des plus gros capitalistes, au point que propagande, théorie et bourrage de cerveaux sont indiscernables. Ils ont pourtant tous la même origine et la même direction, l'enrichissement, et la circulation sans fin des mêmes informations connotées les rend inévitables. En affirmant la légitimité de sa domination, la doxa capitaliste la renforce. Son objectif est que l'inégale distribution du capital et des droits ne fasse plus débat. Notre devoir est d'y résister.

Ce ne sera pas aisé. L'emprise du capitalisme sur nos gestes, nos habitudes, est immense. Son point de pénétration difficile à imaginer. La disponibilité permanente des biens de consommation est une donnée acquise dans les pays riches et pour les autres, un stade à atteindre, la fameuse « entrée dans la société de consommation ». Halte à l'hypocrisie : l'abondance, de toute façon accessible à une minorité d'humains, est l'exception d'une norme, celle de la limitation absolue de la productivité des ressources et de la nature. Cette évidence installée, les biens indispensables à la survie (eau, nourriture, soins médicaux), doivent être exclus de tout marché, au nom de leur juste répartition et de leur préservation. La transaction ne doit plus être la clé de voûte des relations sociales d'échange. Certes, des filets de protection ont été tendus dans ce but : le fameux EGE (eau-gaz-électricité) a disparu des annonces immobilières car il est sous-entendu. De nombreux citoyens ne règlent quasiment rien de leurs dépenses de santé. Plus généralement, nous avons accès à des prestations de base pour des tarifs inférieurs à leurs coûts réels. Nous payons, néanmoins. Et cet acte demeure une condition, une porte d'entrée à franchir, une acceptation tacite de la règle de marché selon laquelle rien n'est dû, tout se mérite. Clamons notre désaccord. L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 nous y invite en affirmant le « Droit à la vie » pour chaque citoyen et citoyenne. Droit inaliénable, donc inconditionnel et a priori exempt de toute soumission à autrui. Un logement décent, des soins de santé de la meilleure qualité possible, une nourriture



sobre et suffisante ; ces conditions de base d'une vie décente ne devraient même pas être monnayées. Chaque État devrait avoir pour responsabilité première d'en organiser la distribution équitable et gratuite à tous. En échange, est-il si difficile de payer plus cher, voire de renoncer, à des besoins superflus pour concentrer moyens et ressources vers la dignité de tous ? Doit-on vraiment considérer, à partir d'un certain niveau de revenu, comme indispensables la possession de deux voitures (dont une énorme) ou de gadgets électroniques alors qu'un citoyen français sur treize dort sous le seuil de pauvreté et dans un taudis ?

Il est des idées élémentaires qui gagnent à être rebattues. Gramsci, encore un de ces visionnaires géniaux dont l'existence même devrait interdire de comparer la gauche (la vraie, pas le PS français) et l'extrême-droite, affirmait que la révolution passait par les idées et leur diffusion au sein de la classe ouvrière, sans séparation formelle entre intellectuels et manuels. Je le rejoins. Un premier geste dans cette direction est de rendre à la révolution, la révolte, son sens propre : non, le dernier iPhone n'est pas une révolution. Ne laissons pas ce mot être subverti par le capitalisme. Son hégémonie idéologique passe aussi par la récupération et la transformation du vocabulaire, vecteur des idées. Or la révolution n'a rien d'anodin : c'est un tour sur soi, une inversion complète des choses. Et c'est bien d'une inversion de l'ordre actuel des priorités et des rapports sociaux dont nous avons impérieux besoin. Gramsci, s'était rendu compte, dès les années vingt, que la domination des classes privilégiées du capitalisme s'accommodait très bien de menues concessions d'apparence libératrice pour les ouvriers : une pincée de droits syndicaux, une once de lois favorables aux travailleurs, le tout saupoudré d'une taxation progressive de façade. Le pouvoir ne change pas de place, il s'adapte à l'air du temps pour mieux tromper son monde, endormir ses victimes. J'en viendrai plus loin à la conclusion que la révolution nécessaire ne passera pas, ou très accessoirement, par les urnes, car une démocratie effective et réelle ne peut être plaquée sur un ordre social injuste. Pour l'heure, il faut faire virevolter les idées. Commençons par présenter le droit à la propriété privée des moyens de production et de ressources de base comme ce qu'il est, une absurdité.

Charpente théorique de l'économie capitaliste de marché, le droit à la propriété privée en est le nombre d'or. Avoir quelque-chose, qu'importe la chose, est la condition *sine qua non* de l'émancipation, de la liberté, de l'accession à l'humanité capitaliste. Restrictif, pour le moins, en tous les cas tributaire d'une conception purement matérialiste de l'Homme. Ce droit, de surcroît, a ceci de particulier qu'il se renforce à mesure d'être exercé et ne peut alors être distribué équitablement entre les individus, en violation de l'égalité entre citoyens. Démonstration en deux points : d'abord, le droit à posséder complète le droit d'acquérir, l'un ne servant à rien sans l'autre. Or plus vous possédez, plus vous êtes un acquéreur en puissance

et ainsi de suite. Dès lors, et j'en viens à mon second point, si du droit à la propriété procède la liberté d'agir, l'économie capitaliste de marché déclare l'impossibilité que les individus soient égaux en droits. Certes, pris au pied de la lettre, ce droit est en ligne avec l'article 3 de la Déclaration des droits de l'Homme. Si être et posséder sont une seule et même chose, garantir à chacun l'accès à la propriété privée est un préliminaire indispensable non pas à une vie digne, mais à toute vie. Seulement, graver un tel droit et s'en laver ensuite les mains, comme le propose le capitalisme, sans se préoccuper de l'accessibilité des biens, de leur partage et de leur usufruit, revient à considérer que tous les participants à une épreuve sportive sont égaux car ils démarrent du même point. Nous reviendrons sur cette notion d'usufruit plus avant mais notons d'ores et déjà que corréler la liberté d'agir à un droit d'accumuler des biens dénombrés, donc de la quantité, revient à corréler liberté d'agir à la quantité et, donc, à limiter l'autonomie du citoyen en fonction de sa richesse. Sur le terrain théorique, le droit à la propriété privée eut beau être « sacralisé » par les Révolutionnaires de 1789 dans leur propre Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, elle correspondait à un besoin du moment, afin d'inscrire enfin quelque part que l'individu se possédait lui-même. Rien de mieux, pour l'affirmer, que de lui accorder un droit imprescriptible à posséder une entité tierce. Un individu qui possède ne peut théoriquement être possédé. Cela faisait office de révolution à l'époque, au sens vrai du mot. Une autre serait, aujourd'hui, de rétrécir drastiquement le périmètre de ce droit.

Quoi qu'on en dise, posséder, c'est confisquer, exclure un bien du domaine public, de la sphère du partage. Un citoyen sûr de sa dignité et de son droit à exister n'a pas besoin de la propriété pour se définir. À quel titre prétendre à la face du monde qu'un bien, organique ou minéral, vivant ou inanimé, est définitivement sien ? Quel animal est l'Homme pour prétendre s'arroger quelque-chose qui lui est étranger alors qu'il ne supporterait pas un instant qu'on le déclare lui-même propriété d'autrui ? Possession n'est pas usage, tout comme valeur n'est pas création, autre vérité élémentaire que l'orthodoxie économique ignore superbement. Nous ne créons rien au sens propre, nous transformons ou consomons. La valeur censée être ajoutée à un produit n'est en réalité qu'une construction sociale prenant sens dans un contexte donné. Je parlais du pétrole, tout à l'heure, connu depuis des siècles et ignoré jusqu'au jour où nous avons découvert qu'il pouvait faire avancer les voitures et servir de contenant. Sur une plus petite échelle, le seigle et autres variétés de blé aujourd'hui rares (épeautre, kamut, etc.) sont devenues des denrées de prix depuis que le froment a envahi les surfaces cultivées. Elles n'étaient pourtant que les céréales du pauvre quand le pain blanc était un luxe. À aucun moment ces végétaux n'ont changé de nature, de composition. Seul notre regard sur eux évolue et leur donne une valeur extrinsèque, abstraite. Et fictive ! Mais très pratique intellectuellement : en considérant le blé

ou le pétrole comme des éléments sans autre valeur que sociale, nous oublions qu'ils existent hors de l'Homme et pouvons les vider de leur substance pour la remplacer par du capital. En les intégrant au marché, nous avons l'impression de les faire devenir, au sens propre, et disposons alors d'eux puisqu'ils sont le fruit de notre création. Selon la même pensée biscornue, le capital injecte en l'Homme la liberté d'agir, sans laquelle il ne peut être. Tant que le capital correspond à des biens vitaux – souvenons-nous de l'analogie de l'écureuil –, il est indéniable que l'accès à la propriété d'un panier de biens de consommation, donc au capital, est une condition première de la vie. Mais il est inutile, alors, de sacraliser le droit à la propriété puisqu'il est implicitement inclus dans le droit à la vie ! Dissocier les deux droits a pour effet de subordonner la vie à la propriété car pour posséder, donc agir, il faut être vivant, sans que vivre ne garantisse propriété, ces états n'étant pas considérés interdépendants. Or une vie sans action est caduque. De cette suite logique, le capitalisme a tiré le principe qu'acquérir est le seul moyen d'exister et être au monde (et non un parmi d'autres) mais aussi le but de toute existence. Voilà comment le droit à la propriété, reliant qualité de vie à la possession d'un nécessaire fonds de dignité, devient, mésinterprété, une invitation à la rapacité en faisant de la quantité de capital acquis une quantité absolue d'énergie vitale.

La centralité accordée au droit à la propriété privée procède donc de l'idéologie capitaliste ne donnant existence aux choses dans le seul cadre de la relation capitaliste d'exploitation lucrative. Hors cela, point de salut. Être dépendrait de la seule insertion dans un construit social bâti sur une théorie aux prémices fausses ? Preuve supplémentaire de cette invalidité intellectuelle, la glorification de l'entrepreneur ou de « l'Homme (un mâle, généralement) qui s'est fait tout seul ». Cette espèce d'archétype du capitalisme érigé en modèle, depuis Nietzsche jusque Ayn Rand, cultive l'idée que toute réussite est matérielle, première erreur, et s'obtient malgré les autres, non avec eux. L'entrepreneur capitaliste à succès est celui qui a, le mieux, mis l'altérité à son service. Tyran, voleur et mégalomane, parlons d'une référence. Tout en négligeant une vérité élémentaire : nous ne sommes rien sans les autres. Sans m'aventurer dans le douar d'autrui, je cite ici les propos du docteur Itard, rendu célèbre par le cas (mythifié) de Victor de l'Aveyron, devenu *L'Enfant sauvage* dans le film de Truffaut : avant l'éducation, pressent le docteur, l'Homme n'est qu'une éventualité. Sans doute exagéré, mais je ne suis pas là pour discuter de l'inné et de l'acquis. Retenons qu'un être humain ne peut se « faire tout seul ». Tout au long de sa vie, il apprend, reçoit, découvre, transmet aussi. Il interagit plutôt qu'il n'agit, si l'on veut coller à la vérité des faits. Gide a théorisé l'acte gratuit, sans aucune finalité, et s'y est cassé la plume. L'acte humain prend sens dans un contexte, un cadre collectif, à moins d'imaginer un être humain non grégaire, isolé, éventuel dirait Itard. Cet Homme peut

exister et son identité serait à interroger. Mais son portrait ne ressemble pas à celui de l'entrepreneur tout-puissant du capitalisme, auquel nous revenons.

En instaurant le caractère supérieur de toute propriété, sans distinction (biens vitaux, biens de consommation, moyens de production de ces biens), donc de la confiscation par un particulier de biens d'essence extérieure à lui, et en consacrant que la reconnaissance sociale est proportion de l'étendue de cette propriété privée, l'économie capitaliste de marché légalise le vol en toute tranquillité. Dans l'économie de marché, le délit (ou crime) de vol correspond, à gros traits, au transfert non autorisé ou consenti de la propriété d'un bien depuis une personne vers une autre. Un des non-dits de ce principe est qu'un bien puisse nous appartenir. Or là est le vrai vol. Tout nous précède, rien ne s'éteindra avec nous. Nous ne sommes ni maîtres, ni possesseurs de la nature. Tuons Descartes ! Nous sommes de passage et ce que nous usons, nous l'empruntons. Blé, béton, hydrocarbures, espace, temps, énergie, tout transite par nous et finit restitué. Sous quelle forme ? La propriété privée escamote cette question essentielle en cultivant l'illusion prométhéenne que le possédé s'intègre à nous, notre patrimoine, notre substance. Voilà à quel titre nous brûlons joyeusement des tonnes de carbone, avec l'impression confortable qu'il se dissipe dans un éther. Nous savons à quel point cela est faux mais bah, les générations prochaines auront bien le temps d'assumer. Cette génération prochaine, c'est la nôtre. L'heure est venue de renoncer au droit absolu à la propriété privée car nous devons laisser à nos descendants, au vivant à venir (tout le vivant), le peu de conditions favorables qui subsistent. Le climat ne ressemble à plus rien de connu, il pleut à torrents sur des zones à moitié immergées, il sèche à craqueler partout ailleurs, la terre est trouée, saccagée. Nous possédons ces ruines. De quoi être fier ? Chaque conducteur de voiture, passager d'avion, a le devoir de se rappeler qu'il ne possède pas l'essence nécessaire à son transport. Il l'emprunte sous une forme et la renvoie sous une autre, dans l'atmosphère. Le marché exige, pour ses besoins, que nous ignorions cela et buvions à sa source. C'est impossible désormais. À force de contribuer à sa course vers le profit, à force de consommer, de consumer sans réserve, nous voyons poindre les dégâts. Nous n'acquerrons pas les biens, nous les usons. Oui, au sens propre. Et la Terre que nous connaissons s'use très vite. Elle fatigue, s'épuise, se transforme. Ne semble plus obéir. Nous ne savons pas bien ce que nous lèguerons à nos prochains, mais le panier est garni de catastrophes. Une révision complète des comportements est indispensable pour ne pas aggraver la situation. Et si la perspective du bien-être du vivant dans les décennies à venir ne remue pas la conscience du citoyen contemporain, les horreurs déjà installées par l'économie capitaliste de marché devraient suffire. Attention, nous allons plonger dans ses entrailles, c'est-à-dire très

bas. Prenez votre souffle, voyage en trois étapes : l'agro-alimentaire ; le revenu universel garanti pour une refonte de l'emploi ; l'Euro et sa « crise grecque ».

## L'agro-alimentaire

S'il est un comportement partagé par tout le vivant, c'est celui de se nourrir. Nous en sommes rarement conscients mais manger consiste à absorber des substances exogènes pour en utiliser l'énergie. Certaines espèces se contentent de végétaux, d'autres de lumière, quelques-unes fortifient leur chair avec celles des autres, toutes ont besoin d'eau. En tous les cas, la matière ingérée ne disparaît pas, malgré les apparences. Elle est transformée et resurgit dans l'environnement sous diverses formes, chaleur principalement, excréments, ou plus subtilement derrière l'empreinte laissée par nos gestes, impossibles à réaliser sans énergie. Retenons de tout cela que manger est aussi un emprunt.

Cet exposé semble obscur ? Sans rapport avec le capitalisme ? Je m'explique. Considérez un cochon de race « Large White ». Élevé en Bretagne. Au lieu d' « élevé », je devrais écrire entassé, pattes liées, dans des clapets fétides emplis de miasmes. Tel est son destin. Lors des quelques mois que dure sa croissance (de rien à cent kilos en moins d'un an), il bâfre, de gré sinon de force, n'ayant rien d'autre à faire. Il emmagasine alors de l'énergie transformée en muscles (un peu), en graisses (beaucoup, faute de mouvement) et en lisier (énormément, épandu n'importe où). Peu importe sa misérable existence réduite à quelques mètres carrés putrides entourés de semblables aussi misérables. Peu importe la torture, son pauvre corps n'en est pas un. Avant même sa naissance, le cochon d'élevage est un moyen de production, propriété du capital, donc dénué du premier début de semblant de droit, ne serait-ce que celui de ne pas souffrir. Sa seule mission est d'être transformé en profit. Il ne prendra valeur qu'une fois assimilé par le marché. Avant, il ne vaut rien. Aux yeux du marché et du capital, s'entend, donc également aux yeux de ses clients tels que l'actionnaire les conçoit : masse de consommateurs anonymes dont le rapport à la nature est complètement déformé. De fait, tout est agencé pour inciter l'acheter à ne surtout pas tracer de lien entre le cochon (ou le poulet, le bœuf, le saumon, choisissez), être vivant de pleine substance à l'image de l'Homme, et le produit plastifié, rosâtre et dégoulinant sagement rangé au rayon frais.

Nous reproduisons pourtant un comportement ancestral en mangeant un blanc de poulet sous cellophane, une tranche de jambon calibrée, un filet de thon en boîte. Aussi peu nourrissants soient ces produits violemment arrachés au vivant, ils forment des chaînes d'acides aminés nécessaires pour nous porter sur quelques pas. Nous retrouvons, par cet acte simple, notre rôle de maillon dans la chaîne alimentaire, transmission d'énergie du vivant vers le vivant conclue par l'être situé au sommet de cette chaîne. C'est lui qui, faute d'être mangé à son tour, disperse

l'énergie par son activité. Il serait bon de se rappeler cela : rien, dans le règne du vivant, n'est fondamentalement destiné à nourrir l'Homme ou aucune autre créature. Les animaux s'entretuent, se mangent les uns les autres, les végétaux se parasitent parfois, c'est entendu, mais aucune espèce n'a de destin, de finitude écrite à l'avance. Certainement pas celle d'être avalée en série. Imaginer cela reviendrait à affirmer, à l'encontre de l'édifice scientifique, que certaines espèces appartiennent à d'autres. Oui, c'est cela, nous en revenons à la propriété privée et son non-sens quand elle devient principe régulateur. Si nous prétendions, pour le bien de la démonstration, que le destin du mouton est d'être dévoré par un loup, nous aurions l'air ridicule. Cela reviendrait à dire que le mouton n'existe qu'en relation au loup et à ses besoins. Grottesque ! Le mouton, propriété du loup ? Pourtant, le capitalisme agro-alimentaire raisonne ainsi en aliénant le vivant pour le consommer. Il procède à l'octroi, par décret pour ainsi dire, d'un titre de propriété sur, selon les lieux, époques et modes, des essences d'arbres et leurs fruits, la volaille, les ovins, bovins, les céréales et les terres fertiles, car nos assiettes le justifient. Ou plutôt, le rapport du capital avec nos assiettes. Car la désincarnation des processus du vivant par l'agro-alimentaire est le résultat de la délégation au marché de notre droit à l'alimentation. Ce n'est dès lors plus un droit inconditionnel mais une transaction dont la réalisation dépend de notre capacité à exercer notre droit à la propriété (autrement nommé « pouvoir d'achat »). Ce faisant, nous négocions avec le capital l'énergie nécessaire à notre subsistance. Le possesseur du capital présent sur le marché n'ayant que son profit en mire, il fait en sorte de tirer le plus de valeur de son produit, animal ou végétal. La détention des moyens de production fait office de droit et il n'y a, en conséquence, aucune limite potentielle aux méthodes d'extraction de valeur au vivant, ni à la spoliation du client. L'exploitant étant maître de ce qu'il exploite, il peut se livrer à toutes les exactions jugées nécessaires à la maximisation de valeur. Il peut notamment, face à une demande potentiellement inextinguible, désolidariser prix et coût pour exploser les profits, sachant qu'il y aura forcément des débouchés. Le client, à l'autre bout de la chaîne du marché, subit les termes imposés. Tout juste peut-il choisir entre plusieurs prestataires mais nous verrons que ce choix est un leurre. Toujours est-il qu'il sert de façade au capitalisme agro-alimentaire qui présume égalité entre client et vendeur, puisque tous deux actionnent leur droit à la propriété. L'un en produisant, l'autre en achetant ; cependant, si le client n'a son mot à dire sur le processus productif, le « marché » prétendument libre est un diktat.

Le capitalisme a appris à poser des voiles pudiques sur ses manœuvres les plus sombres. Il sait que nous n'infligerions pas à un animal domestique le quart des épreuves que traverse un animal d'élevage. Mieux. Si nous devons assister à toutes les étapes de sa « vie » (guillemets de

rigueur), nous serions (plus) nombreux à rejeter la chair industrielle. Je ne veux pas, ici, vilipender les éleveurs – ils sont nombreux – respectueux de leurs bêtes, du vivant et de leurs clients. Ni condamner le fait de tuer un animal pour en faire son repas. Le présent propos s'attaque à la marchandisation de ces processus par l'économie capitaliste de marché. Entre la bête et la bouche, le capital dévoie tout. S'appropriant la bête, il la compresse pour en faire suinter sang, eau et, finalement, une valeur bonne à vendre. Voilà où mène l'oubli de l'indépendance de tout être vivant par rapport à un autre ! Le prolétaire au moindre frais ne peut opter que pour des aliments au moindre frais. À sa détresse répond celle de sa nourriture, à l'aliénation de l'humain, fait miroir celle du monde animal. L'hégémonie du capitalisme s'étend jusqu'au droit à manger dont l'accomplissement par le citoyen, selon des modalités imposées, contribue à grossir ses profits. Pour nous faire avaler cela, il se présente sous la forme d'une subsistance artificielle, calibrée, abstraite, destinée à faire oublier les crimes de l'agro-alimentaire auxquels les consommateurs sont associés par coercition.

Voilà, entre autres raisons d'ordre plus sanitaires, pourquoi les fermes d'élevage et abattoirs sont situés dans des *no man's land*. À chaque étape, l'être vivant est désincarné afin d'apparaître sous ce qu'il est aux yeux du capital, une matière à valoriser (le jargon du secteur ne parle-t-il pas de « minerais de viande » ?). Pour l'agriculteur ou l'employé d'abattoir, il est outil de production sur lequel appliquer sa force de travail – et je ne néglige pas l'insupportable souffrance de ces femmes et hommes dont la mort est le métier. Pour le commerçant, l'intermédiaire, il est qu'une quantité comptée en tonnes, transformée en titres et contrats transmis de mains en mains par voie informatique. Enfin, pour le client, il est d'abord un prix, puis une chose insipide et inodore à glisser entre deux tranches d'un pain blanc, vide et triste comme une matinée de Toussaint.

Nous devons refuser ce tableau écœurant. En s'étant emparé de l'alimentation, le marché (bras armé du capitalisme) tente de corseter notre relation la plus intime au monde en nous rangeant à l'idée qu'il est possible de posséder une partie du vivant pour le plier à nos intérêts. Le posséder, c'est-à-dire lui infliger les pires sévices puis l'échanger, le négocier sous forme de droit à la vie. La nôtre. Grave rupture de l'équilibre entre l'Humain et son environnement, usurpation meurtrière dont les conséquences sont déjà visibles. Étaient prévisibles. Un congélateur débordant de victuailles informes serait une assurance-vie sur six, neuf, douze mois ? Au mépris de tous les cycles naturels nécessaires à l'élaboration de ces vivres, et du temps associé ? Il est encore temps de rejeter ce jeu dangereux, pathogène et inutile.

Dangereux, car la Terre ne peut subvenir, en même temps, à l'obsession de subsistance à long terme de toute la population humaine. L'agro-alimentaire intensif, ses déchets, ses rejets, sa soif



d'énergie fossile (transport), son traitement de la terre et de l'eau, pourrissent et polluent le peu d'espace encore vivable. Pathogène, car l'accumulation de nourriture, donc d'énergie, est aussi vaine que celle de capital ; on ne vit pas plus longtemps à bâfrer, au contraire bien que nous y soyons invités pour créer du profit, encore du profit. Inutile enfin, car pour combler cette obsession, la nature est comprimée, essorée, tordue, torturée et livre des fruits de plus en plus... dénaturés, peu sains, sans saveur. Dont il est tentant d'abuser parfois, par réflexe, l'abondance factice étant si séduisante surtout à la vue de ceux qui, à l'autre bout de la chaîne du capital, n'ont rien, vraiment rien, et en meurent. Autant manger même sans faim, susurre le capitalisme, ce qui est pris ne sera plus à prendre.

En faisant de la nature un objet, l'économie capitaliste de marché nous objectivise elle aussi. Le réaliser est une étape décisive, premier pas vers le rejet. Car si nous ne nous révoltons pas pour le cochon d'élevage, faisons-le pour nous. Et le cochon qui sommeille en nous.

## **Plus de travail imposé, seulement des emplois choisis : pour un droit au revenu universel garanti**

Le travail est le fait social où les commandements du capital sont les plus impérieux. Convaincu que la libération de l'individu passe par la pleine possession de son labeur, Marx concentra l'essentiel de ses efforts dans ce seul domaine. Sans les résultats escomptés, puisque le principe directeur de l'emploi salarié a peu changé depuis son époque. Aujourd'hui encore, il apparaît naturel de gagner sa vie par le travail, sans que cette formulation nous choque outre mesure. Pourtant, nous n'avons pas à gagner notre vie, elle nous appartient d'emblée. Un individu privé de tout droit sur sa propre vie s'appelle un esclave et cela n'est plus censé exister. Autre aberration, celle de la mesure de la valeur d'un bien par le travail injecté, autrement dit la détermination de toute chose par le travail nécessaire à sa confection. En souscrivant à cela, nous acceptons le présupposé qu'une chose ne vaut rien, n'existe pas, hors du système productif. Le cochon est un néant, pour ainsi dire, avant son abattage et son débit en tranches. Ces deux préceptes ont beau être absurdes et avoir été démentis par l'expérience, ils gouvernent encore nos vies et leur mise en coupe réglée par le capital. S'y opposer est possible, avec en étendard notre sens critique, notre instruction civique et une solide éducation économique. Même si, dans ce domaine, l'État français coupe l'herbe sous le pied de son peuple en vendant la logistique de l'Éducation nationale à Microsoft<sup>11</sup>.

L'idée selon laquelle les choses ne peuvent avoir de valeur hors l'Homme a vécu. Elle pouvait paraître valide dans l'Europe de l'Ouest et du Nord des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, le contexte s'y prêtait. Lancés à corps perdu dans l'industrialisation, fascinés par leur propre puissance technique, les empires coloniaux pensaient avoir aboli toutes les limites physiques et intellectuelles. Le génie de l'Homme, du mâle blanc pour être précis, devait s'imposer à tous et mener l'humanité vers la lumière. Étant entendu que ce chemin suivrait le sillage d'élites indiscutables, technocratiques dirions-nous aujourd'hui, accaparant tous les droits. L'existence d'une hiérarchie naturelle entre individus faisait encore figure d'évidence. Héritée de la féodalité, elle résistait au passage de témoin entre aristocratie en déclin et ploutocratie naissante. Seul différencierait le critère de classement : à la lignée, succédait le capital.

Cet épisode de l'Histoire européenne se serait effacé avec sa civilisation si une conjonction de facteurs n'avait pas donné aux Occidentaux l'ambition et les moyens de mettre la planète à sac en y diffusant leurs crédos. Le plus crucial de ces facteurs fut la taille de l'accumulation

---

<sup>11</sup> Voir « Le lobbying d'enfer de Microsoft pour se payer l'école », *Le Canard enchaîné* du 30 décembre 2015

primitive dont parle Marx, entendez par cela l'étendue du vol originel autorisant à un groupe d'individus de se distinguer de la masse, bientôt de l'asservir. Peu après la découverte de l'Amérique, Espagne, Grande-Bretagne, France et leurs voisins se trouvèrent au faîte de leurs activités guerrière puis industrielle. Et au plus bas de leur conscience morale. Des continents entiers, leurs terres et leurs peuples furent soudain livrés à l'avidité des Européens, renforcée par un sentiment de supériorité cultivé par la possession d'armes meurtrières. Les rapports de domination à l'œuvre en Europe, entre seigneur et serfs, suzerains et vassaux, furent appliqués à une échelle sans doute inédite dans l'humanité, la distance physique avec les colonies et l'abondance des ressources aidant à faire tomber toutes les barrières inhibitrices.

Ainsi prit forme la domination européenne puis occidentale : dans des crimes odieux préfigurant les génocides à venir. Odieux mais si lucratifs... Non seulement leurs auteurs s'en lavèrent la conscience mais, contemplant les fortunes amassées, ils en tirèrent un orgueil tel qu'il légitima leurs massacres, baptisés « mission civilisatrice ». Voilà comment un faisceau de contingences contribue à installer comme règle sociale universelle la domination de la fortune matérielle et d'une classe possédante déterminée. Ses croyances, ses mœurs, sa religion, ses conceptions du monde, sa science ou prétendue telle, deviennent ukases.

Inévitablement, le reste de l'Humanité est relégué dans une forme de proto-existence en antichambre d'une élite qu'il est réduit à servir, espérant un jour la rejoindre. À défaut de cela, il lui quémande son droit d'être là et d'occuper un petit espace dans un monde tenu par d'autres. Pour cela, la masse de relégués doit se montrer utile au capital. Par le travail, habilement déclaré seule source de valeur. Si le seul labeur fait exister les choses, il fait également exister l'Homme et la richesse comptable sert de témoin indiciel de la valeur d'un individu. Plus vous travaillez, plus vous gagnez, plus vous existez. Cela fait écho à la devise simpliste d'un récent président et peut ressembler, de loin, à un sain principe. Sauf quand les moyens de production sont inégalement distribués et que les classes bénéficiaires de l'accumulation primitive s'organisent pour verrouiller la société en leur faveur. Voilà ce que le capitalisme a fait de l'énergie, des compétences, de la dignité : un travail, du latin *tripalium*, instrument de torture avec pour guide la seule maximisation d'une richesse tierce à la définition très restrictive.

Le capitalisme est une suite de choix arbitraires en tous points inacceptables par l'être vivant habité d'une quelconque dignité. Et ce que les animaux ne peuvent revendiquer par eux-mêmes, nous devons le réclamer en leur honneur. Non ! Scandons-le ! Non !, les choses ne prennent pas valeur sous la seule main de l'Homme, sous le seul regard du capital. Tout a une « valeur » intrinsèque et surtout non quantifiable. Un caillou, l'air, un nuage, un paysage et, bien sûr, tout organisme vivant possèdent la qualité d'être, point, et en cela « n'appartiennent » pas. Je ne

cherche pas à définir l'être, il y a des traités de métaphysique pour cela, mais il ne se cote pas en bourse ni ne s'imprime sur une étiquette de prix. Prendre pour fondements sociaux que le travail transforme les choses, certes, mais ne leur ajoute aucune valeur, et que personne ne doit avoir à gagner sa vie, acquise définitivement à la naissance, serait en soi une première révolution. Entamée dans les idées, elle pourrait avoir très vite une traduction tangible et réveiller la perspective d'une société harmonieuse.

Il faudrait déjà rétablir une définition noble et juste du travail, éloignée du supplice vertueux qu'il représente aujourd'hui. L'interjection « Je travaille, moi » sert aujourd'hui de sauf-conduit aux démonstrations d'incivilité. Insulter un gréviste, reprocher à un passant d'être sur son chemin (qu'y peut-il ?), humilier un chômeur (qui a choisi sa situation, bien entendu), tous ces comportements sont absous par le prétexte du « travail ». Présenté ainsi, le « travail » est un supplice. Quel mérite à se torturer pour la prospérité d'un tiers ? Dans la même veine, « trouver du travail » est l'injonction anxiogène infligée à tout citoyen en âge d'être exploité. Hors cela, point de salut. Passé la majorité, ou les études pour les plus chanceux, l'individu est une masse inerte tant qu'il n'a signé aucun contrat. J'ose pourtant penser que si certains secteurs de pointe du capitalisme de marché (grande distribution, banque d'affaires, industries extractives, entre autres) étaient mis au repos et leurs salariés invités à déployer autrement leurs compétences, nous serions bien plus heureux.

Assez de ce travail sanction, de cette réduction de l'Homme à son intégration dans la machine capitaliste. Pour être réhabilité, et l'Homme avec lui, le travail doit en venir à désigner l'ensemble des actions humaines sur des réalités physiques, chimiques et biologiques dans le but de les modifier afin que la qualité intrinsèque de ces choses puisse, dans un contexte social donné, être utilisable directement (minerai, matière première) ou indirectement (outil, machine, infrastructure). Tout comme il est faux d'affirmer que le travail crée la valeur, il est erroné de le réduire à une donnée objective, égale en toutes circonstances, imposée à l'Homme et à une chose afin que tous deux prennent valeur. Manipulation et transformation peuvent démultiplier la valeur accordée, à un moment donné, à un minerai, un matériau, une bête. Mais rien n'enlève ni n'ajoute de « valeur » intrinsèque à ce qui existe déjà en-dehors de soi. Ensuite, fixer une valeur chiffrée, exprimée en un salaire ou un prix de vente, à une matière ou un objet manufacturé ne dit pas ce que ce travail aura représenté en énergie, fatigue, heures de présence. Ni pour le travailleur, encore moins pour l'environnement naturel (pollution, ressources fossiles, déchets, bruit). Marx visait à rendre à l'ouvrier son travail, son honneur, mais ne se préoccupait pas trop du reste. Captif du productivisme de son époque, il ne s'était pas vraiment

intéressé à la relation Homme-nature que cela sous-entend. Sa pensée, actuelle dans bien des domaines, nous ouvre la voie à condition de lui donner une portée nouvelle.

Le travail appartient rarement à celui qui le fournit. Même au chef d'entreprise, ce héros moderne. C'est le marché, donc le capital, qui étalonne toute chose, tout service, en fonction d'un profit potentiel à obtenir sur un marché. La question « ça vaut quoi ? », et sa variante, « à quoi ça sert ? », peuvent suffire à enterrer les plus beaux des élans si la réponse ne se conjugue pas en argent. Aucun projet ne voit jour si on ne peut en voir le bénéfice concret, sous forme de résultats financiers ou présumés positifs, à condition de pouvoir les chiffrer (le « nombre de vies sauvées » par les « tonnes d'aide humanitaire » des organisations caritatives). Le ressenti du travailleur, la qualité de son activité, ses émotions, sa fierté sont des accessoires. Le réconfort, le plaisir, le bien-être procurés par un mot, une œuvre, une présence, sont négligés car indicibles. C'est le même état d'esprit qui fit voir aux conquistadores les seules réserves de métaux précieux du continent américain et dévaster sans états d'âme culture et civilisation précolombiennes, complètement inutiles à leurs yeux.

Ceci posé, les termes de l'échange entre l'employé et l'employeur, qu'il soit détenteur ou représentant du capital, ne peuvent qu'être inégaux. Le travailleur vend sa force de travail, disait Marx, et cette perspective signifie que l'on renonce à en disposer librement. Avant même la signature du contrat ! Ainsi guidé dès sa jeunesse par l'impératif de « trouver un travail », le citoyen tend à écarter ses envies profondes au profit de ses seules compétences exploitables (pardon, « employables ») qu'il entretient pour mieux les laisser aliéner. À force de conditionnement, le citoyen devenu employé risque de consentir en silence à son asservissement et ne plus oser réclamer une rétribution à hauteur du sacrifice fourni, respectueuse de la dignité propre à chacun. Le capitalisme encourage ses travailleurs à se sentir soulagés d'avoir trouvé preneur, le prix proposé contre leur force de travail devenant presque trop généreux en regard de la bonté dont l'employeur fait preuve à leur égard ! Peu importe que la rémunération couvre à peine les besoins réels et ne tient aucun compte de la qualité de l'investissement personnel, le chantage à la peur fonctionne à plein. Cette fameuse peur de la mort que le capitalisme agite sans vergogne aucune.

À cela, il faut répondre par des pratiques destinées à restaurer la dignité intrinsèque de l'Homme et de la nature, le droit inviolable de toute chose à être. Non seulement les éléments extérieurs ont une substance, que l'Homme les ait transformés ou non. En s'en emparant à son profit, pour en faire une aile d'avion, un bilboquet ou un biscuit, l'Homme ne leur « donne » rien, il leur accorde seulement une valeur subjective dans le cadre d'un construit social très précis. Mais en plus, cet Homme n'a pas à se laisser définir par un ensemble de tâches prescrites

souvent éloignées de ses aspirations profondes. Les conséquences écologiques et sociales de ces présupposés sont terribles. Souffrance humaine et dévastation des écosystèmes justifiées par « l'emploi », la « croissance ». Rendre honneur à la fois à l'être humain et à son environnement passe par une vaste refonte des mécanismes de distribution des ressources, avec comme pierre angulaire l'instauration d'un revenu de base inconditionnel de qualité

Ce revenu semble une utopie seulement si l'on oublie qu'il existe déjà, du moins en France, sous le nom de RSA (revenu de solidarité active), successeur du RMI, mais son montant est si faible (524 euros minimum, souvent complété par d'autres prestations telles que l'Aide publique au logement) qu'il en devient presque humiliant pour le bénéficiaire. Voilà pourquoi nous insistons sur la qualité de ce revenu. Il doit ouvrir « accès aux biens et services essentiels. Personne ne doit être privé d'un logement décent, d'une alimentation de qualité, d'un accès suffisant à l'eau, à l'énergie, aux soins, à l'éducation, à la culture, aux transports, aux moyens de communication et à tout autre bien ou service que nous jugerions bon, collectivement, d'ajouter à cette liste qui ne se veut pas exhaustive. »<sup>12</sup> Ce n'est certainement pas le cas du RSA maintenu à un seuil qualifié d'« incitatif », autrement dit volontairement plus bas que décence afin de maintenir le citoyen dans l'urgence de trouver n'importe quel emploi rémunéré. Malgré sa générosité d'apparence, le RSA ne sort pas de la logique capitaliste et de son postulat que travailleurs et choses prendront valeur seulement quand les premiers auront appliqué leur force sur les secondes. Dans cette optique, il semble logique de n'être payé correctement qu'après la preuve d'avoir travaillé, c'est-à-dire ajouté à une chose sa dimension mercantile ou l'avoir rendue exploitable dans ce but. Bien qu'obtuse, cette approche reflète une petite partie de la réalité. Considérons l'agriculture céréalière. Dans sa version non intensive, elle correspond à la domestication par l'Homme du cycle naturel des végétaux : il faut planter, arroser, moissonner et récolter pour avoir du blé. La transformer pour en faire de la farine, elle-même intégrée ensuite à d'autres savoir-faire. La récompense (le produit « farine » et ses dérivés complexes) semble suivre l'engagement humain et sa débauche de moyens physiques et intellectuels. Sans lui, rien de possible. Mais une autre précédence, bien plus fondamentale, est complètement ignorée par le capitalisme : sans la nature dont procèdent notre existence et celle du blé, sans cette nature dont les équilibres nous échappent, rien de possible. D'autres préalables sont indispensables au génie humain, à sa productivité : l'intelligence commune, l'apprentissage, l'éducation, la collaboration. Il faut tout cela pour un boisseau de blé moissonné et réduit en farine. Mais, d'ordre social et non innés, ces dernières conditions sont généralement (et

---

<sup>12</sup> Mylondo, B., 2012, *Pour un revenu sans condition : garantir l'accès aux biens et services essentiels*, Éd. Utopia

volontairement) oubliées par l'idéologie capitaliste car elles s'opposent à son crédo de la quête individuelle de richesse et du seul critère de mérite personnel pour répartir la fortune. Critère fumeux car, comme l'écrivent les philosophes David Robichaud et Patrick Turmel, « la production de richesses [est] une affaire collective [...] ». Ce faisant, et là point le danger mortel pour le capitalisme, « il revient à la société de choisir la redistribution qui est la plus susceptible de lui permettre d'atteindre ses objectifs. [Les auteurs suggèrent] qu'une distribution plus égalitaire des richesses est collectivement plus avantageuse ; elle permet d'améliorer le niveau de bonheur et de satisfaction de tous les membres de la société, qu'ils soient affreusement pauvres ou effrontément riches. »<sup>13</sup>.

Rien, absolument rien n'est une génération spontanée ou l'œuvre d'un seul individu parti de rien qui, dès lors, pourrait revendiquer la confiscation d'une fortune gigantesque car il a « créé une entreprise »<sup>14</sup>. Toute entreprise, au sens large et non juridique, exige un équilibre naturel et des prérequis sociaux. La terre fertile est un savant équilibre biochimique dont nous ne sommes pas les auteurs et que nous sommes incapables de comprendre, encore moins de reproduire. L'exploitation de cette terre, ensuite, ne peut être menée sans l'élaboration et le partage de nombreuses techniques patinées par l'expérience. Contrairement aux recommandations du capitaliste et de son gros bon sens, la récompense doit venir avant le travail. Elle y est nécessaire, indispensable. Sans elle, l'individu est inerte. Remettre cette dialectique à l'endroit, outre de remettre la solidarité au centre des choses, rend honneur à toutes les tâches ignorées car non capitalisables et donc non salariées : éducation des enfants, soin d'un parent âgé, œuvre sociale ou citoyenne, jardinage, entraide...

Est-ce si déroutant de rappeler que tout organisme doit recevoir avant de donner, et donnera d'autant mieux qu'il a la garantie de recevoir à nouveau ? Même les plantes l'ont compris. Quand vient l'hiver, elles végètent ou se recroquevillent, perdent leurs feuilles ou épines. Elles ne s'acharnent pas à essayer de fonctionner à plein régime alors que soleil et chaleur, leurs sources d'énergie, sont partis sur l'autre hémisphère. Avant de donner des fleurs, des fruits ou simplement un feuillage luxuriant, elles veulent la garantie de recevoir. Il n'y a pas de syndicat des plantes pourtant, mais elles semblent plus maîtresses d'elles-mêmes et de leurs droits que l'employé contraint de prouver son utilité – même épuisé, même malade, même découragé –

---

<sup>13</sup> Robichaud, D., Turmel, P., 2016, *La juste part. Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pain*, Les liens qui libèrent.

<sup>14</sup> Même Barack Obama, pourtant peu suspect de sympathies altermondialistes, rappelait lors de sa campagne de réélection en 2012 (donc à ses risques et périls), que la réussite américaine était collective et appartenait en partie à l'État : « *Si vous avez rencontré le succès, vous le devez aussi à l'aide que vous avez reçue pendant votre parcours. À un enseignant remarquable, par exemple. Il a bien fallu créer ce magnifique système américain qui a contribué à votre prospérité. Il a bien fallu investir dans la fabrication de routes, de ponts. Si vous possédez une entreprise, vous ne l'avez pas construite vous-même.* » (Roanoke, État de Virginie, 13 juillet 2012, la traduction est de l'auteur).

pour être rétribué. Inspirons-nous d'elles et rendons le primat au travailleur sur son travail, à l'Homme la présomption d'utilité indépendamment de son emploi. L'importance d'une personne ne s'indexe ni à son salaire, ni même à sa notoriété ou sa réputation. Elle ne se mesure pas. Des individus peuvent s'avérer nuisibles, mais la moindre des choses est de laisser à tous l'occasion de prouver l'inverse au lieu de déqualifier, dès leur naissance, la moitié du monde. De les destiner à la misère et/ou à des emplois dégradants. Socle de la réhabilitation de l'humain, ce fameux revenu de base inconditionnel de qualité<sup>15</sup>. En permettant d'être payé AVANT de rendre un service quelconque, et quelle qu'en soit la nature et le volume, ce revenu constituerait l'assurance pour chacun du droit inconditionnel à la vie en bonne santé et à la dignité. Un droit inviolable.

Personne n'a le droit léonin de décider, selon son bon vouloir, des conditions d'existence d'un individu en fonction de son apport potentiel à la floraison du capital, dont il recevra une toute petite partie en échange. La magie du contrat de travail moderne donne pourtant cet immense pouvoir aux employeurs. D'un caprice, d'un rebond de leur subjectivité, ils peuvent sauver une personne de l'endettement ou au contraire l'y plonger plus avant. Le « marché du travail » (il faudra aussi se débarrasser de certains idiomes) fait de nous les valets d'un capital extérieur. À juste raison persuadés qu'il s'agit d'un ordre arbitraire, nous ne supportons pas de devoir échanger notre droit – inviolable ! – à la subsistance contre un asservissement brutal.

Attendre de la collectivité une rémunération décente comme préalable à la mise en action de nos compétences rend propriété de lui-même à l'individu. Non pas au prolétaire, trop restrictif. À l'individu. Ainsi disparaît l'angoisse des parents terrifiés que leurs enfants « ne trouvent rien » après leurs études. Le seul impératif des périodes scolaire et estudiantine est de se trouver soi-même, non d'apprendre à se situer face au capital. Disparaîtraient, aussi, ces régiments blêmes, fantômes du lundi matin, donnant parfois l'impression de ne pas savoir pourquoi ils sont sur Terre. Il faut secouer cette torpeur, extirper le citoyen de l'obligation de mettre sur le marché sa volonté et ses compétences. Nous devrions tous pouvoir choisir à qui, à quoi obéir, qui servir et pourquoi, non plus selon une relation de subordination mais d'échange, de dons mutuels. Tous patrons et employés à la fois, donc plus de patrons ni d'employés. Seulement des collaborateurs occasionnels. Finies dès lors les lois-pansements destinées à corriger les immenses déséquilibres créés par la confiscation du fruit du travail. Apprenons, tous ensemble, à nous considérer comme seuls maîtres et possesseurs non pas de la nature, ni du monde, mais de nous-mêmes. Ce n'est pas énorme, ce serait un progrès gigantesque. Les 99% de l'humanité

---

<sup>15</sup> D'autres dénominations sont possibles (dotation inconditionnelle d'autonomie, salaire à vie, revenu universel garanti) mais ne changent pas le fond du débat.



reprendraient propriété de leur destin. Le pourcent restant resterait seul avec son capital devenu inutile, une fois privé des masses de travailleurs libérés du spectre du chômage et de sa misère. Revendiquer la possession, du moins partielle, des moyens et du résultat de son œuvre revient à revendiquer son droit à choisir comment se rendre utile envers son groupe social. De quoi rendre santé et quiétude à tout un pan de la population. Tout est plus bénéfique pour le citoyen que de se plier aux humeurs du marché, dont les besoins en matière humaine sont dictés par des intérêts particuliers à très courte vue.

Je n'affirme pas que le revenu de base inconditionnel et de qualité constitue une panacée à effets immédiats, mais ce serait une avancée. Chaque citoyen se verrait garanti, du berceau à la tombe, une quantité minimum de valeurs d'échange correspondant à un panier de biens et de services indispensables à une vie digne. Dégagé de l'urgence de survie, il aurait tout loisir (j'insiste sur ce dernier terme) de trouver un emploi ou une activité sinon parfaitement adaptée à ses envies, du moins adéquate à ses aspirations car objet d'une adhésion. La conséquence la plus visible de cette mesure dans le domaine de la division sociale des tâches serait d'encourager chacun et chacune à apporter le meilleur écot possible à la collectivité, et non plus à un capital sans visage. Plusieurs préceptes gouverneraient ce droit :

- D'abord, les citoyens seraient guidés dans leur recherche d'activité. Nous ne savons pas tous quelle est notre vocation ni comment rendre nos compétences utiles pour tous. Pôle Emploi deviendrait une agence de d'orientation et de formation continue, récupérant au passage les moyens de l'assurance-chômage désormais inutile ;
- Toute personne sans emploi serait considérée non plus comme « chômeur » ou « demandeur d'emploi », mais en quête d'emploi, expression bien moins stigmatisante et plus conforme à la réalité. Il ou elle ferait l'objet d'un suivi régulier et constructif, sans la terrible angoisse de chuter dans la misère. La recherche serait ainsi menée tranquillement, sans limite de temps ni condition punitive. La formation et l'insertion professionnelles sont bien plus susceptibles de réussir si elles sont non contraintes et basées sur l'adhésion du bénéficiaire ;
- Pour restreindre le gaspillage ou empêcher le mésusage, toujours possible, des fonds publics, ce revenu ne serait pas seulement délivré sous forme de monnaie à usage indiscriminé. Les pièces et billets (ou leurs pendants électroniques) sont devenus des outils trop intimement liés au prétendu libre-échange et à la société de consommation pour les laisser circuler sans aucune restriction d'usage. Non que les citoyens ne soient pas dignes de confiance mais, et nous le verrons plus avant en évoquant la question du

maintien des prestations sociales en plus de ce revenu, l'octroi à tous d'une somme d'argent sans but assigné créerait pour les marchands un dangereux effet d'aubaine. Donner à chaque individu un pécule tout en le laissant seul face au marché revient à l'y livrer pieds et poings liés. Le « pouvoir d'achat » est aussi un pouvoir d'être acheté par des multinationales qui contrôlent toute la chaîne de production, de la matière première jusqu'à l'étiquette du prix... Voilà pourquoi nous suivons le sillage de Paul Ariès, pour lequel un tel revenu pourrait être distribué en trois fois : « une partie sous forme de monnaie nationale (en euros), une autre partie importante sous forme de monnaie locale à inventer (afin de faciliter notamment la relocalisation de biens socialement et écologiquement responsables) et une partie, essentielle à [ses] yeux, distribuée sous forme de droits aux biens communs » avec « extension de la sphère de la gratuité »<sup>16</sup>. Il s'agirait de contraindre la capacité des plus gros distributeurs à proposer tout, partout, tout le temps, à n'importe quel tarif en serrant les coûts pour grossir les marges. Seuls les derniers éblouis du libre-échange, encore persuadés que le client et son fournisseur sont toujours « libres et égaux » (ce qui n'est possible qu'à la seule condition, très rarement respectée, où le client a une information complète sur l'objet de la transaction), prétendraient que cela constituerait une perte d'autonomie du citoyen. Au contraire ! Premièrement, l'élargissement de la gamme de gratuité – ou presque gratuité – d'usage (transports municipaux, la plupart des soins médicaux dont les dents et l'optique, téléphonie fixe, musées, eau, électricité) serait un formidable vecteur d'émancipation pour une proportion élevée d'entre nous, du moins ceux qui vivent sous le salaire médian (finie l'obligation de sacrifier un besoin élémentaire). Ensuite, à l'heure où la répartition juste et équilibrée des ressources restantes est un impératif de survie, la monnaie locale (à l'échelle d'une région, tout au plus) permettrait de réduire l'extension géographique des fournisseurs de certains biens (alimentation bien sûr, mais aussi artisanat, arts, loisirs, produits électriques et électroniques manufacturés) et mettrait face à face, plutôt qu'une marque et une carte de crédit, deux citoyens. L'un vendeur, l'autre acheteur, les rôles pouvant être inversés le lendemain. Il y aurait toujours un marché mais si proche de nous qu'il y perdrait une grande partie de son anonymat, rendant toute leur stature à ses acteurs, tous informés et conscients de ce qu'ils font. Enfin, dans l'hypothèse où ce principe de relocalisation des marchés par la monnaie<sup>17</sup> deviendrait

---

<sup>16</sup> Liégey, V., Madelaine, S., Ondet, C., Veillot, A.I., 2013, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie*, Éd. Utopia

<sup>17</sup> L'utilisation de la monnaie comme outil spécifique dans le cadre d'un projet socialiste pour remettre le marché au service de l'Homme (et non l'inverse) est aussi ancienne que le socialisme. Elle remonte à la fin du XIX<sup>e</sup>/début du XX<sup>e</sup> et aux travaux de

universel, il sera bien plus ardu aux gros producteurs occidentaux d'inonder les marchés des pays pauvres de leurs marchandises. En admettant, aujourd'hui, qu'un franc CFA malien ou un sucre équatorien puisse exclusivement acquérir des biens nationaux, les producteurs concernés n'auraient plus l'impression d'être des pots de terre écrasés par une armée de pots de fer venus du Nord ;

- Le revenu en monnaie courante pourrait correspondre peu ou prou à la rémunération salariale, ou au reliquat distribué en cas de quête d'emploi pour permettre au bénéficiaire d'assurer des engagements antérieurs. En tous les cas, le socle du revenu de base ne descendrait pas en-dessous d'un minimum, exprimé en droits et monnaie locale, garantissant une vie décente, dont la définition est encore à parfaire, et la monnaie nationale en serait une partie variable à utilisation discrétionnaire, l'individu ayant latitude à définir ce qui est réellement nécessaire pour lui<sup>18</sup> ;
- L'emploi serait alors la principale ressource d'argent au sens propre, c'est-à-dire d'espèces à validité universelle<sup>19</sup>. Rien ne l'empêcherait de la capitaliser, de le mettre de côté, pour financer un projet personnel ultérieur. Ce serait une forme de capitalisme, oui, mais à échelle individuelle et avec un fin précise, non exempte d'excès mais prémunie contre tout gigantisme. Dans une société sans misère ni pauvreté abjecte, la figure du riche capitaliste perdrait toute son aura et, surtout, les sources auxquelles s'abreuve le capital se tariraient. Plus personne à qui imposer des prêts usuraires ou un emploi dégradant pour un salaire ridicule ;
- Enfin, pas question d'abandonner ni même de trouser le filet de protection sociale, déjà suffisamment élimé. Le revenu de base ne le remplacerait pas mais le compléterait et aurait, sur ce plan, un avantage certain. Le surcoût initial de l'addition entre revenu de base et prestations sociales serait très vite recoupé. La relocalisation de nombreuses dépenses grâce à la monnaie locale réduirait le déficit extérieur et, une fois retiré aux employeurs le levier du licenciement et du chômage, la souffrance au travail diminuerait mécaniquement. En résulterait une population en meilleure santé physique et mentale,

---

Proudhon, entre autres, ou de l'Allemand Silvio Gesell, dont nos propositions sont fort proches. Voir Gesell, S., 1948, *L'ordre économique naturel*, Éd. Marcel Rivière (1916, *Die natürliche Wirtschaftsordnung* pour l'édition originale).

<sup>18</sup> Admettre qu'un smartphone est inutile en-dehors de ses fonctions de messagerie (et encore...) et de téléphonie serait une autre étape de la révolution des idées. Sur la fable de la technologie libératrice et infaillible, voir Ellul, J., 1988, *Le bluff technologique*, Hachette.

<sup>19</sup> Rien n'empêche de réserver la gratuité de certains biens ou services à des catégories professionnelles bien précises. Nous ne sommes pas un fanatique de la voiture mais garantir à un enseignant remplaçant (dit maître auxiliaire) un abonnement aux automobiles en libre accès quand il est nommé loin de chez lui, cela est envisageable. Tout comme le remboursement total des dépenses de santé liées aux troubles musculo-squelettiques et à leur prévention dans les métiers où leur récurrence est reconnue.

donc moins de soins et d'arrêts-maladie, frais que les exigences du capital font aujourd'hui porter sur la collectivité.

Certains théoriciens ultra-libéraux, principalement issus de pays où la protection sociale est administrée selon le modèle d'assurance individuelle (bismarckien), ne sont pas contre ce revenu, à condition qu'il remplace les prestations sociales universelles (santé, éducation, aides diverses) et le droit du travail. En deux mots, chacun recevrait un SMIC mensuel, qu'il travaille ou non, et le seul devoir de l'État serait de le distribuer. Ne resterait alors qu'un énorme marché, rêve fou du capitaliste. Privatisation de tous les services et secteurs de la vie ! Et en premier lieu du travail car, l'assurance sociale étant réduite à cette somme d'argent, le mythe de l'égalité entre travailleur et employeur prendrait corps. Le chômage serait présenté comme un choix individuel alors qu'avec ses 1100 euros par mois, le citoyen sans emploi traînerait misère, confronté à une santé pour pauvres, des assurances pour pauvres, une éducation pour enfants de pauvres... en plus de l'alimentation et du logement de seconde classe, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. Non, la protection sociale d'État et le droit du travail sont à l'heure actuelle les seuls paravents entre l'individu et le capital. Le revenu de base, dont l'objectif est la dignité de chacun, ne peut en aucun cas servir de prétexte à leur suppression.

Le revenu de base inconditionnel de qualité prendrait place dans un projet de société plus large dont il servirait l'objectif principal de renforcement des droits du citoyen. Je dis bien « citoyen » et non « individu », le second terme étant dénué de dimension collective. Le capitalisme brandit lui aussi l'étendard des droits individuels pour justifier la course à l'enrichissement et la compétition permanente, mais la cité l'indiffère. Mieux même, elle l'effraie : coalisés, les citoyens sont moins disposés à obéir. Or le revenu de base serait un formidable moyen d'union et d'émancipation. Les inévitables objections des conformistes sont la meilleure preuve du danger qu'il représente pour le capitalisme, dont la division des citoyens entre eux est un aliment essentiel. Je les entends déjà. « L'argent sans travail sera la porte ouverte vers la débauche généralisée, la fainéantise subventionnée, vers une décadente civilisation d'assistés »... bref le discours moralisant habituel, auquel nous pouvons d'emblée opposer l'exemple des privilégiés du népotisme dont la position sociale n'est due qu'à une rente de situation acquise dès la naissance. Leur exemple fait, c'est vrai, froid dans le dos : baignés dans un argent dont ils n'ont aucun sens de la valeur ni idée de l'origine, certains se livrent à toutes les extravagances possibles pour exister. Quand ils ne font pas déchoir l'empire capitaliste dont ils héritent. Le cas de ces enfants dispendieux, autre scandale du capitalisme et de la concentration des richesses, suggère qu'en plus d'un revenu de base (ou revenu seuil), un revenu plafond devrait lui aussi voir le jour. Il n'est pas impossible cependant d'imaginer, si

l'on souhaite pousser l'optimisme jusqu'au bout, que le revenu de base et ses dispositifs assureraient mécaniquement l'écrêtement des hauts revenus en faisant entrer la juste répartition dans nos mœurs économiques.

De fait, fournir à chaque citoyen l'immunité contre la misère est le pendant contraire de la prodigalité aveugle ou de l'attrait pour une fortune sans bornes. Prémunir le citoyen contre la peur du lendemain est le meilleur moyen de l'inviter à l'action. Plus efficace que n'importe quelle coercition. L'écrasante majorité d'entre nous souhaitent avant toute chose se montrer utile à la communauté. Trouvez un seul chômeur réellement heureux de l'être, satisfait de ne pas prendre part à une œuvre collective. Personne ne choisit l'oisiveté, pour reprendre un mot cher aux moralisateurs. Il suffit de voir le nombre de bénévoles ! Et la proportion de chômeurs parmi eux. Des fous, des insensés du point de vue étreint de la théorie classique. Des subversifs. En créant de la valeur non économique (puisqu'ils rendent un service, donc travaillent) sans demander aucune rétribution, par altruisme, ils éreintent le dogme de l'*homo oeconomicus* guidé par son unique intérêt. En refusant de vendre et se vendre, ils se situent en parallèle du marché hors duquel, logiquement, rien ne devrait exister. Mais l'Homme est têtue. Sa générosité, sa passion ne se théorise pas et certains vous diront qu'ils ne « travaillent » pas, ou pas seulement, pour le plus gros chèque possible. Sinon, risques et profits soigneusement pesés, nous serions tous des trafiquants de drogue ou des traders (les premiers fournissant les seconds, les seconds payant les premiers dans un magnifique cercle morbide). En instaurant le revenu de base inconditionnel de qualité, un gouvernement ferait le geste, superbe, d'accorder une confiance sans restriction à tous ses citoyens. En leur garantissant un droit absolu à être, il leur laisserait le temps de trouver, à leur rythme, sans brusquer personne, leur utilité et leur épanouissement.

Entre ce droit à être et le droit à avoir actuellement en vigueur, un seul mot de différence et, pourtant, deux visions radicalement opposées de la société. Aujourd'hui, sous le règne de la propriété privée absolue, tous nos espoirs sont conditionnés à la constitution d'un capital et proportionnels à son importance. Autrement dit, nous sommes (presque) tous des frustrés car l'aumône salariale, en plus d'impliquer subordination à un détenteur de capital dont la compétence supérieure est encore à prouver<sup>20</sup>, est la plupart du temps inférieure à la dépense d'énergie nécessaire pour l'obtenir. Épuisés par les efforts consentis pour le gain de notre vie, nous n'avons plus l'élan pour autre chose. De sorte que nous ne sortons quasiment jamais des rets du capital : de la signature du contrat aux transactions réalisées avec les sous reçus, en

---

<sup>20</sup> Peter, L.J., Hüll, R., 2011 (1970 pour l'éd. originale), *Le Principe de Peter*, LGF

passant par le remplissage du temps libre, le marché se glisse partout et impose ses conditions. Même la principale source de distraction des ménages, la télévision, est un produit intégralement calibré pour lequel nous payons de notre personne. Et je ne parle pas du matériel et des infrastructures nécessaires, mais simplement de la quantité astronomique de publicités directes et indirectes ornant chaque programme. Hors de la sphère du travail, nous sommes encore employés à rentabiliser des minutes, du son, des images.

Pasolini avait raison de voir en l'économie capitaliste de marché et son mode de vie, la société de consommation, une dictature pire que le fascisme. Pire car le fascisme impose, soumet. Ne se cache pas et, en tant que tel, laisse visibles de rares interstices. S'il n'est pas facile de s'y glisser, il est du moins aisé de les localiser. Le capitalisme, en revanche, se présente, sous des airs bienveillants, comme le seul principe conducteur valable du genre humain. Le travail salarié et son illusion d'équité séduisent en laissant planer la possibilité de s'enrichir sur ses seuls mérites. Alors que dans la structure actuelle du salariat, le travail – l'autorisation à travailler – nous est octroyé dans le seul but de faire fructifier la richesse d'un autre. Nous concernant, il nous renvoie au seul impératif de subsistance, le reste (stimulation intellectuelle, rapport humains, sentiment de compétence) n'étant qu'accessoire de luxe, arrière-pensée pour chanceux. Cette vision pour le moins éculée de la psychologie humaine (dite pyramide de Maslow) a été abandonnée depuis bien longtemps, sauf dans l'institution centrale de nos sociétés. Et si, grâce au revenu de base, nous laissons l'individu plus autonome dans le choix de son activité ? Parmi un éventail plus ou moins restreint selon les qualifications. Avec une préparation adéquate, le développement de compétences ad hoc, des conditions d'emploi décentes, le ou la salarié(e) s'y investira de meilleur gré, sinon avec enthousiasme. Plus libre, plus détendu et plus conscient de ses droits, puisqu'il peut démissionner sans craindre pour sa vie. En admettant l'issue, toujours possible, d'incompatibilité entre le salarié et son emploi, plus de peur du vide (financier et social) donc moins de risques que des conflits professionnels traînent, pourrissent et finissent soit au tribunal, soit chez le médecin. Soit chez les deux.

D'essence collective, le revenu de base n'est pas destiné à laisser chacun s'adonner à sa marotte sans préoccupation du lendemain. Une administration de l'emploi serait nécessaire pour distribuer les tâches. Il y aurait, c'est évident, des difficultés d'application, surtout lors des premiers mois de la mesure, que le capitalisme exploiterait sans délai. Nous aurions à notre disposition le contre-argument imparable de l'inefficacité totale du marché pour fournir à chacun un emploi correspondant à ses besoins et ses envies. De fait, la responsabilité de former les citoyens et de leur assigner une ou plusieurs fonctions serait transférée à des établissements publics situés à divers échelons administratifs. L'enseignement public et une partie la fonction

publique sont ainsi organisés, rien d'extraordinaire donc si ce n'est qu'il faudrait étendre ce modèle jusqu'à effacer toute trace de loi d'offre et de demande de travail. Nous savons depuis longtemps que le « laissez-faire » ou l'autorégulation du marché sont des contes pour naïfs. Laisser des inanités pareilles gouverner le travail est une horreur de plus. Censé distribuer et récompenser de façon optimale les compétences de chacun, le marché se contente de diviser la société en deux excès : les citoyens dotés d'une compétence très prisée à un moment M (footballeurs, banquiers d'affaires, informaticiens de haut niveau, cadres aux carnets d'adresses garni, vendeurs de vent très persuasifs) sont l'objet d'une demande telle qu'ils peuvent négocier des salaires au-delà de toute raison ; les autres n'ont qu'une offre banale à proposer et s'estiment heureux de recevoir de quoi passer le mois. Entre les deux, le vide ou presque, quelques exceptions capables de vivre sans ostentation de leur passion.

Le but de la nouvelle administration de l'emploi serait, bien évidemment, d'éliminer les deux premières catégories et ne conserver que la troisième, en sachant que nous ne pourrions tous exercer notre métier idéal. Dans ce cas, le rôle de l'État est, en premier lieu, de laisser le temps à chacun de se connaître, ce qui peut prendre des années. Nous voyons déjà cela aujourd'hui, certains quittant l'école à l'adolescence et d'autres prolongeant les études jusqu'aux premiers cheveux blancs. Avec le revenu de base, ces choix se poseraient toujours, sans être guidés uniquement par l'absence d'encadrement de la scolarité ou la peur (justifiée) du marché du travail. Ensuite, la force publique organiserait, à divers niveaux de décision<sup>21</sup>, la répartition des personnes et des métiers dans le but de maintenir le fonctionnement harmonieux de la société. Ceci contre une autre objection selon laquelle « il n'y aurait plus d'éboueurs, d'ouvriers du bâtiment ! » Absolument aucune preuve à cela. De toute manière, en situant ces travailleurs tout en bas de l'échelle des rémunérations, le marché n'incite pas non plus à se diriger vers leurs métiers. Il suffit, au passage, de voir le mépris dans lequel ils sont tenus, du moins en France. Alors si, effectivement, dans le contexte du marché du travail, le seul incitant à occuper un poste pénible (travail posté en usine, loufiat de supermarché) est le besoin de manger, l'instauration du revenu de base obligerait, enfin, à revaloriser ces emplois.

Il en résulterait une politique salariale respectueuse autant de la pénibilité que des qualifications propres au poste. Un médecin spécialiste a toute légitimité d'avancer ses dix ans d'étude, mais

---

<sup>21</sup> Prenons l'exemple des métiers de santé. En plus de se répartir les compétences en matière de gestion des établissements publics de santé, les collectivités territoriales prendraient en main celles des libéraux et auxiliaires de santé. Chaque ville aurait, proportionnellement à sa population, un contingent de médecins généralistes auxquels seraient concédées des facilités matérielles dans les zones dites « déserts médicaux ». L'État, lui, se chargerait de maintenir une densité minimale de centres de santé multifonctions (avec le personnel adéquat) afin d'éviter à certains foyers d'aller se faire soigner (voire d'accoucher) à plus d'une heure de trajet de chez soi. Le fonctionnement de ces centres serait confié à la collectivité locale (Région voire municipalité) mais le salaire des employés reviendrait à l'État, garant en dernier ressort pour ne pas pénaliser arbitrairement les zones collectant le moins d'impôts locaux.

pas celle de réclamer six ou sept fois plus que le concitoyen qui s'use le dos et le reste à vider les poubelles de son CHU. Les grilles salariales ne seraient plus des concessions arrachées par des syndicats d'employés peu représentatifs, en France du moins, voire corrompus<sup>22</sup>, au « partenaire social » patronal, accroché à ses intérêts et n'ayant aucune raison d'y renoncer. Non seulement les organisations de défense des employés n'auraient comme interlocuteur que l'État redevenu garant des intérêts collectifs, donc un égal, mais en plus ce dialogue porterait sur des questions essentielles : comment compenser la pénibilité (TMS, fatigue, usure), en argent ou en temps de repos ? Comment assurer la reconversion des travailleurs peu qualifiés ne souhaitant pas poser des briques toute leur vie active ? Les deux parties, conscientes du besoin de conserver des effectifs prêts à accomplir les tâches les moins demandées, assureraient enfin à ces forçats modernes des contreparties à hauteur du sacrifice. Et s'il en est que cela choque de donner aux enseignants du secondaire, aux personnels de nettoyage de la voirie, aux travailleurs de nuit du métro (liste à compléter), un revenu monétaire plus élevé que ce qu'ils reçoivent actuellement, ce en surplus du revenu de base, qu'ils ne poussent pas de hauts cris mais consultent les revenus des grands cadres de sociétés anonymes, des athlètes de haut niveau, des banquiers d'affaires...

Et s'ils ne sont pas convaincus, la consultation du rapport 2014-2015 l'ONPES (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) sur une « méthode d'évaluation des besoins de référence pour une participation effective à la vie sociale » pourrait réviser leur jugement. Dans ce document, l'Organisme s'est attaché à déterminer, après enquête auprès de différents groupes de citoyens représentatifs, quels étaient les biens et services indispensables à une vie décente et épanouie. Les chercheurs en ont ensuite calculé le coût facial potentiel, oscillant entre 1400 euros pour une personne active seule et 3300 euros pour un ménage avec deux enfants. Les sommes mentionnées ne sont pas beaucoup plus élevées que celles distribuées aux bénéficiaires des aides sociales. De plus, pour en assurer le financement et protéger le citoyen face au marché, le revenu de base ne sera pas une banale rallonge monétaire. En échange de son inconditionnalité, le revenu sera en partie d'usage restreint. Il contiendrait, bien sûr, une part en monnaie courante ou nationale (l'euro, en France), corrélée à la grille de salaire et, elle, d'utilisation discrétionnaire. En séparant en trois les 1400 euros de référence de l'ONPES, ce sont environ 1000 euros à usage dirigé qui tomberaient dans la poche du citoyen, le reste étant variable mais jamais inférieur à 400 euros et lié au statut ou à l'emploi détenu. Ainsi, un éboueur

---

<sup>22</sup> Voir le cas de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), syndicat patronal de la branche, dont une caisse secrète et totalement illégale finançait en sous-main les organisations de salariés afin, était-il dit pudiquement, de « fluidifier » les rapports sociaux. Corruption pure et simple dont le résultat était de brader les droits des travailleurs par la collusion entre leurs représentants et le patronat.



employé par la ville de Paris gagne aujourd'hui 1500 euros brut dans sa première année d'exercice. C'est peu. Dans le cadre du revenu de base, ce salaire serait maintenu en l'état et s'y ajouteraient les accès gratuits à des services vitaux et une somme en monnaie « francilienne ».

La collectivité ne serait pas perdante : la monnaie à usage restreint, non thésaurisable, resterait dans la région, donc dans le circuit économique qui la distribue en premier chef. L'accès gratuit aux services, lui, se financerait par la taxation locale déjà en place mais aussi par une diminution de leurs coûts, non pas en termes de qualité mais d'économie d'utilisation. La reprise en main des services privatisés (eau, chauffage dans de nombreuses villes) ne changerait rien pour l'utilisateur, qui paierait un autre prestataire, cette fois-ci non motivé par le profit donc plus susceptible d'y mener les travaux d'entretien indispensables (isolation, fuite), rentables à moyen voire court terme (la réparation d'un tuyau qui fuit coûte largement moins que ce qu'elle épargne en mètres cube d'eau perdue...). Dans le cas des régies ou organismes semi-publics (électricité, transports), donc déjà financés par l'utilisateur mais selon une grille de prix, la gratuité restaurerait l'égalité devant ce service. L'égalité, et non l'équité qui, elle, adapte les traitements en fonction de la situation. Cela contribue à diviser la société entre les prétendus assistés, qui bénéficient de réductions ou d'aménagements, et les salariés, eux-mêmes discriminés entre eux puisque tous acquittent des mêmes tarifs – en constante augmentation – alors que les revenus peuvent varier du simple au quintuple.

Une taxation locale proportionnelle (indexée sur le revenu fiscal de référence, pondérée par la taille du logement ou le statut – propriétaire ou locataire) remplacerait le budget « transports en commun » des ménages<sup>23</sup> et financerait la gratuité de ces services<sup>24</sup>. Proportionnelle et non progressive<sup>25</sup>, ainsi nous serions vraiment tous égaux devant eux. De plus, cette gratuité serait l'occasion d'encourager les comportements sains (plus de transports en commun, donc moins d'automobiles, moins de frais de voirie) et le financement de travaux de rénovation visant à la sobriété énergétique des installations et des réseaux (nous pensons à l'électricité). Là encore, le budget des collectivités peut subvenir, notamment en arrêtant de faire des cadeaux fiscaux aux entreprises privées.

---

<sup>23</sup> Dans le cas des ménages n'ayant aucun frais de ce type, deux solutions : soit il s'agit de citoyens qui ne circulent qu'en voiture par choix, et dès lors ils ont probablement les moyens d'assumer un tel choix ; soit il s'agit d'un foyer mal desservi et l'État a un immense rôle à jouer en retraçant la carte des transports terrestres (redécouvrir Keynes et ses théories sur l'État investisseur serait une bonne idée).

<sup>24</sup> Le Groupement des autorités responsables de transport (GART), peu favorable à la gratuité, indique qu'en moyenne les ventes au ticket ne représentent que 20% des besoins de financement des organismes de transport en commun.

<sup>25</sup> La progressivité serait réservée à l'impôt sur le revenu, selon le principe qu'une personne recevant un très haut salaire est souvent plus qualifiée, donc a pu suivre une formation de qualité, pendant plus longtemps, et a bénéficié de plus de fonds publics.

Cette démonstration ne se veut pas infaillible car elle ne peut pas l'être. Elle a pour but de parvenir à la conclusion selon laquelle le revenu de base, indépendamment des formes données ou de la terminologie choisie pour le désigner, ne prendrait sens qu'accompagné de mesures fortes habitées du même esprit. En d'autres mots, ceux de Paul Ariès que nous citons plus haut, il doit être « l'instrument de sortie du capitalisme et du productivisme »<sup>26</sup>. Le seul projet de société viable et désirable aujourd'hui consiste à faire de l'Homme le détenteur légal de son destin, de son emploi et ses droits. Inverser le rapport de pensée (« je mérite *a priori* de vivre », « j'ai *a priori* place dans la société », « elle a besoin de moi autant que j'ai besoin d'elle ») est indispensable à l'éradication des formes de domination par la richesse matérielle. Ainsi nous pouvons faire du citoyen, non de l'individu, l'entité supérieure du droit. Ainsi nous pouvons légitimer la collectivisation des biens essentiels pour garantir leur production raisonnée et leur distribution équitable à grande échelle.

Le cœur du problème qui se pose au projet de réhabilitation du citoyen n'est pas sa faisabilité, les idées sont nombreuses, réalisables et, nous l'avons vu, pas si éloignées de politiques déjà en place<sup>27</sup>. Non, la difficulté dérive du fait que ses propositions paraissent exotiques, idéalistes, déraisonnables, ce qui en dit long sur les obstacles intellectuels à lever : n'est-ce pourtant pas le devoir d'un groupe social de veiller au bien-être de tous ses membres, sans exception aucune, en commençant par garantir leur survie dans des conditions dignes ? Sûr, transiter du modèle actuel, qui en est l'exact inverse, vers celui-ci ne se fera pas sans heurts. Il faudrait, entre autres, réviser intégralement nos politiques monétaires. Et se coltiner la résistance du capitalisme, adversaire d'autant plus retors que lui et ses défenseurs ne reculent devant rien. Inutile de creuser longtemps pour s'en convaincre. Direction la Grèce, été 2015.

---

<sup>26</sup> Liégey, V., Madelaine, S., Ondet, C., Veillot, A.I., *Un projet de décroissance..., op. cit.*

<sup>27</sup> À titre d'exemple, le transport interurbain est gratuit à Boulogne-Billancourt depuis plus de vingt ans. La ville de Niort a voté la gratuité de l'ensemble du réseau de l'agglomération à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Tallinn, capitale de l'Estonie, est passée à la gratuité en 2013. Au Royaume-Uni, la ville de Bristol (430000 habitants) fait circuler son propre « Bristol Pound » depuis 2012 et les habitants de Todmorden, ont réaménagé leur ville afin d'y faire pousser partout, au vu et su de tous, des fruits et légumes à récolter et s'échanger. Ce type d'expérience peut parfois échouer pour des raisons financières comme ce fut le cas des transports d'Hasselt, en Belgique, redevenus payants. De telles initiatives peuvent difficilement perdurer si elles restent isolées et le fait que le Royaume-Uni soit en avance dans ce domaine est peut-être preuve que l'adversité leur sert d'engrais.

## La « crise grecque »

La façon dont la Grèce, son État et son peuple, ont été littéralement détruits pour sauvegarder l'orthodoxie capitaliste aide à comprendre le pilier politique de l'idéologie, après que l'agro-alimentaire en a illustré le versant matérialiste, et sa conception du travail le versant moral. Même si, dans chacun des trois cas, politique, moralisme et matérialité se conjuguent.

La « crise grecque », donc. Guillemets de rigueur : il n'y a pas eu de crise au sens propre en Grèce, l'usage de la locution est abusif. En grec ancien (tiens donc), krisis (κρίσις) est l'état de la maladie où le patient bascule vers la guérison ou la mort. Par définition, une crise ne peut pas durer. Elle est un instant, un moment, un pas dans un sens ou l'autre, entraînant à sa suite une cascade de conséquences. Une crise de plusieurs années est un mal chronique à soigner sans délai. Très commode, le vocable « crise grecque » évite de nommer précisément la maladie. En la confinant à un seul pays, il stigmatise le membre malsain en exonérant l'agent pathogène, ici les fondements économiques. Par un passe-passe sémantique répété partout, surtout dans des médias dénués d'esprit critique, l'UE et ses caciques balaient leur culpabilité sous le tapis. Voilà comment la mise à sac d'un pays passe pour une leçon de vertu. Il est cependant encore possible (pour combien de temps ?) de porter un regard différent sur le sujet, révélateur de la nature réelle du projet de l'UE et son décor d'humanisme.

Mise au jour du visage hideux du capitalisme, le scandale grec n'est même pas grec. Il n'est pas endémique à ce pays et ne peut être expliqué ni par ses mœurs, sa culture ou, comme nous l'avons lu sous la plume de nombreux intellectuels, une sorte d'incapacité innée à se comporter correctement. La possession du capital donne aussi droit au mépris, au racisme, appelez cela comme vous le souhaitez. Non, la « crise grecque », que je ne nommerai plus ainsi, est un crime. Un de plus, commis par l'Union avec les armes du libre-échange et de la sacralisation du profit, ces partis-pris sur lesquels elle s'est construite. Notre devoir est d'en empêcher la dissimulation pour ne pas être réduits une fois pour toutes à l'admiration béate de la fortune. Qu'elle soit allemande, britannique, néerlandaise, suédoise, et souvent bien mal partagée, ne la laissons pas faire oublier les circonstances de sa création. Faisons en sorte, en nous rebellant, que les citoyens grecs ne soient pas morts pour rien.

Avant de se baptiser pudiquement UE, l'Union s'est d'abord appelée CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), sigle plus franc du collier ne cachant point son but premier : assurer à l'industrie lourde des pays membres des facilités de circulation et de commerce. Une fois installés les nécessaires accords de libre-échange (taxation réduite, prix

garantis, production subventionnée), la gamme de produits et services concernés s'est élargie au point de concerner tous les besoins et activités, y compris les services sociaux. De projet économique restreint, la CECA est devenue un dogme. Par pudeur, elle fut renommée Communauté économique européenne (CEE, ou Marché Commun) d'abord, encore trop cru sur ses visées mercantiles, puis UE, respectable et incolore. La duperie ne prend plus aujourd'hui : dès sa création, l'Union européenne est une coalition des pays favorisés pour y partager et fructifier leurs capitaux. Faire régner une paix de façade, oui, mais par le commerce le plus sauvage.

Il est possible que Jean Monnet, Maurice Schuman et les signataires du Traité de Rome (Adenauer, Spaak, Faure, Pineau, Benvenuti, Bech, Linthorst-Homan) aient sincèrement pensé que le capitalisme pouvait être vecteur de paix. D'un côté, l'URSS donnait une bien mauvaise image du communisme. De l'autre, l'Europe venait de perpétrer deux conflits globaux. Au lieu de se battre pour savoir qui était le plus riche, pensait-on, ce qui finissait par coûter en argent (la guerre, c'est cher) et en victimes, il était plus sûr d'inviter les nations dites développées (anciens empires coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle, bénéficiaires du Plan Marshall) à concentrer leurs capitaux et les faire croître ensemble. Cela pouvait se comprendre dans un contexte international tendu où se faisaient face les avant-postes du capitalisme (Europe de l'Ouest, États-Unis, Canada, Japon et Océanie) en pleine reconstruction et les pays prétendument communistes (mais authentiques dictatures).

Le temps de la naïveté est révolu. Celui des belles ambitions humanistes, également. Si les hérauts de l'Union l'étaient réellement, humanistes, ils auraient mis l'humain au centre de leur création plutôt que l'argent, le commerce, la course débridée au profit. Le Traité de Maastricht dissipa dès 1992 les dernières illusions que pouvait cultiver l'arrivée du réticent Royaume-Uni et des nations libérées de régimes autoritaires (Espagne, Portugal, Grèce). Après avoir inscrit dans les textes la disparition de toute forme de frontière aux Hommes et biens, l'UE décida de se doter d'une monnaie commune, l'Euro<sup>28</sup>. Les avantages pratiques de cette devise, arrivée dans nos poches le 1<sup>er</sup> janvier 2002, ne suffirent à cacher son vrai rôle, celui d'arme politique et économique du capitalisme. La Grèce peut aujourd'hui en témoigner, tout était aligné pour que l'Euro et sa doctrine renforcent l'emprise des pays les plus riches. L'histoire des monnaies aide à le comprendre.

---

<sup>28</sup> D'abord désigné ECU pour *European Currency Unit*, acronyme trop français et abandonné avant même la mise en circulation de l'Euro en janvier 2002.

Depuis la fin de l'étalon-or<sup>29</sup> et l'indexation de la richesse d'un pays à la quantité d'or présente dans ses coffres, la valeur des monnaies n'est plus évaluée en fonction de ce métal mais par comparaison entre elles. Imaginons, uniquement pour les besoins de la démonstration, un pays virtuel titulaire de X lingots d'or et dont la masse monétaire était composée, sous Bretton-Woods, de 3000 billets de banque d'égale valeur. Le billet national y valait donc  $X/3000$ . Si un pays voisin possédait lui aussi X lingots d'or mais qu'il y circulait l'équivalent de 10000 billets de banque d'égale valeur, le billet national valait  $X/10000$ , soit bien moins. Et ce quelle que soit la valeur boursière de l'or à ce moment-là, puisqu'il constituait le référentiel commun à tous. Bien évidemment, plus un pays possédait d'or, c'est-à-dire plus y était élevée la valeur du X, plus il possédait de capital en puissance et plus il pouvait imprimer de billets sans risquer la dévaluation. Notez que ce système monétaire ne violait en rien les principes du capitalisme, puisqu'il était basé sur la thésaurisation. Néanmoins, il avait l'avantage d'être concret : valeur d'échange universelle, l'or représentait en espèces sonnantes, trébuchantes et comptables le pouvoir d'achat national. Et autorisait les gouvernements à jouer avec la valeur de leur monnaie selon les besoins du moment. Soit en imprimant des billets sans avoir plus d'or, ce qui excitait l'inflation et favorisait les exportations en cas de balance commerciale déficitaire, voire dégonflait le service de la dette. Soit en vendant de l'or pour faire rentrer des devises et favoriser la consommation interne et l'investissement.

Désormais, la valeur d'une monnaie n'est plus fixée par un équivalent externe mais établie en comparaison avec les autres sur un marché spécifique, donc estimée en fonction de la fortune qu'un pays est réputé détenir. La disparition du référentiel universel neutre contraint les devises à se jauger entre elles, voie royale vers la spéculation puisqu'à aucun moment, on ne peut convoquer une valeur refuge afin de calculer sans équivoque les actifs monétaires d'un pays. La valeur, la puissance d'une monnaie correspond à la perception par le marché de la prospérité du (des) pays où elle circule. Une monnaie forte est censée couronner un pays doté d'une grande réserve d'actifs, donc de capital. Signal d'une bonne santé économique, une telle monnaie procure des facilités pour emprunter ou acheter à l'étranger. À l'époque de l'étalon-or et des monnaies nationales, il était impossible de tricher avec cela : telle quantité d'or, telle quantité de monnaie en circulation, telle valeur et donc, tel taux de conversion face à la devise du voisin. Un collégien pouvait faire le calcul. Mais le système avait des gros défauts, du point de vue du libre-échange : les transactions internationales se heurtaient aux frontières, aux éventuelles barrières douanières et aux multiples taux de conversion ; les montants d'argent en circulation

---

<sup>29</sup> Plus précisément, depuis 1976 et la sortie par les États-Unis du système monétaire mis en place par les accords de Bretton-Woods.

ne pouvaient dépasser la quantité d'or thésaurisée ; enfin, la rareté du métal et son rôle d'équivalent objectif empêchait un pays de jouer de l'effet de levier en s'inventant des actifs par spéculation. Le marché des monnaies n'était pas assez liquide, jargonnerait un capitaliste. La lenteur des échanges contrariait l'expansion des capitaux.

Tout cela est révolu, les désirs du capital sont des ordres (de marché). Aujourd'hui, la puissance d'une monnaie reflète la confiance qu'accordent les investisseurs/spéculateurs à l'espace économique où elle circule. Par conséquent, l'absence d'étalon sous-entend qu'à toute monnaie forte correspond une devise inférieure par comparaison, donc plus faible, moins digne de confiance. Remplacez « monnaie » ou « devises » par « pays », « nations » ou « individus » et vous retrouverez le principe capitaliste de reconnaissance des personnes ou groupes de personnes par leur seule richesse matérielle.

Associé à des pays riches, l'Euro ne pouvait être que fort, valoir cher et procurer à ses détenteurs un pouvoir d'achat plus élevé par unité de monnaie que, par exemple, le peso argentin ou la lire turque. Nous approchons des origines du scandale grec. Car une monnaie forte distingue un pays assis sur de grandes quantités de richesses. Concrètes ou estimées, selon l'étalon en vigueur, ces réserves d'actifs permettent aux citoyens concernés et à leur État d'emprunter à faible taux d'intérêt en misant sur la confiance des créiteurs potentiels. En effet, en cas de défaut, il sera toujours possible de ponctionner les actifs. Bref, taux d'intérêt bas et monnaie forte vont souvent de pair et autorisent à consommer, importer tout en exportant assez peu, soit parce que l'industrie locale trouve des débouchés sur place, soit parce que ses marchandises sont trop chères pour les voisins moins aisés. Cependant, à force d'acheter à l'extérieur sans vendre en même quantité, on accumule les balances commerciales déficitaires et les retards sur les multiples dettes contractées. C'est le cas des surchauffes économiques, dont le symptôme est une inflation excessive. Fréquentes, elles placent l'État, ses citoyens et ses entreprises entre le marteau du remboursement d'un côté, et de l'autre l'enclume de prix et taux d'intérêt en hausse pour éponger l'excès de devises. L'argent bon marché ayant entraîné une euphorie consumériste sans que les recettes ne suivent, notamment à cause de faibles exportations, il y a trop de monnaie par rapport à la richesse réelle. Réajuster le tir demande de taper dans les réserves de capital, donc dans la richesse perçue, ce qui fait baisser la valeur de la monnaie – d'autant plus qu'il y en a trop – et accroît la méfiance des investisseurs, rendant beaucoup plus difficile l'obtention de crédits. Conclusion logique, l'activité économique faiblit.

Fin de l'histoire ? Non, bien sûr. La chute de la monnaie ralentit les importations, favorise l'export (la production nationale est mécaniquement meilleur marché si le taux de change baisse), ce qui relance la machine commerciale, l'accumulation de capital et enclenche une

nouvelle période de prospérité. Ce type de cycle, dit « de Kondratiev », se produit sur des décennies. Intuitif et assez aisément compréhensible, il est un des rares préceptes économiques à peu près validé par l'expérience même s'il comprend de nombreuses variables. Une inflation trop élevée, par exemple, peut conduire à une dévaluation si brusque qu'elle ôte tout pouvoir d'achat au pays concerné. Son activité économique est alors paralysée, ce qui empêche d'exploiter l'avantage compétitif d'une monnaie faible. Un cercle vicieux se dessine : monnaie très faible, importations impossibles, production à l'arrêt donc aucune exportation, déficit abyssal, chômage et misère, dévaluation supplémentaire, etc. Si ce scénario vous dit quelque chose, ne soyez pas surpris, il décrit parfaitement l'Allemagne de 1930.

Voilà pourquoi une petite dose d'inflation est nécessaire. Pas trop, mais pas trop peu non plus, comme le sel dans le pain. À quel degré ? La théorie est muette puisqu'elle n'existe pas. Seul l'empirisme parle : en partant du principe que le capital se renouvelle régulièrement à force de « créer de la valeur », c'est-à-dire de soutirer l'énergie des Hommes, du vivant et du sous-sol, il grossit la fortune nationale et l'État suit en imprimant de la monnaie afin qu'elle ne prenne pas une valeur élevée au point d'être inabordable, même pour ses propres citoyens. Mieux, l'État peut favoriser la création de nouvelles richesses en la stimulant par la mise en circulation anticipée d'argent, en maintenant les taux d'intérêts assez bas ou en prêtant lui-même à bon marché, ou par le recours à des investissements matériels (grands travaux d'infrastructures) comme le recommandait John Maynard Keynes dans les années trente. Quelle que soit l'approche choisie, l'argent amené dans le circuit avant d'avoir fait des petits provoque une légère inflation, nécessaire à condition qu'elle soit résorbée par des profits futurs. La méthode est efficace tant qu'elle n'engendre pas d'excès, la surchauffe décrite ci-dessus, et une dévaluation hors de contrôle. D'où les vertus, pour l'économie capitaliste de marché, d'une inflation modérée.

Ces petits jeux avec la monnaie et sa valeur sont risqués et demandent des réglages fins en fonction de la situation. Un pays à l'économie fragile peut volontairement dévaluer, par l'impression de billets ou le taux de change, afin de réduire la charge de sa dette<sup>30</sup> et favoriser les exports. En parallèle et pour éloigner le risque de l'immobilisme, il lancera auprès de ses citoyens un emprunt national. Retenons que la politique monétaire ne peut répondre à des dogmes ou des règles universelles, d'autant plus depuis le milieu des années 1970 où le levier de la devise a gagné en puissance. Cela demande du doigté et une prise en compte fine des

---

<sup>30</sup> Si vous devez rembourser 100 unités à 6,5% pendant X années mais que votre monnaie a perdu 10% de sa valeur sur la même période, votre créancier est perdant puisque les 106,5 unités qu'il récupère à échéance valent, en réalité, 95,85 unités au moment du début du prêt.

intérêts nationaux. Et dans un cadre démocratique, les citoyens devraient avoir leur mot à dire et les moyens pour cela.

L'Euro a superbement ignoré toutes ces évidences élémentaires. Fixé d'emblée à une valeur élevée, à 0,88 dollar le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avant de largement augmenter<sup>31</sup>, il était bien plus puissant que la plupart des devises en circulation chez les pays concernés. Notamment l'escudo, la lire italienne, la peseta et la drachme. Le danger était visible, gros comme le coffre de Picsou : les pays aux monnaies faibles eurent subitement un pouvoir d'achat et des facilités d'accès au marché dignes de bien plus riches qu'eux ! Sans que leurs réserves d'actifs ou leur production nationale n'ait augmenté. Résultat : un formidable appel d'air spéculatif poussant à la consommation de produits importés financés par des crédits et des taux d'intérêts avantageux, inimaginables précédemment. Et une inévitable explosion à l'arrivée, l'adoption de l'Euro n'ayant pas créé ex nihilo, ni en Grèce ni ailleurs, des réserves d'actifs sur lesquelles s'appuyer pour rembourser, l'heure venue.

L'erreur de jugement paraît si énorme, surtout avec quinze ans de recul, qu'elle ne peut passer pour de la seule incompetence. Il y a autre chose, bien entendu, une addition de choses pour être précis : celle des intérêts personnels de tous les acteurs en place, qui ont tous vu un gain potentiel dans la suite de concessions faite par l'Euro au capitalisme. Car l'Euro n'est pas un grand œuvre pacifique mais le bras politique de l'économie capitaliste de marché la plus criminelle. À son corps défendant, la Grèce a servi de pièce à conviction.

Une première mine avait été posée dans le traité de Maastricht, plus précisément dans son article 104<sup>32</sup>. Cet article « interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ». Ce n'est sans doute pas un hasard si la formulation est opaque car ce passage retire le droit aux organismes publics<sup>33</sup> de s'endetter. Non pas de s'endetter tout court, mais de s'endetter auprès d'autres organismes publics. La Banque de France en est un, la Banque d'Espagne aussi, etc. Il est étonnant de voir à quel point une décision aussi importante et radicale pour les pays concernés (et leurs dirigeants) a été prise légèrement, par un référendum résumant le tout à un « oui » ou un « non », un simpliste « pour » ou « contre » l'Europe. Car cet article 104 livre les organismes publics, leurs services, leurs usagers, leurs employés à l'argent du privé ! Où

---

<sup>31</sup> Le maximum fut atteint en juillet 2008 quand un euro s'échangeait contre 1,6 dollar. La monnaie américaine subissait de plein fouet la crise des *subprimes*. Le cours est presque revenu à parité en janvier 2016 (1 euro pour 1,1 dollar).

<sup>32</sup> Devenu article 123 du traité de Lisbonne.

<sup>33</sup> Ce qui, en France, désigne aussi bien l'État qu'un département, La Poste, une régie de transports publics...



voulez-vous qu'un état trouve les sommes suffisantes pour mener de grands investissements ou, simplement, pour financer ses programmes de protection sociale, si ce n'est par l'emprunt ? À des banques privées en l'occurrence, qui contrairement aux banques centrales nationales ou aux citoyens, n'ont aucune vocation à faire cadeau des créances puisque l'argent qu'elles prêtent doit faire du profit. Et vite. Grâce au Traité de Maastricht, les États sont, à l'heure de financer leurs projets, dans la situation d'un client face au banquier. Obligés de présenter des garanties.

En l'absence de l'Euro, cet article 104 aurait été très douloureux pour les pays à faible monnaie, certes, mais la possibilité de dévaluer aurait encore été une porte de sortie. Même contrainte de se financer par des emprunts privés à taux élevés – que les banques lui auraient tout de même accordés, attirées par les profits à court terme –, Athènes aurait pu imprimer de la drachme pour baisser volontairement le service de sa dette. Quitte à ne plus importer, ou presque. L'Euro a, au contraire, complètement faussé le paysage en travestissant la Grèce en pays équivalent à l'Allemagne, autant apte qu'elle à emprunter. Pourquoi ? La réponse tient en deux mots : argent facile.

Mettons-nous, en effet, à la place de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la France, de leurs investisseurs, entrepreneurs... bref tout ce qu'ils comptent d'acteurs fortunés. Ces pays sont assis sur des réserves assez importantes d'argent et présentent – du moins au milieu des années 1990, quand les mécanismes de l'Euro sont définis et mis en place – une activité économique interne suffisamment robuste pour remplir les critères d'une monnaie forte, les fameux critères de convergence nécessaires à l'entrée dans l'Euro. Ils peuvent à ce titre contracter des prêts aux banques privées sans craindre des taux usuraires. L'article 104 ne leur est même pas défavorable, du moins dans un premier temps, et mettre leurs marchés et monnaies en commun est naturel pour multiplier les débouchés des capitaux nationaux. Enfermés dans leurs frontières, ils risquaient de ne servir qu'à consommer sans contrepartie et rompre l'équilibre budgétaire (toujours cette histoire de cycles). L'Euro avait le mérite d'étendre le champ d'exploration du capital, en juste réponse à la règle stipulant que le seul bon capital est le capital investi, donc potentiellement source de profit pour tous<sup>34</sup>. Cependant, l'horizon à moyenne échéance n'était pas aussi limpide. Si on reste entre seuls riches, même à plusieurs, on risque de tourner en rond, surtout si les Anglais et les Danois boudent l'Euro et restent dans leurs coins<sup>35</sup>. À terme, le cycle descendant dû au surinvestissement finira par survenir et, pire que

---

<sup>34</sup> La question de savoir si le profit est bon pour celui qui le produit matériellement (l'ouvrier, l'employé) n'est pas posée dans les hautes sphères.

<sup>35</sup> Jeu de mots pour anglophones, « a coin » voulant dire « une pièce de monnaie ». Une blague expliquée n'étant plus drôle, l'effet est raté.

tout, touchera TOUS les pays usagers de l'Euro en simultané. Et même si la BCE a toujours pouvoir d'imprimer de la monnaie ou de maintenir les taux d'intérêts assez bas afin d'encourager les exports et la circulation de l'Euro, ses principes lui interdisent de trop y recourir, notamment car elle est basée à Francfort, en Allemagne, où l'on tient pour des raisons historiques l'inflation en horreur. Marx revient par la fenêtre : il avait expliqué que le capital ne supporte pas de rester en place, ni de stagner. C'est un ogre affamé. C'est pourquoi, contre toute évidence, Espagnols, Italiens, Portugais, Irlandais et, en 2001, Grecs<sup>36</sup> ont été intégrés à l'union monétaire. Sous couvert de sentiments généreux, l'Euro servait de prétexte à augmenter la superficie de terres fertiles au capital.

Tout s'éclaire. L'article 104, l'abandon de souveraineté des banques centrales nationales en faveur de la BCE (Banque centrale européenne), l'exonération de cette dernière de tout compte à rendre à l'exécutif, le choix arbitraire d'un Euro à valeur élevée<sup>37</sup>, la suppression inconditionnelle de toutes les barrières géographiques ou sectorielles au commerce. Ces mesures ont lentement tricoté, loin de l'œil du public, la camisole capitaliste dont les citoyens européens sont aujourd'hui prisonniers. Pas de complot machiavélique derrière cela, seulement la foi aveugle d'élites politiques qui imposent aux peuples leur idéologie car ils lui doivent tout : leur position, leur fortune, leur pouvoir, leur prestige. Puisque le capitalisme leur a tout donné, ils ne voient pas leur monde en-dehors de ses préceptes. Et ne voient pas non plus la confusion entre « leur » monde et le monde. Peut-être même sont-ils honnêtes. Peut-être Jacques Delors, Jean-Claude Juncker et leurs collègues sont-ils fermement convaincus de contribuer au bien commun. Alors, comme le despote de Thomas Hobbes, ils nous injectent d'autorité leur mauvaise potion. « Tu me diras merci plus tard ». N'a-t-on pas entendu cette formule maintes fois pendant notre enfance ? À la différence près qu'un citoyen n'est pas un enfant. Il est pourtant pratique de le considérer ainsi si, silencieusement encouragés par les élites financières, principaux (et anonymes) bénéficiaires de l'escroquerie capitaliste, les gouvernants veulent lui imposer leur doctrine. Quitte à recourir pour cela aux artifices les plus dégradants, au mensonge et à la tricherie.

Car l'arsenal juridique monté en amont de l'Euro ne suffisait pas pour légitimer le pillage et la destruction de la maison grecque (et des autres). J'évoquais tout à l'heure les critères de convergence, série de conditions à remplir pour une nation désirant rejoindre l'Euro. Parmi

---

<sup>36</sup> Au total, douze pays ont adopté l'Euro au 1<sup>er</sup> janvier 2002 : Belgique, Allemagne, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande. Ils ont depuis été rejoints par la Slovaquie, Chypre, Malte, la Slovaquie, l'Estonie, le Lettonie et la Lituanie. On n'arrête pas le progrès.

<sup>37</sup> Pour bien faire, il aurait fallu que la valeur de l'Euro se stabilise autour de la moyenne des valeurs du panier de devises qu'il remplaçait, ce qui aurait été une preuve de solidarité, plutôt que de fixer l'Euro au-dessus du mark, la plus puissante d'entre elles.

elles, la limitation du déficit budgétaire à 3% du PIB et de l'endettement à 60% de ce même PIB. Même si ces critères, établis au doigt mouillé<sup>38</sup>, sont eux aussi tributaires de l'idéologie capitaliste en stipulant qu'un État n'a pas le droit de s'endetter comme il le souhaite<sup>39</sup>, ils avaient l'avantage de poser des balises à l'adoption d'une monnaie forte et prévenaient tout excès spéculatif. Ce serait oublier que le capital est source de droit et que ce capital repose principalement dans les banques privées. Jouissant déjà du quasi-monopole sur le marché du crédit dans l'Union grâce à l'article 104, elles ont tout voulu, tout de suite, et manigancé pour favoriser dès 2002 l'entrée dans l'Euro de pays qui n'y étaient pas préparés, dont la Grèce. Cette dernière n'a été acceptée dans la zone Euro qu'après avoir présenté des comptes publics falsifiés avec la complicité de la banque d'affaires Goldman Sachs. La Grèce de 2001 ne risquait pas de respecter, entre autres, le critère des 3% de déficit avec ses impôts fantômes et son niveau de vie faiblard. Pourtant, miracle, le déficit public se mit à fondre à mesure qu'approchait l'Euro. De 9% du PIB (produit intérieur brut) en 1995, il dégringola à 3% en 1999 (chiffres Eurostat). Quel progrès ! En quatre ans, le gouvernement était parvenu à réduire son train de vie de 5,5%, où à augmenter les entrées fiscales d'autant, le tout avec sa drachme molle du genou et sans faire hurler personne<sup>40</sup>. En réalité, rien d'autre que des jeux d'écriture et des dissimulations, notamment le passage de nombreux frais du poste « dépenses » au poste « dettes », c'est-à-dire des dépenses mises sous anabolisants et retardées pour être refilées aux générations futures. Jamais cela ne serait passé sans l'approbation silencieuse des dirigeants en poste à l'époque. À moins de ne pas voir – ce qui relèverait d'une insondable nullité – que cette espèce de carnaval financier envoyait la Grèce dans un long marasme. La Grèce et les autres, rendus solidaires par la monnaie commune. Alors, pourquoi ? Lâcheté, opportunisme. Pour dire vrai, tout le monde avait avantage à l'établissement d'une zone Euro trop large pour être honnête. Au-delà même du profit financier à court terme, l'Euro était le trophée de chasse d'un projet européen obligé d'afficher des succès de surface pour faire oublier au citoyens à quel point il s'éloignait d'eux et de leurs aspirations. Tel chef d'État ou de gouvernement pouvait toujours se vanter d'avoir fait « entrer son pays dans l'Euro ».

Et puis, au moindre vacillement, les troubadours du capital entonnaient leur ritournelle habituelle de l'argent générateur d'argent. L'entrée forcée dans l'Euro entraînerait prospérité,

---

<sup>38</sup> Ce chiffre de 3%, aujourd'hui obsession des rigoristes du financement des États, est en réalité un gadget de fin de banquet imaginé par Mitterrand et ses conseillers. S'ils avaient préféré le deux ou le quatre, par caprice, le dogme aurait été différent.

<sup>39</sup> Alors que sa vocation n'est pas de faire du profit mais de veiller au bien-être de son peuple, par l'emprunt si nécessaire.

<sup>40</sup> Toujours selon Eurostat, en cette même année 1999, la France et l'Allemagne, pourtant bien plus solides, frisaient les 2% du PIB de déficit public, tout comme l'ensemble de la zone Euro. Ce qui laisse penser que la tricherie a été généralisée à d'autres nations.

cela ne faisait aucun doute. La Grèce et autres pays du sud auraient le temps de muscler leurs petits bras pour supporter une grosse devise avant qu'éclate la crise.

Et elle éclata. Les premières années de l'Euro (de 2002 à 2008) ont pris l'air d'un grand délire collectif. Les Espagnols ont été poussés sans restriction à devenir propriétaires de leur maison, l'État irlandais a supprimé la moindre velléité d'impôt sur les entreprises et compensé le manque à gagner en empruntant, l'État grec a subventionné à tour de bras (parfois utilement, parfois pour flatter l'électeur). Tout cela au bonheur de banques privées et d'investisseurs variés (personnes morales ou physiques, entreprises) qui ont pu ramasser six ans d'intérêts, écouler leurs stocks, s'approprier les biens locaux grâce à la chute des barrières douanières, investir dans la pierre, bref accaparer la plus grosse partie possible de cette fortune jaillie de nulle part, mais devenue bien réelle dans les poches des crédateurs. Il en est resté, une fois la crise venue, des déficits extérieurs et des endettements gigantesques, assis sur aucune perspective solide puisqu'ils n'ont rien créé. De l'argent électronique, de la valeur potentielle, concrète uniquement dans les cerveaux obsédés des spéculateurs. Cette fortune évanouie, ce n'est pas aux profiteurs qu'il a été demandé de rembourser, mais à la population locale.

Il était trop optimiste d'attendre de l'Union européenne une remise en question de ses principes économiques et un changement de politique, même léger, face à l'évidence de l'échec. L'introduction de l'Euro n'avait pas inventé de richesse mais il n'est jamais trop tard pour réfléchir à des solutions. Dévaluation volontaire, effacement de la dette, les solutions ne manquent pas pour faire réparer leurs abus par les crédateurs, premiers coupables juste avant les dirigeants politiques incriminés. En inventant une solvabilité à des clients démunis pour les arroser de prêts tarabiscotés et irréalistes, les banques d'affaires et acteurs de la finance de l'ombre (fonds spéculatifs, compagnies d'assurance) ont mis le pied dans leur propre piège à loup. Il aurait été naturel qu'ils assument leur faute. Hélas, le XX<sup>e</sup> siècle a définitivement démontré que l'hégémonie du capital n'accepte aucune concession et ne recule devant rien. Pourquoi changerait-elle au XXI<sup>e</sup> ? Une fois mises au jour les tricheries politiques et économiques ayant mené au délabrement financier de nombreux États, leurs instigateurs les imputèrent sans gêne aucune à leurs victimes, transportant le débat sur le terrain moral. Sans réelle contradiction audible puisque les circuits de l'information sont eux aussi constitués en marché, donc appartiennent en majorité au capital.

Ainsi naquit l'acronyme PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne, dont les initiales en anglais forment ce mot ressemblant à « cochon ») pour désigner des pays coupables d'avoir dépensé au-dessus de leurs moyens. Ah, le péché capital de la gourmandise, la bonne vieille morale chrétienne dont Giscard et ses héritiers de droite veulent absolument nous convaincre

du caractère génétique, sacré, au point de l'écrire dans la Constitution européenne. Le capitalisme a, en réalité, recours à la religion comme arme de réserve seulement quand apparaissent ses limites rationnelles. Max Weber, dont j'évoquerai la pensée d'ici quelques pages, a démontré comment l'économie capitaliste de marché a trouvé le protestantisme particulièrement taillée à sa mesure.

Dans l'impossibilité de clamer un succès intégral pour l'Euro et confrontés à des révélations gênantes (maquillage des comptes grecs), la triade BCE-Parlement européen-Allemagne (où siège la BCE) a transféré toutes les causes de l'échec sur le dos des plus démunis. Les pays endettés et, surtout, leur population. Soutenue par la plupart des gouvernements de la zone Euro devenus complices du crime par refus de se rétracter, les garde fous de l'Europe du capital ont ignoré toute une gamme de solutions pacifiques pour résorber la dette grecque (et les autres)<sup>41</sup> et ont préféré proposer, comme remède aux ravages du capitalisme une dose supplémentaire de de capitalisme, selon le discours moralo-simpliste qui place la vertu dans le capital et le péché dans la pauvreté (ce n'est pas ce que dit la Bible, mais bon). Les États en péril de défaut ont été réduits à des machines à rembourser en prélevant partout où cela est possible et, surtout, en ne dépensant plus rien. Dans les faits, les citoyens les plus vulnérables ont subi en première ligne ces attaques au bien commun, puisqu'il est politiquement risqué et de surcroît très difficile de s'attaquer aux privilégiés. Le courage politique n'étant apparemment pas mieux distribué en Grèce qu'ailleurs, au lieu d'y établir un cadastre pour imposer les gros propriétaires fonciers, ou de taxer les armateurs et l'Église, il y fut décidé que les retraités, les fonctionnaires, les employés, les modestes en un mot, devraient payer. Directement (revenus réduits et ponctionnés) et indirectement, par le démantèlement ou la privatisation des services publics (ce qui revient au même). Cette idée, destructrice et inefficace, ne fait que déprimer, tuer même, la population d'un pays. Mais peu importe, semble dire le capital, tant que ce peuple expie. Qu'il s'agisse du débiteur, du travailleur, d'un végétal, d'un animal, le capital est sans pitié avec qui ne produit pas de lucre quantifiable. Accorder des crédits faciles au Grecs a coûté plus que cela a rapporté, la punition tombe, mortifère et sans nuance. Plus de soins de santé, de transports, d'emploi, de moyens de subsistance, plus de dignité au prix d'une inacceptable série de justifications dont aucune ne peut justifier ce lent meurtre à grande échelle. Et, faisant cela, le capital se trompe lui-même, confirmant encore plus le complet désarroi qui le traverse. Est-ce en ratissant un pays que s'y créent les conditions nécessaires à un rebond économique, à la création de richesses afin, éventuellement, de rééquilibrer le budget et assurer une partie du

---

<sup>41</sup> « Convertir la dette en investissements », par Gabriel Colletis, Jean-Philippe Robé et Robert Salais, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2015.

remboursement ? Puis, plus tard, de mettre en place un État fonctionnel et stable ? Demandez aux Portugais, aux Espagnols, aux Chypriotes ce qu'ils en pensent, eux dont la jeunesse émigre par désespoir comme au temps des dictatures.

Le seul héritage concret de l'intégration des pays septentrionaux par l'argent est un portrait fidèle du capitalisme. Car s'il devait ressembler à quelque-chose, ce serait aux projets grandiloquents et mort-nés typiques de la folie causée par l'argent facile. L'été 2004 fut un concentré en la matière : en l'espace de deux mois, le Portugal a accueilli le championnat d'Europe des nations de football et la Grèce les Jeux olympiques. La plupart des structures construites pour ces deux événements ne servent quasiment plus à rien (quand elles ne pourrissent pas sur pied) et grèveront pour des générations les finances des collectivités concernées. Dans la même veine, l'Espagne a vu fleurir entre 2002 et 2008 des zones pavillonnaires abandonnées à mi-chemin et des aéroports sans avion<sup>42</sup>.

Peu importe, pendant ce temps, le capital a circulé, s'est reproduit et a éloigné le spectre de l'asphyxie<sup>43</sup> auquel le ramène en permanence la perspective d'un monde fini. En 2008, une fois atteinte la limite du supportable en Europe et dans tout l'Occident capitaliste, les banques, et non les particuliers, ont été l'unique cible des soins. La suite est connue, elle n'en est pas acceptable pour autant. Comment les gouvernements ont pu faire preuve d'une telle légèreté et nous emmener nous, citoyens, dans la spirale de leur inconséquence ? L'électoralisme a joué, bien sûr. En plus de correspondre au dogme capitaliste, l'argent facile est une pompe à électeurs, à condition de passer la facture à la législature suivante. Mais vous et moi sommes lesdits électeurs. Responsables civilement par le droit de vote, nous avons donc le pouvoir de dire « non ».

Quand, à force d'être laminés, les Grecs se saisirent de ce pouvoir pour élire Alexis Tsipras, sa portée réelle face au capital apparut sous son vrai jour d'insignifiance. Héritier de la corruption de ses prédécesseurs et d'un tas de décombres fumantes, Tsipras n'eut aucune marge de manœuvre pour concrétiser ses velléités d'alléger la purge soumise à son peuple. À la violence, l'UE a donc ajouté l'humiliation. Certes, on ne pourra, si on le souhaite, complètement exonérer les ménages qui, soudain crédités d'un compte en Euros et attirés par des taux d'intérêt coupés de moitié, ont contracté des emprunts sur douze ans alors qu'ils n'avaient même pas six mois de subsistance en épargne. On ne peut non plus entièrement innocenter tel élu local séduit par un produit financier obscur (bons du trésor grec, assurance sur le défaut irlandais) dans lequel

---

<sup>42</sup> Celui de Castellón-Costa Azahar, dans la région de Valence, est un concentré de ce que la collusion entre intérêts des détenteurs du capital et des élus peut générer de pire. Le simple fait que cet aéroport ait été voté, financé et construit alors qu'il y en avait deux autres, pas surchargés du tout, dans un rayon de 150 kilomètres mérite un roman à soi seul.

<sup>43</sup> Tout en alimentant la corruption aux marchés publics, endémique car seul un état fort peut la combattre. Or cela coûte cher !

il trouvait le moyen d'enfin offrir à ses contribuables un centre commercial, un rond-point et la garantie du renouvellement de son mandat. Mais sincèrement, y a-t-il une commune mesure entre l'imprudence financière d'un particulier, par ailleurs largement encouragée, et l'incurie des dirigeants de l'Union ?

Question rhétorique. Reconnaître que la dette grecque est scélérate, c'est-à-dire illégitime puisque bâtie sur des mensonges au seul bénéfice de l'idéologie, du profit et de la popularité de quelques acteurs souvent situés à l'intersection des pouvoirs financiers et politique, reviendrait à ébranler les principes économiques, intellectuels et sociaux de l'Union, donc du capitalisme. Voilà pourquoi les recours à la démocratie et à la négociation ont perdu une grande partie de leur attrait. Non dans leurs principes, mais dans les faits en effet, l'attitude de l'UE avec la Grèce a révélé que dos au mur, le nez dans ses méfaits, le capitalisme n'accepte pas la réforme ni le verdict défavorable des urnes. Appelés à assumer les devoirs propres à ses responsabilités, ses tentants se défilent. N'est-il pas étonnant de voir les Allemands décider unilatéralement que la Grèce est incapable de gérer sa propre politique économique mais juger, par les accords de Dublin II<sup>44</sup>, qu'elle est parfaitement apte à accueillir les migrants ? En toute logique, un pays qui s'arroge des droits sur un autre devrait aussi en récupérer les responsabilités...

Nous savons désormais que la démocratie est un trompe-l'œil si elle se soumet au règne de l'économie capitaliste de marché. Il n'y a donc aucune autre solution que de détruire cette économie. L'assassiner.

---

<sup>44</sup> La convention de Dublin II est ce fameux texte selon lequel un réfugié doit déposer sa demande d'asile dans le premier pays de l'Union où il a posé le pied.

## « There's no alternative » ou le mantra des soudards

Pour se libérer du capitalisme, il faut le comprendre. Ce n'est pas difficile, loin de là. Ses fondements scientifiques sont des châteaux de sable et sa conception du monde, aussi bornée qu'un âne qui recule. Ne nous laissons pas envoûter par le mantra répétant que l'économie capitaliste de marché est le meilleur mode d'organisation des sociétés humaines, à l'exclusion de tous les autres. C'est faux. Ne prenons pas pour une vérité étayée par l'expérience cette idée reçue qui, à force d'être répétée tout le temps et partout, obscurcit les esprits et étouffe le sens critique.

Ce serait une révérence silencieuse aux dogmatiques du libéralisme économique (Hayek, Friedman, Reagan, Macron ou autres sommités de la pensée) qui ont construit leur vie, leur carrière, leur patrimoine et leur héritage sur cette orthodoxie à laquelle « il n'y a aucune alternative », pour emprunter une expression chère à Margaret Thatcher et lui rendre de suite. Cela reviendrait aussi à accepter comme fait acquis la confusion volontaire entre le capital-entité, petit tas de valeurs mises de côté pour un usage ultérieur, et le capital-sacré, recherche sans fin de sources d'enrichissement sans visée utile. Enfin cela enfermerait définitivement, sans retour possible, l'Humain dans la recherche égocentrique de la fortune privée, pas plus malin qu'un cheval de course conditionné à avancer sans comprendre (et encore, il faut droguer le cheval pour qu'il accepte).

Ce stade de liquéfaction sociale est moins éloigné que nous pourrions le penser. La côte d'alerte est en vue. Si l'extension de la population humaine n'accompagne pas sa capacité à distribuer équitablement les ressources, la cupidité deviendra le seul sentiment fiable au détriment de tous les autres. La générosité résiste, c'est un fait indiscutable, mais... « combien de divisions » ? Un peuple digne et fort ne peut laisser l'appât du gain devenir seule référence. Certes, les théoriciens du libéralisme économique – le néoclassicisme, la main invisible, écoles de Vienne, de Chicago – et leurs relais dans le monde politique – dont l'étendue géographique recoupe celle du plan Marshall et de la doctrine Monroe – ont élevé la compétition pour l'argent en principe de gouvernement. Leurs successeurs poursuivent ce lent travail de sape en démantelant les structures de solidarité des États dont ils ont la charge, mettant en avant la supériorité de l'individu sur le collectif et les bienfaits de la course au mérite pour garantir l'enrichissement de tous. Mis bout à bout, ces deux mensonges aboutissent à justifier la réduction de chacun à sa lutte pour la vie en vertu du précepte que ce combat permanent suscite une émulation apte, à son tour, à entraîner tout le monde vers la prospérité. Sinon intellectuelle, du moins matérielle.



Profondément cruelle et très réductrice, cette vision des choses sert en revanche parfaitement la position sociale de ses promoteurs : il est plus facile de défendre l'affirmation de soi par la propriété privée et l'enrichissement strictement personnel quand on est soi-même assis depuis des décennies, parfois depuis sa naissance, sur un patrimoine considérable. Le risque d'être distancé dans la course au profit ou de la peur du lendemain sont quasiment nuls, d'autant qu'à partir d'une certaine quantité d'argent, la fortune se régénère toute seule par les mécanismes de rente. Pour bien faire, une partie du résultat de cette rente est consacrée à acheter les leviers de pouvoir : l'exécutif par la monopolisation des postes dans les institutions formatrices des cadres de l'État ; l'intellectuel en achetant les médias, directement (actionnariat) ou indirectement (publicité, production de programmes audiovisuels). Les capitalistes ont tôt compris que l'argent ne devait pas se contenter d'acheter toute chose, mais devait aussi construire par une suite de transactions plus ou moins transparentes les instances politiques légitimant la spoliation, qui dans le cas contraire deviendrait trop apparente. C'est ainsi que dans les faits, une unité de capital vaut aujourd'hui à une unité de droit, donc de pouvoir, donc de liberté, et que le possesseur de capital peut imposer ses idées et lois en raison directe de la grosseur de ses actifs. La spoliation est tout aussi visible mais, décorée d'un canevas juridico-légal tissé par des institutions prétendument démocratiques, elle ne laisse aucun espace à sa contestation.

Marx a expliqué les différents modes d'accumulation primitive de ce capital, autrement dit la façon dont des individus ou familles, clans, pays, etc. ont construit par minorisation de l'autre (colonies, noblesse de sang) une énorme fortune dont le secret criminel, prescrit car trop lointain (Vautrin dans Balzac...), lui donne un air naturel. Naturelle aussi finit par paraître la domination de ces fortunes et leurs élus sur les plans idéologique, politique, social, anthropologique (en fonction de l'ethnie qui les détient).

Une ample littérature cherche encore à expliquer pourquoi, aujourd'hui, l'argent se trouve ici et non là. Est-ce là le plus important ? L'urgence serait plutôt de questionner le statut de cet argent et le droit qu'il donne à ses détenteurs, fruit d'un ordre aléatoire, donc inique. Un système politique bâti autour de ces positions acquises est tout aussi injuste. Il n'a donc aucun lieu d'être et doit être combattu, à condition bien sûr de toujours considérer la justice sociale parmi les responsabilités premières des institutions politiques. Ce qui est le cas de tous, même des actuelles élites détentrices du pouvoir, si conscientes de leur propre usurpation qu'elles n'ont d'autre issue, face à la contestation, de durcir leurs principes ultra-libéraux, perpétuant ainsi les antagonismes dont elles sont sûres de sortir victorieuses par écrasement. Ce faisant, le capitalisme se révèle rétif à la moindre mise en question. Et pour cause, il n'a aucune réponse valable à proposer.

Les fondements prétendument théoriques de l'économie capitaliste de marché sont une illustration majeure de sa vacuité intellectuelle. Tout juste font-ils office d'habillage discursif a posteriori des stratagèmes nécessaires à la sédimentation de fortunes installées. Cet arsenal d'escroqueries est armé d'arguments et méthodes polis au cours des siècles de règne du capital. Nous sommes littéralement englués dans la mélasse sophistiquée de l'orthodoxie libérale : main invisible du marché, concurrence pure et parfaite, laissez-faire, *homo oeconomicus*, « trop d'État, trop de charges », libre-échange générateur d'emplois, croissance croissance ! Tout un catalogue de concepts, de dogmes devrais-je dire, absolument pas scientifiques car infalsifiables (en d'autres mots, impossibles à soumettre à un protocole expérimental). Ces fabliaux bâtissent pourtant les fondements de nos sociétés. Paradoxe aveuglé manié depuis de nombreuses décennies par la France, jalouse de sa laïcité brandie à tort et à travers (au point qu'elle ne veut plus rien dire) mais convertie à une vision mythifiée du monde, aussi spéculative qu'une religion. Ainsi, il n'y aurait entre humains que des relations commerciales et intéressées ? Ainsi la fortune des uns ferait celle des autres alors qu'elle est extraite à leurs dépens ? Il faut le croire pour le voir. Et les gouvernants actuels croient si fort à ces idioties démenties par les faits qu'ils en extraient leurs plans d'action. La plupart sans originalité aucune, les recettes étant les mêmes selon le pays, le moment et le patronyme de l' élu, au point que nous les réunissons tous sous le mot-valise incolore de « sociaux-démocrates ». Les sociaux-démocrates sont opposés aux cotisations sociales – qu'ils s'obstinent à appeler « charges ». Ils veulent lever les freins à l'emploi en cajolant les entreprises – sans se demander si les entreprises elles-mêmes ne sont pas le principal frein, puisque leur principe de profit les incite à conserver le moins de personnel possible. Ils rêvent de croissance, d'où puisse-t-elle venir – quitte à ruiner ce qu'il reste d'environnement favorable au vivant et retarder encore la prise de nos responsabilités envers nos descendants. Enfin, ils se nourrissent de sondages pour savoir ce que veut l'électeur – non par altruisme, mais pour prononcer les mots nécessaires au gain de son vote. Surtout, les sociaux-démocrates sont tous des Jourdain de l'ordolibéralisme, qu'ils connaissent le terme ou non. Ils ont sagement compris que la mission de l'État est de fournir au marché dérégulé des individus et un espace-temps ouverts à la consommation (fonctions de génie civil), et un cadre sécuritaire (fonctions régaliennes). Dans la social-démocratie, le droit à la propriété privée<sup>45</sup> prime sur tout.

. Prouver au capitalisme que nous ne sommes pas ses aimables serviteurs pourrait passer par la démonstration que cette fameuse propriété privée – et ses rituels consuméristes – nous est en

---

<sup>45</sup> Inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme... c'est un peu comme si la constitution française était sponsorisée par Coca-Cola.

grande partie accessoire. Il est nécessaire d'aliéner une portion de biens essentiels à notre dignité, c'est un fait acquis, mais leur production peut être commune et faire objet d'autre chose qu'un acte purement commercial et impersonnel. La monnaie locale est un premier pas vers cela, les jardins collaboratifs, un autre. Le troc de services n'est pas réservé à des illuminés et peut au contraire s'organiser sans avoir besoin d'y injecter le poison du profit<sup>46</sup>. Nous avons en réalité, et nous le savons bien, plus besoin de l'usufruit d'un objet que de sa possession. Cela tombe sous le sens : un être mortel n'est jamais réellement propriétaire de quoi que ce soit puisqu'avec l'individu s'éteint le droit de possession. Seule nous importe réellement la possibilité de pouvoir jouir d'un objet du temps de notre vivant. Passé notre trépas, son sort nous importe peu, sauf dans le cas d'un bien patrimonial à valeur affective élevée (maison, fondation, entreprise). Et encore, même dans cette dernière hypothèse, nous sommes surtout préoccupés de savoir qui se servira du bien, donc de la transmission de cet usufruit plus que du titre de propriété. Dans le but de tromper son monde, le capitalisme confond volontairement propriété et usufruit – je soupçonne néanmoins que cela soit devenu chez ses tenants une pensée réflexe. Cela l'arrange, bien entendu : l'usage d'un objet se vend beaucoup moins facilement que sa possession. L'usage se partage une infinité de fois, s'étend dans le temps et l'espace, soude un groupe. Il peut aussi favoriser la longévité d'un bien si tous ses utilisateurs ont intérêt à sa pérennité. La propriété, en revanche, exclut et oppose en mettant l'individu face au bien et les individus en rivalité face aux biens.

Le verbe capitaliste ne s'y trompe pas. Elle a inscrit, sous la plume de l'économiste américain néo-libéral Paul Samuelson (1915-2009), les concepts de biens rivaux ou exclusifs pour qualifier respectivement, ceux dont l'usage par plusieurs personnes ne peut être simultané (marteau, vêtement) et ceux dont on peut interdire l'accès à autrui (automobile, maison). Certains résistent, comme le livre que vous tenez. Il peut être partagé (lectures publiques à haute voix) et transmis indéfiniment. C'est une des raisons, rarement évoquées, de la frénésie de numérisation des œuvres, qu'elles soient artistiques ou intellectuelles : les confiner sur l'écran d'un smartphone permet de les privatiser et, mieux, d'en rendre l'utilisation unique et non reproductible (le streaming).

Même si ce ressort logique est puissant, ce n'est pas la possession des moyens de production, ou de leurs produits, mais de l'usage de ces derniers que nous tirons notre subsistance. La confusion dialectique entre possession et usufruit tente de nous persuader de notre unidimensionnalité en tant que propriétaire/consommateur, le premier statut étant réputé

---

<sup>46</sup> L'exploitation éhontée par l'entreprise Uber du mécanisme d'entraide individuelle est une preuve supplémentaire que le capitalisme est capable de tout, mais absolument tout récupérer si on ne le ligote pas.

inséparable de l'autre. À condition de tomber dans ce piège grossier, l'individu trouvera effectivement quelque confort en la constitution d'un gros capital. Il fera de la différence entre les capitaux individuels accumulés par chacun une différence de nature, ce qui ne calmera pas sa peur face à l'existence et la mort, mais y mettra des chiffres. Plus untel est riche, plus il est puissant, moins il serait mortel ! Voilà comment la taille d'un compte en banque, une simple disparité d'occasions, une contingence, un chiffre en bas d'un relevé, voudrait gouverner nos vies. Toutes nos vies. L'être humain n'est certes pas un animal tendre (Yves Michaux) mais il est prompt au gréganisme, ce qui diminue (sans les annuler, loin de là) les possibilités de conflit en lui rappelant à tout instant que l'Autre est quelqu'un.

La course à la propriété pour la consommation au contraire, les notions d'exclusivité et de rivalité pour l'usufruit des biens, contribuent au contraire à atomiser les individus sinon intégralement, du moins par groupuscules d'affinités physiques, culturelles et financières. Cela attise la méconnaissance du « non-ressemblant », prodrome de la haine banale. Là où la xénophobie est combattue, dans les discours sinon dans les faits, le rejet du pauvre a depuis longtemps acquis normalité. La raison en est simple : si on ne peut décemment reprocher à l'étranger de l'être, la lettre capitaliste soutient que le pauvre doit s'en prendre à lui-même. Cette forme spécifique d'allophobie est le principal facteur de division des classes démunies et se mélange fréquemment au racisme devenu habituel, sous le regard bienveillant d'élites ravies d'empêcher toute union du peuple. En dénonçant le racisme ethnique, les dominants ripolinent leur conscience et déportent l'attention loin de la pauvreté imposée, cause réelle des tensions intra-populaires. Sans être le seul, la misère est le plus puissant carburant de la méchanceté, concentrée sur le bouc-émissaire du moment. À tour de rôle Juif, Protestant, Espagnol, Communiste, Musulman, Africain, Chinois, peu importe tant qu'il existe et change fréquemment afin de maintenir les divergences parmi les citoyens.

Malgré les facteurs provoqués de division, le peuple sait s'unir face à l'urgence. Sa colère ébranlerait l'idéologie et ses traductions. Ce ne serait pas suffisant pour autant. En difficulté sur le front temporel, le capitalisme mènerait alors bataille sur le spirituel. Il a, en réserve, toute une théologie prête à l'usage.

Assimiler l'économie capitaliste de marché à une religion, l'enrichissement personnel à une quête du Salut éternel n'a rien de nouveau. Max Weber le fit il y a un siècle de cela. Néanmoins, si je cite ici tant d'auteurs consacrés et les résume parfois trop brièvement (je leur présente excuse), c'est pour donner de l'élan à l'impérieuse nécessité de se débarrasser du capitalisme. D'autres idées doivent absolument prendre place dans un débat public où trônent sans contredit les éditorialistes des news magazines (pas de noms !) et leurs opinions à monter en kit. Max

Weber, donc, a démontré dans un long essai<sup>47</sup> comment le protestantisme, courant dissident de la chrétienté apparu au XVI<sup>e</sup> siècle, fournit une éthique d'origine divine – donc transcendante, absolue, indiscutable – au capitalisme. L'acharnement de soudard ou, selon les situations, la grasseyante fatuité dont font preuve les porte-étendards d'une organisation sociale perpétrant aussi ouvertement la violence ne peuvent que leur être inspirée par une foi aveugle. Un fanatisme passionné. Tout, sauf de la raison et de la modération. Le mythe fondateur de la religion protestante fut celui d'un Homme mauvais par nature, hermétique à toute forme d'hédonisme. La vie du Protestant puritain modèle des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (dont figurent parmi eux les premiers colons américains) est décrite par Weber, à partir de nombreux témoignages écrits, comme une pénitence permanente, une quête de rachat du péché originel par la richesse matérielle. Plus la fortune est grande, plus favorable sera le jugement à votre égard. La présence de ce péché originel – la naissance ou, plutôt, ce qui la précède de neuf mois – éclaire un peu mieux la prééminence de l'impératif capitaliste de « gagner sa vie ». Pour un protestant, le Paradis s'achète au sens propre, sur Terre. Le capitalisme, de fait, est le moyen le plus efficace d'y parvenir. L'idée fait fureur aux États-Unis et l'imagerie populaire en est imprégnée. La « City on the Hill » (la ville prospère, située au sommet d'une colline donc à la fois proche de Dieu et visible de tous, exemple à suivre) et le fameux « self-made-man », le type qui s'est « fait tout seul » déjà évoqué, y servent de lignes politiques. Qu'il soit Démocrate ou Républicain, aucun candidat<sup>48</sup> n'osera ouvertement défier la glorification sans fin de l'initiative individuelle à l'opposé de l'œuvre collective, alors que les deux se complètent. Les taux de pauvreté et d'incarcération constatés là-bas<sup>49</sup>, sans être suffisants pour décrédibiliser totalement le capitalisme, devraient au moins aider à le questionner sérieusement devant une tribune politique.

Ne nous laissons pas bernier par la prétendue compétence des dirigeants en place. Le fait d'être au pouvoir, en soi, n'est pas (n'est plus) un sceau de probité morale ou de supériorité intellectuelle. Les hommes et femmes d'État des pays riches (et ceux de nombreuses nations pauvres) croient au capitalisme comme un enfant au Père Noël. Son récit rassurant explique commodément l'ordre des choses qui les a conduits là car les moteurs réels d'une carrière dans les classes dominantes – l'héritage familial et social, les mécanismes séculaires de perpétuation

---

<sup>47</sup> Weber, M., 1964 (1905 pour l'éd. originale), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon

<sup>48</sup> Il y a des dissidents de la pensée, des originaux voire des socialistes aux États-Unis. Mais comme Bernie Sanders, récent candidat à la primaire Démocrate, ils évitent de s'affirmer comme tels.

<sup>49</sup> Plus de 1,5 million de personnes étaient emprisonnées fin 2014 aux États-Unis (prisons fédérales ou d'état), soit 621 embastillés pour 100000 citoyens en âge de l'être. Record du monde. Le taux de pauvreté, lui, se situait, toujours en 2014, à 14,8% de la population (21,1% pour les mineurs) soit 46,7 millions de personnes (sources : US Department of Justice et US Census Bureau). La comparaison avec les taux français ou européens est malaisée car les seuils sont calculés différemment : on est plus facilement « pauvre » en France qu'aux États-Unis.

des positions – sont tels qu’ils enlèvent une grande part de mérite aux principaux concernés et, de ce fait, ne peuvent les satisfaire. En posant l’accumulation de capitaux (tous les types de capitaux) comme une vertu, la seule vertu, le Protestantisme invente un critère injuste de mérite, mais simple à constater et afficher. En plaçant la possession de richesses (et non forcément leur usage) du bon côté de la morale, il fournit un sauf-conduit aux privilégiés de l’arbitraire. Piller la planète, exploiter les autres pour conforter ce statut, cela devient très convenable.

Science, morale, religion, dialectique... le capitalisme a exploré tous ces champs pour ériger son autorité. Rien de tout cela n’a été planifié, entendons-nous. L’accumulation primitive et l’assise progressive d’une classe minoritaire ne suivent aucun « sens » de l’Histoire. Ce sont des hasards mis au service de l’opportunisme de quelques-uns. Une suite d’occasions qui, c’est le cas de le dire, font des larrons si fiers de l’être qu’ils ont monté un appareil empirique pour fructifier le larcin et le justifier ensuite. Tandis que le capital met en place de vastes structures d’exploitation des Hommes et de la nature, il dégage suffisamment de profit pour conquérir les lieux de pouvoir (gouvernement, médias, enseignement) depuis lesquels il maquille à loisir la spoliation en cours normal des choses. Ce processus, dont nous avons détaillé différentes manifestations, prend tour à tour les trois piliers que Weber, décidément génial, juge indispensables à la construction de toute autorité : légalité, tradition, charisme. La domination du capital, nous allons le voir, pourrait se résumer en ces trois concepts.

Le pilier légal prime dans l’ordre de préséance. La priorité des fortunes nouvellement constituées est de mettre en place les relais politiques et juridiques de leur domination. Ceux-ci installés, l’obligation démocratique, conquête populaire pourtant, est détournée et ne sert qu’à transmettre les pouvoirs exécutif et législatif à des représentants, voire des possesseurs de ces fortunes. Népotisme et ploutocratie sont deux des voies principales pour y parvenir. Si un individu est parvenu à se hisser dans l’échelle du pouvoir politique malgré des origines modestes, il y a de fortes chances que sa descendance bénéficie de sa réussite par la simple force du patronyme. Il en est de même dans la sphère économique, la frontière entre l’une et l’autre étant poreuse. Il est fréquent que l’héritier (-ère) ou bâtisseur (la bâtisseuse) d’une carrière riche en capital diversifie ses atouts en jouant les cartes de l’exécutif et du marché, successivement ou simultanément. Ainsi, la présidentielle américaine de 2016 se dispute entre un milliardaire décérébré dont la vie s’est résumée à multiplier une fortune léguée, et l’épouse d’un ancien président, certes d’origine modeste : le verrouillage par le capital des pouvoirs en théorie soumis à la délibération du peuple est si flagrant qu’il décourage.

Pour susciter un minimum d’enthousiasme parmi l’électorat et injecter un semblant d’âme au débat politique – mais seulement au débat, le capitalisme recourt au charisme. Par ce terme,

nous désignons la geste édifiante chantant la vertu de la richesse matérielle et l'accomplissement personnel par la consommation ou un mérite professionnel dont la dimension collective est souvent escamotée<sup>50</sup>. Ainsi voit-on fréquemment loués des hommes ou femmes, sujets idéaux de réussite entrepreneuriale et mercantile, sur lesquels nous devrions tous calquer nos comportements. Peu importe les décombres qu'ils ont laissés derrière eux ou les appuis considérables qu'autorise leur pedigree, seule est présentée au public fasciné leur réussite matérielle. En vouloir ou pas, telle est la morale de l'histoire. La volonté est à la portée de tous, n'est-il pas ? Donc ne parlons surtout pas de l'inégale distribution des moyens de l'appliquer et soyons gré au gouvernement de remplir sa mission en laissant libres les routes de l'argent.

Pour justifier ce dernier point et mater les sempiternelles objections des intellectuels réfractaires (qui, en plus, ne comprennent pas les vraies gens), la tradition est appelée à la rescousse. Ce dernier pilier est un fourre-tout, garde-robe mêlant esprit, théorie, science, foi, morale, fatalisme, sciences économiques et religion. Cette chorale hétéroclite prononce le panégyrique de la destruction de la majorité au profit d'une minorité. À force de répétition, cette propagande enlève à la majorité sa principale force, celle du nombre, en la persuadant que sa misère est juste et ne propose qu'une issue, l'ascension sociale au détriment des autres.

L'ubiquité du capitalisme se prolonge sur le terrain de la géographie. En tous lieux, il a su épouser la religion majoritaire. Si le protestantisme est son favori, ne pas croire que les autres religions se prêtent moins à la confiscation organisée : l'Islam fait de la charité un impératif ? Certes, mais la charité est aussi un excellent moyen de distribuer les rôles entre le mendiant – condamné à recevoir – et le puissant – qui donne à discrétion. De plus, cette charité peut parfaitement se substituer aux tâches distributrices de l'État et en justifier l'effacement. Le Catholicisme, dont le Protestantisme se sépara pour en dénoncer la liberté prise avec la liturgie, n'est pas non plus très... embêté par l'argent. Rappelons les écrits d'un pasteur luthérien, Dietrich Boenhoffer, mort pour s'être opposé au nazisme : les Chrétiens en général accordent un peu vite leur pardon, reprochait-il. « La gratitude bon marché » revient à admettre « la justification du péché en s'exonérant de justifier le pécheur ». Autrement dit, pour un criminel, racheter sa faute revient à se racheter lui-même. Les causes n'importent plus et la fin du rachat justifie n'importe quel moyen. Tel paroissien est devenu riche en escroquant la moitié de la planète ? Maudissons sa fortune, offrons-lui la rédemption pour le prix d'un don à l'église et jetons un suaire sur tout le reste. Les prises de position du présent Pape François ont, sur ce

---

<sup>50</sup> Un excellent exemple est la sublimation des statistiques personnelles dans le sport collectif.

point, le mérite de trancher et de rejoindre les aspirations de ses ouailles, gens démunis pour la plupart. Le poids des habitudes est malheureusement si lourd qu'un Pape ayant l'oreille des pauvres semble, par effet de balancier, perdre celle des puissants...

Il faut cependant ne pas, ne plus, surestimer le rôle de la religion dans l'économie capitaliste de marché, ni surévaluer ses capacités à la renverser. Elle ne fait plus office de filtre de la contestation dans les pays où l'église est (en théorie) séparée de l'État (la fameuse religion « opium du peuple », expression à laquelle Marx est trop facilement résumé) et le recours à la foi dans les théocraties est généralement l'adjuvant à une ploutocratie qui ne souhaite pas dire son nom. D'autre part, le capitalisme est suffisamment adulte pour ne plus avoir besoin du Livre comme béquille mais, même en ayant perdu de sa pertinence, la démonstration de son usage des religions éclaire sur sa capacité à tout recycler en sa faveur. Autre bastion de la chose publique sous sa domination, l'université, où il est là aussi parvenu à asphyxier la pensée contradictoire, du moins en économie<sup>51</sup>.

L'apparente inéluctabilité du capitalisme résulte d'une invasion méthodique par ses Hommes, idées et moyens de *tous* les lieux de pouvoir. Le parasitage est tel que l'horizon démocratique s'en trouve sinon complètement bouché, du moins inopérant. Debout, le capitalisme ne laisse pas l'espace à la contestation, au mieux lui accorde-t-il quelques concessions. La démocratie est pourtant considérée, et à juste titre, comme l'organisation politique désirable, seule propice à l'épanouissement de l'individu. La délibération des affaires publiques par la communauté, où compte à égalité la voix de chacun, sans distinction, est sans conteste le meilleur moyen d'atteindre l'harmonie. Mais sous un régime d'économie capitaliste de marché, point de démocratie effective. Seulement, disais-je, des concessions. La chute des monarchies, les Trois Glorieuses, le Printemps des Peuples, l'Internationale socialiste, la tentation communiste d'après les deux guerres, le Front Populaire en France, le New Deal américain... autant de séismes qui, en redonnant (parfois d'autorité) des pouvoirs et leviers de pouvoirs au peuple, ont fait vaciller l'idéologie capitaliste. Seulement vaciller. Acceptant un début de compromis démocratique, elle a ingéré les nouveaux modes de fonctionnement pour les adapter à ses besoins. Il en va ainsi de la sécurité sociale, dont je rappelais en début de propos les circonstances de la création : le patronat a volontairement morcelé son administration en fonction des branches et, en fin de compte, obtenu que les fonds cotisés soient gérés de façon paritaire et non par les seuls représentants des employés. Tout plutôt que faire face au salariat uni ! Et pourtant, il devrait être reconnaissant à la sécu de lui fournir des employés vigoureux

---

<sup>51</sup> « Police de la pensée économique à l'université », par Laura Raim, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2015.



dont les frais de santé (pathologies professionnelles y compris) et de retraite ne sont qu'en petite partie à sa charge. Supprimez cet amortisseur de la violence sociale, comme le réclame le Medef en France, et les patrons devront se débrouiller pour assurer la pleine forme de leurs salariés. Salariés qui, à leurs heures perdues, sont aussi leurs clients. Or une clientèle malade, invalide ou décédée ne gonfle pas un chiffre d'affaires. Ignorant superbement cette vérité toute bête, les représentants du patronat continuent à geindre, à se faire entendre...

Et à gagner du terrain. Même les gains du peuple pour le peuple, aussi salutaires soient-ils, sont absorbés par le capitalisme qui s'en sert jusqu'à les épuiser. En face, le vote. Opium moderne. Vous pouvez voter pour X ou Y, c'est écrit dans la constitution, de quoi vous plaignez-vous, citoyens ? Mais si le citoyen n'a plus aucune prise sur son mode de vie et sa relation avec le Monde, il n'a aucun pouvoir réel. Une démocratie sincère s'exerce dans une société où tout est ouvert, en premier lieu la propriété des principaux moyens et ressources, leur gestion, partage et usage. Si le pouvoir laissé au peuple se résume à choisir un visage et non les fondements de son action, il y a maldonne et urgence à se révolter.

Certes, la notion de « citoyen » fut une conquête sociale, un pas en avant. Du sang a coulé pour m'offrir le droit d'écrire ceci sans être décapité en place de Grève. Ou écouté par Marcellin. Merci à tous. Mais ces conquêtes sont aujourd'hui menacées par leur propre insuffisance. Grandes victoires en leur temps, elles se sont révélées être des concessions du capital en échange du maintien de son ordre. Entre 1945 et 1970, période faste des droits sociaux, le capital s'est fait discret, il avait besoin du peuple, comme salarié et comme client, pour se reconstruire sur les ruines d'après-guerre. Tout comme Paris valut bien une messe, la reconstitution des marges s'accommoda des syndicats, de la réduction du temps hebdomadaire de travail, de l'avancée de l'âge de la retraite... Leurs profits restaurés, et mis en péril par notre réticence à consommer autant qu'il le faudrait, les capitalistes dénoncent le moindre accroc à leur prospérité pour élaguer ces droits accordés à contrecœur : services publics, protection sociale, droit du travail<sup>52</sup>. Les défendre est un point de départ, à condition de trouver dans cette lutte l'impulsion pour finir l'œuvre des anciens.

Le cas grec expose la collusion politique, morale, idéologique, structurelle et judiciaire nécessaire pour permettre au capitalisme de continuer à imposer ses principes en dépit du bon sens. Il est dans sa nature, dans son essence, d'être borné car il ne peut y avoir de capitalisme modéré. Le marché doit avoir et la nature, et l'Homme intégralement à son service puis les essorer pour qu'ils produisent des quantités toujours croissantes. Le moindre ralentissement est

---

<sup>52</sup> Que, pour plus de justesse, nous devrions désigner droits des travailleurs, sa mission étant de faire contrepoids au droit contenu dans le capital.

synonyme de réflexion et nous éloigne de la course pour le profit, nous révèle son absurdité, la fausseté de ses prémices. Un danger mortel pour le capitalisme. Qu'il faut tuer dans l'œuf. Ses plus zélés serviteurs, ceux qui en tirent pouvoir et richesse matérielle, s'y accrochent comme Harpagon à sa cassette. Cela se comprend ! Les existences, les carrières, les êtres profonds de MM. Hollande, Valls ou Sarkozy, pour ne citer qu'eux, sont entièrement dépendants d'un système politique converti au capital. Ils n'ont atteint leur statut qu'en acceptant de mettre le pays qu'ils dirigent ou ont dirigé au service de l'idéologie capitaliste, en échange d'un large accès à ce capital et aux droits associés. Ce pacte faustien sans damnation finale correspond à leur ethos, leur éducation. Les professionnels de la politique le sont devenus en fréquentant les milieux où s'échange l'argent, le pouvoir et le droit. Ont-ils seulement conscience qu'un autre monde côtoie le leur ? J'ai peur d'avoir à répondre non. Il ne tient qu'à nous d'exister.

## Passer outre la démocratie pour mieux la refonder

Cet essai est une invitation à ne pas se soumettre au caractère prétendument inexpugnable du capitalisme. L'usage, au cours du développement, de certains mots à connotation brutale (« assassiner », « détruire », il y a de cela quelques pages) n'encouragent qu'à une violence symbolique et instrumentale, non pas physique et matérielle, celle-ci n'ayant jamais rien résolu. Un mot qui frappe secoue sans abîmer et le mouvement Attac n'aurait peut-être pas la renommée qu'il connaît sans son acronyme. Parler de l'assassinat, même symbolique, du capitalisme et de ses hérauts est une réplique à la hauteur de la violence, bien réelle celle-là, subie par les Grecs, pour ne citer qu'eux. Nous saperons donc le capitalisme, oui, mais dans ses fondements immatériels, partout où il achète le pouvoir de conditionner ses sujets. Là, il faudra le renverser dans ses principes, sans hésiter ni, bien sûr, toucher aux Hommes ou aux biens (souvenons-nous de l'aventure des « Lip » !). Reprendre main sur nos biens communs : santé, alimentation, éducation, transport, moyens de production industriels ou de service et, chapeautant le tout, gouvernements.

Laissons la destruction être l'apanage du capitaliste lui-même, il l'a suffisamment semée. Nous, citoyens, exigeons la relégation du droit de propriété privée derrière celui d'usufruit et la collectivisation des biens communs essentiels à notre bien-être. Nulle « dictature du prolétariat » ne nous guide, seulement un objectif raisonnable : la juste répartition des ressources, droits et chances. Le droit ne doit plus résider dans la possession et notre économie, dans une folie extractive de matières fossiles dont les réserves sont presque épuisées. Il faut opérer dès maintenant, faute de quoi nous laisserons à nos descendants des déchets et du désespoir. Ce serait une effroyable régression. Nous aussi avons reçu un legs : celui d'une planète détériorée certes, mais encore vivable par notre espèce, à préserver autant que possible. Et surtout un legs de droits, de devoirs, de libertés, toutes choses précieuses confiées par nos aînés à notre sens de la responsabilité. Ne prenons pas le risque d'être la première génération de l'Histoire connue à avoir consciemment appliqué la politique de la terre brûlée envers nos prochains. Souhaitons-nous réellement laisser le capitalisme écrire que la seule grande victoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle fut l'entrée dans la société de consommation ? Passant sous silence les acquis démocratiques, fragiles mais bien réels. Fragiles car en danger.

La démocratie est et reste un beau mot, à condition que le peuple ne soit pas réduit à choisir, sans plus de nuances. Nous, le peuple, devons être engagés dans ces choix dont nous avons préalablement défini la gamme. Il n'est pas suffisant que le corps politique avance au rythme

des suffrages, encore faut-il qu'il décide de sa direction et sache où il va ! La capacité de choisir entre plusieurs possibilités n'est pas ressentie comme une liberté si nous n'aimons pas la personne que nous serons à l'issue du choix. Le capitalisme nous abuse en jouant avec la cosmétique du choix. La liberté, dans son royaume, consiste en soixante marques de chips. Voilà à quoi est réduit le sujet d'une économie capitaliste labellisée « démocratique », au rôle d'arbitre de la concurrence mercantile. Là encore, la confusion entre quantité et qualité est intentionnelle. Peu importe qu'il y ait plusieurs emballages différents sur un rayonnage si le modèle de production/exploitation/consommation est imposé et aucun lieu prévu pour exprimer efficacement notre désapprobation.

Dans les faits, trente ans après, nous sommes contraints de constater que la démocratie capitaliste donne au peuple, *demos*, le seul pouvoir, *cratos*, de consommer et encore, selon un mode particulier fondé sur l'abondance, l'excédent... et l'exclusion ! Tant qu'il sera maintenu, ce gaspillage maintiendra la perspective d'infinitude servant de justification au capitalisme : de quoi vous plaignez-vous, peuple, si vous pouvez consommer ? L'action politique n'est pas un linéaire de supermarché, tout comme la spéculation boursière ne crée aucune valeur, seulement de l'argent désiré. Il n'y a pas de capital spontané, sans fond. Sa constitution et son usage sont les fondements de la vraie politique, au sens grec de *Polis*, cité. Que le peuple ait le pouvoir non négociable de décider du cours des choses au sein de la cité, n'est-ce pas un idéal pour lequel se soulever ?

Dans le cas contraire, la France correspondrait à ce personnage veule interprété par Coluche dans son excellent (et méconnu) sketch intitulé *Moi, ça va* : « *La France est un pays libéral, fait-il dire à son Français (très) moyen. On peut être en colère, il faut demander gentiment, c'est tout* ». Ce n'est qu'une caricature, une outrance, mais en phase avec les projets nourris par l'économie capitaliste de marché. Une société où le but ultime est de décrocher un CDI, Condamnation à durée indéterminée, afin d'entrer dans l'exaltant jeu du marché et de la consommation. Une société où règne la peur de ne plus bénéficier de la prévenance du capital, auquel nous remettons tous les pans de nos vies pour qu'il en exploite une rente. Logement, alimentation, transport, vacances, amour désormais, rien ne devrait lui échapper ? Il fait tout en sorte pour cela.

La colère que nous ressentons tous face à l'imprégnation par le capital se double de la désillusion face aux urnes. Le vote a perdu une grande part de son sens et il arrive que nous ne sachions, littéralement, plus où le mettre. Nous votons souvent, pourtant, mais là aussi quantité ne peut remplacer qualité si l'électroencéphalogramme politique est plat entre chaque suffrage. Quelques dialogues de mauvais feuilleton et des chiffres. Et dans les faits ? Des élus souvent

réduits à faire bonne figure face à leur impuissance. J'illustre : un Conseil régional veut forcer une entreprise polluante à adapter ses règles et normes au nom d'un droit fondamental, celui de l'accès de chacun à des conditions élémentaires de santé. Dans le cadre d'une démocratie idéale, le pouvoir du peuple étant souverain, la décision du Conseil, délégué de ce peuple, est elle aussi souveraine. L'entreprise s'y plie, conteste sur le fond si elle le souhaite mais perd de l'argent car la justice, gardienne de l'intérêt public, tranche en faveur de l'environnement au détriment du profit de quelques-uns. L'enfance de l'art. Transposons maintenant la même affaire dans une démocratie sous règne du capital. Contrariée par cette ingérence menaçante pour sa rente, l'entreprise rappelle d'abord bruyamment qu'elle fournit des emplois et, donc, l'accès à la consommation à une bonne partie des habitants (ce que les sciences de la communication appellent le « cadrage »<sup>53</sup>). Dans un deuxième temps, elle finance une contre-expertise en appui d'un recours en justice coordonné par des avocats renommés, toutes choses hors de portée financière du citoyen électeur. La bataille judiciaire devient bien moins certaine si elle oppose les représentants des citoyens à une entreprise qui se décrit comme la seule garante de leur entrée dans la consommation. Le capital n'achète pas le droit mais peut au moins acheter les moyens de l'interpréter en serinant ses propres visions de la réalité. Il appartient alors au peuple de ne pas être malléable et de réclamer l'application du droit écrit, défenseur de l'intérêt général, et non son détournement par le droit officieux de l'argent. Nous ne sommes pas à l'abri d'un juge d'instruction à morale élastique, prompt à ne rien faire quand l'argent privé menace, ou d'un élu local inquiet pour sa réélection et qui abandonne les poursuites de peur qu'elles traînent sans résultat tangibles. Ce genre de démission à bas bruit se produit plus souvent qu'on ne le pense et transforme doucement la démocratie actuelle en marionnette politique du capital. Non que la probité ait disparu, loin de là, et nous comptons d'ailleurs sur elle. Mais quel pouvoir avons-nous face aux démissionnaires ? Aucune, à part recourir à toutes les possibilités de l'appareil judiciaire en espérant trouver oreille favorable. Il y en a encore ! Trop même, aux yeux du capitalisme, qui recourt de plus en plus à une justice parallèle, l'arbitrage privé, pour régler rapidement des conflits de toute nature. L'avantage supposé de ces juridictions de l'ombre ? La célérité, nous dit-on, qui permet au commerce de se poursuivre et à la croissance de percer des autoroutes supplémentaires. L'avantage réel en est l'opacité et la possibilité, pour les requérants défendant les intérêts du capital, de choisir des arbitres

---

<sup>53</sup> Entman, R, 1993, « Framing : Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, 43 (4), pp. 53-58. Dans cet article très souvent cité, l'auteur définit le « framing », ou « cadrage » en français, comme la sélection par un acteur donné d'un ou plusieurs aspects d'une réalité perçue afin de le(s) mettre en avant, de façon à circonscrire un problème social complexe à une seule définition, un seul sujet voire à son unique dimension morale, pour ensuite proposer ses propres solutions. Tout le génie du « cadreur » étant de choisir le cadre qui l'arrange, à condition d'avoir les moyens d'y parvenir.

conciliants... Autrement dit, une forme marchande du droit pour échapper au droit réel, écrit par les peuples ou, du moins, pour eux. Le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership), traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, regorge de ce type d'échappatoire à la volonté de ceux qu'il soumet. Pas étonnant que ses parties prenantes souhaitent le draper de silence. Raté semble-t-il. À l'heure où j'écris ceci, presque 3,5 millions de citoyens européens ont signé, en moins de deux ans, la pétition demandant le retrait pur et simple de ce de TTIP et de son équivalent européen-canadien<sup>54</sup>.

La vigueur d'une telle initiative prouve que nous ne sommes pas résignés, loin de là. Cependant, nous semblons condamnés à exprimer notre colère en contournant les chemins démocratiques déjà balisés. Nous ne pouvons pas élire les détenteurs du capital et l'arrivée au pouvoir d'un personnage situé hors du cadre de pensée capitaliste est un remède tardif, une fois que le mal est fait. Dès lors, l'élu(e) en question a les mains liées, les structures en place étant trop dures à bouger. La Grèce est l'image à l'échelle d'une nation des désillusions contenues dans cette liberté fantoche. Les verdicts électoraux de l'été 2015 (victoire du parti Syriza, défenseur de l'abandon des mesures d'austérité) ont été ouvertement foulés aux pieds au titre de la défense des règles de l'UE sur lesquelles les peuples n'ont jamais été appelés à se prononcer. Ou plutôt le firent-ils, au printemps 2005, quand le projet de constitution européenne fut rejeté par référendum en France, aux Pays-Bas et en Irlande. Qu'importe. Rejetées par les isolements, ces textes revinrent par la fenêtre du traité de Lisbonne 2007 qui, par un jeu d'écriture (officiellement, il ne modifiait pas la constitution), fut imposé sans consultation. Consumériste et capitaliste il devait être, consumériste et capitaliste il fut.

La démocratie authentique n'est pas compatible avec l'économie capitaliste de marché. Le capitalisme peut en revanche l'absorber, surtout sur les territoires où il a précédé son arrivée, et la vider de son contenu tout en gardant ses oripeaux pour la façade. Nous ne sommes plus dupes. C'est pourquoi nous ne devons plus hésiter. Vaincre le capital dans les urnes sera impossible si nous n'avons pas d'abord ébranlé ses fondements par des actes concrets destinés à démontrer qu'il y a une vie – meilleure ! – loin des marchés (de capitaux, de biens, du travail). Reprenons aux entreprises privées à but lucratif ce qu'elles nous ont dérobé sans vergogne : moyens de production, ressources naturelles, biens communs et, plus simplement, nos corps ! Reléguons au rang de vestige, de contre-exemple à ne surtout pas suivre, le mode d'organisation sociale qu'imposent ces entreprises et ce marché. Au contraire, prenons appui sur ce qui reste de nos droits fondamentaux arrachés au capitalisme pour en écoper le lourd héritage. Notre énergie,

---

<sup>54</sup> Si vous ne l'avez pas fait, c'est à votre tour à l'adresse [stop-ttip.org/fr](http://stop-ttip.org/fr)

notre sueur, mis au service contraint de la déité-entreprise, ont tissé à travers les siècles un maillage fin de structures, de compétences, de savoirs. Elles nous appartiennent, alors partageons et employons-les enfin en notre nom. Non pour notre profit, ce mot a servi trop d'exactions, mais pour notre bien-être.

L'entreprise n'a pas à disparaître, seulement sa version cannibale. Voilà encore un mot détourné de sa neutralité, tout comme le fut la réalité qu'il désigne : groupement d'êtres humains et de ressources dans le but de fournir un bien ou un service. « Entreprendre » ne veut pas signifier prendre égoïstement à soi mais prendre avec la main et, par extension, entamer une action. L'entreprise ne vaut que par la destination qui lui est donnée : le complexe entrepreneurial est là, il existe et ne demande qu'à être saisi par son propriétaire légitime cette fois-ci, le peuple.

Comme pour le revenu de base, un simple retournement de pensée suffit à voir l'intérêt et les promesses d'une telle idée : faire en sorte que tous les processus de production partent des citoyens vers d'autres citoyens, avec le moins d'intermédiaires possibles afin de faciliter la lecture des transactions. Faisons en sorte que le producteur soit le vendeur et bénéficiaire de dernier ressort, et que son client puisse le voir, le connaître, mettre un visage et un esprit sur le prix qu'il paie. D'où le bannissement de la société dite « anonyme » et ses avatars, les entreprises par actions distributrices de dividendes dont le but et le moyen d'existence se confondent en la seule figure du profit. Le seul critère d'existence de l'entreprise doit désormais être son utilité sociale et sa raison d'être, le service rendu ou le bien produit. Les flots financiers qui l'entourent ne doivent servir qu'à la faire vivre et, surtout, faire vivre ses employés. Le salariat dans une telle entreprise n'a rien de néfaste, il n'est qu'une forme de rétribution en échange d'un effort fourni au service de la collectivité.

Car l'unique destin de l'entreprise dans une société délivrée du capitalisme réside en la distribution. Reprenons l'étymologie du mot ! Prendre avec la main (sous-entendu, des moyens de production), entamer une action productive et en distribuer les fruits. Contre une rémunération pouvant prendre plusieurs formes : les entreprises les plus importantes, consacrées à la gestion des biens et services indispensables (santé, hygiène, transports, énergie, éducation, certaines matières premières alimentaires produites à grande échelle), sont (re)nationalisées et fonctionnent avec nos impôts pour garantir la gratuité aux usagers ; les entreprises plus modestes, l'artisanat, les coopératives, les travailleurs indépendants conservent de leur chiffre d'affaires de quoi entretenir leur personne, leur famille, leurs éventuels salariés et l'outil de travail. La fiscalité intervient pour redistribuer l'excédent qui, de toutes les manières, finit par revenir aux entreprises sous forme d'individus en bonne santé, bien formés,

dignes et contents de l'être, puis de toutes les infrastructures diverses sans lesquelles leur commerce serait impossible.

L'entreprise est encore utile, bien évidemment, mais sans le lucre comme fin. Nous sommes capables, aujourd'hui, de produire collectivement nos moyens de subsistance sans avoir recours à l'aiguillon du profit. Le revenu de base, la nationalisation des moyens de production essentiels ou la réduction de la sphère de la propriété ne feront pas disparaître l'esprit d'initiative. Celui-ci obéit à de plus nobles envies que de vulgaires rêves de fortune. Internet, vaisseau-amiral du capitalisme moderne, fut une invention collective, un moyen de communication performant dont la découverte est due au « frottement de cerveaux » cher à Montaigne. La plupart des structures qui soutiennent encore aujourd'hui ce luna-park du n'importe-quoi sont des logiciels libres, autrement dit des savoir-faire créés, transmis et partagés non pas gratuitement (car il faut des infrastructures payantes pour les élaborer) mais hors de tout marché. Une hérésie du point de vue de l'orthodoxie capitaliste...

La plupart des entrepreneurs, en réalité, sont autant victimes du capital que leurs employés<sup>55</sup>. Un patron de PME cherche avant tout une activité dans laquelle il s'épanouit et, malheureusement pour lui, se retrouve à extraire du profit d'un moyen de production dont il n'est pas possesseur, seulement locataire. Il ne peut rémunérer la force de travail (la sienne et celle de ses employés) que bien longtemps après avoir payé le capital de ses créanciers.

L'entreprise peut faire bien plus, et bien mieux, que nourrir une concurrence entre collectifs d'humains face au marché, puis entre individus face à un autre marché, dit « du travail » ; cette seule expression est tout un programme, rien que par sa ressemblance avec le « marché aux esclaves ». Point de salut dans ces entreprises où nous vendons à vil prix notre droit à une vie décente, en niant de ce fait sa valeur intrinsèque, indiscutable. Il faut sortir de ces pièges intellectuels et sociaux, cela n'a rien de sorcier, mais cette sortie s'accompagnera aussi d'une sortie du cadre démocratique actuel. On n'éteint pas un incendie les pieds dans les flammes, ce n'est qu'en renversant les présupposés idéologiques qui nous gouvernent que nous aurons de beaux États. Le pouvoir de choisir doit tout entier venir du peuple pour lui être restitué dans le même état. Et exaucer ses vœux. *Demos. Cratos.*

---

<sup>55</sup> Voir les travaux d'Olivier Torrès dont toutes les références figurent sur le site de l'Observatoire de la santé des dirigeants de PME ([www.observatoire-amarok.net/fr](http://www.observatoire-amarok.net/fr))



## Comment agir ?

Comment agir ? Si elle ne peut être uniquement démocratique dans l'état actuel des choses, l'action doit néanmoins être politique. Toute forme d'action visant à récupérer le pouvoir des mains du capital se justifie à condition de viser le démantèlement de l'économie capitaliste de marché. La lutte doit être menée aux yeux de tous, au milieu de la Polis, la cité. Sur l'agora, auraient dit les Grecs anciens. Ce pour une raison simple : un mouvement dont l'objectif ultime est de mettre la collectivité au-dessus de tout, d'établir une société généreuse, harmonieuse ou la dignité de chacun est assurée et respectée, un tel mouvement ne peut naître qu'au cœur du peuple puisqu'il est affirmation de sa souveraineté totale et incompressible. Un rassemblement secret, comploter, reviendrait à se soulever contre l'oligarchie en place afin d'en installer une autre. Il y a suffisamment de putschs et de coups d'État pour ne pas en rajouter un. Autre alternative non viable, la quête d'un leader charismatique apte à concentrer les mécontentements, les traduire en votes et se faire élire pour détruire le système. Trop d'espoirs déçus ont été placés dans des hommes providentiels. Une fois au pouvoir, à moins de brûler le siège sur lequel ils sont désormais confortablement assis, les nouveaux héros s'enivrent du pouvoir et cherchent avant tout se faire réélire à coup de compromissions. Mitterrand, Lula, Zapatero, élus au nom du renouveau, ont tous fini comme les généraux des jeunes nations, ramollis sous le poids des médailles, corrompus, les ambitions au grenier. Et si d'aventure, le favori du peuple a le courage d'Allende...

Évitons le recours à la figure de proue, qui obligerait de toute façon le passage par l'urne – donc une campagne électorale, donc des moyens financiers considérables – et ne serait limité qu'aux nations capables de repérer et promouvoir de telles personnes. De plus, la tête qui dépasse constitue une cible facile, idéale même, pour le capital qui peut dès lors la viser à loisir. L'expérience nous a démontré qu'entre la force d'inertie politique de la machine capitaliste, l'absence de scrupules des intérêts dominants et l'affadissement des convictions consécutif à la détention du pouvoir, l' élu(e) est entre marteau et enclume et n'y résiste pas. Si lui n'en est pas forcément victime, c'est son peuple qui en souffre. De la trahison d'abord, puis du maintien de l'ordre antérieur.

Enfin, cacher le peuple derrière un individu reviendrait à escamoter les racines de la lutte, de la cause à défendre. Décidément, tout changement majeur et décisif doit venir du peuple, du collectif, ne réclamer aucune violence physique. Nous ferons révolution par entraînement mutuel et germination des bonnes idées. Si le mot « révolution » effraie les nostalgiques de la

Monarchie de Juillet, ou des précédentes, la révolution proposée ici touche les mentalités et n'a pas vocation à planter des têtes sur des piques. La solennité du moment exige une attitude bien plus noble, réfléchie, intelligente et audacieuse.

Sans violence. Les droits restants et les techniques de communication la rendent inutile. Rien n'empêche de détourner de leur usage les outils modernes de diffusion d'information. Je citais plus haut la ville britannique de Todmorden et ses jardins collaboratifs, disséminés partout sur son territoire. Cette initiative y serait restée confinée, sans parvenir à notre connaissance, s'il n'y avait eu la médiation d'internet. Paradoxe : sans la mondialisation néolibérale dont internet est le vecteur privilégié, la ville de Todmorden ne serait pas un cas isolé, une exception digne d'être connue, mais la norme.

J'en conclus que les outils dont le capitalisme s'est emparé pour abolir les distances entre lui, le marché et la force de travail, peuvent aussi bien servir à unir les revendications et universaliser la solidarité. Des techniques modernes dont nous avons exploré une foule de possibilités, retenons celles idoines à l'idéal de justice et d'équilibre ! Elles sont là, à portée de main et, cela n'est jamais assez répété, l'énergie des travailleurs employés à leur fabrication nous appartient. Unissons libertés d'expression, d'association et d'action avec la technologie pour emplir l'espace public de nos actions novatrices et de nos revendications. Sans slogans, sans pusillanimité, sans symboles ! Pas de « printemps », de « révolutions colorées », de « je suis », de sit-in sans lendemains ! Ou pas seulement ! Soyons concrets avant tout. Grèves, arrêts de production, occupations d'usines, manifestations massives, résistance passive, reproduction des initiatives d'avenir partout où elles ont pris naissance (réseaux locaux de partage des ressources, abolition du commerce lucratif partout où cela est possible et nécessaire). Rien de nouveau, rien d'effrayant à cela. Mai 68 en vit d'autres. Notre atout majeur, en 2016, est de pouvoir conjuguer tous les combats simultanément par une concertation rapide et minimale. Nos objectifs sont disparates mais la cause, elle, est commune : la dignité, la justice, l'égalité. À ces mots, nous pouvons soulever une vague en un instant, grâce aux réseaux de communication installés par et pour le capitalisme.

En somme, la révolte demande de retourner les méthodes du capital en faveur de ceux qu'il spolie. Il est de l'appréciation de chacun de s'inscrire dans cette catégorie ou d'en dessiner l'archétype. Les époux Klur<sup>56</sup> en sont un. Tout comme les habitants de Bento Rodrigues et de Mariana, villes brésiliennes envahies fin 2015 par des boues toxiques après la rupture de deux barrages attendant un gisement de fer propriété de l'entreprise Samarco (treize morts, huit

---

<sup>56</sup> Voir « Merci patron », le documentaire de François Ruffin, sorti au cinéma en février 2016.

disparus). Encore une des tragédies du capitalisme dont la fréquence est telle que nous ne savons plus les sélectionner, ni leur accorder la due importance. Il y en a trop ! Et pour cause, le capitalisme ignore les frontières, les ethnies – l'argent se rue partout où il peut étancher sa soif. Voilà pourquoi nous sommes tous concernés, certains de près nous venons de le voir, les autres de loin par leur seule appartenance au genre humain. Dans une société où l'Homme est chair à profit, personne à part un groupuscule d'ultra-riches ne peut s'abriter derrière sa situation ou le confort moral d'un CDI au salaire décent. Les salariés européens de l'industrie textile florissante de la première moitié du XX<sup>e</sup> voyaient loin, se projetaient dans l'avenir, eux et leurs enfants, en imaginant que si le capital les abandonnait, leur savoir-faire et les conquêtes sociales (en cours ou à venir) leur assureraient un certain bien-vivre. Comment s'en étonner ? Les travailleurs africains et asiatiques chez lesquels leurs anciens patrons sont allés chercher du profit frais ont sans doute eu les mêmes espoirs. C'est ce capitalisme qui nous fournit la majorité de nos biens de base, nous nourrit et nous alimente. Ce même capitalisme qui n'a vocation ni à l'honnêteté, ni à la fidélité et abandonne terres et travailleurs après les avoir essorés par la force ou par inaptitude des autochtones à se défendre<sup>57</sup>. Nous qui, à l'usure, avons compris combien est trompeur l'argument selon lequel le capitalisme a tiré des millions de personnes de la pauvreté, savons désormais que ses maléfices nous visent tous, de façon indiscriminée. Peut-on appeler « progrès » la ridicule rétribution reçue en regard des sacrifices fournis, de l'immense quantité d'énergie engagée, dépensée et gaspillée dans ce processus d'industrialisation au rouleau compresseur ? Car l'entreprise commerciale, peu importe son secteur d'activité, n'esquinte pas seulement ses employés. Elle engendre aussi des nuisances sonores, odorantes, sanitaires, environnementales parfois invisibles sur place. Le télétravail, inoffensif d'apparence, implique un attirail technologique dévoreur d'énergie grise et de matières rares.

Puisque la lutte pour la dignité de tous est universelle, installons nos positions là où les concessions sociales arrachées au capital ont autorisé le peuple à recevoir une menue monnaie, un début de protection sociale, en contrepartie des monceaux de richesses produites par leurs mains et cerveaux. Même si la Déclaration onusienne des Droits de l'Homme garantit qu'il n'existe, du moins sur papier, aucun peuple dénué de droit, les capacités d'action ne sont pas également réparties. Il incombe aux mieux lotis de lancer l'offensive, prendre leur courage en mains et emmener le reste du monde dans leur sillage. Le premier pas coûte moins qu'il y a un

---

<sup>57</sup> Le capitalisme n'apparaît pas tout de suite comme un piège. L'établissement de la monoculture d'une denrée jusqu'ici rare et très demandée engendre un profit immédiat très séduisant à la fois pour l'exploitant et le travailleur. Néanmoins, un produit cultivé en abondance n'est plus rare très longtemps, ses prix baissent, la rentabilité aussi et le premier lésé est le travailleur. Arrivé à ce point, il est trop tard pour dénoncer la supercherie. Les terres ont été gagées, l'ancien mode de vie détruit.

siècle, le capitalisme et son obsession technologique<sup>58</sup> nous ayant fourni (contre espèces) les moyens de faire circuler plus de volume, plus vite, et l'ennemi n'ayant, à notre connaissance, pas la possibilité de déclarer la mobilisation générale des conscrits. L'armée de la finance ne compte que des gradés dont aucun n'ira en première ligne face aux légions d'oppressés. La reconquête de la dignité humaine est une cause mûre, seulement non réalisée car passée sous silence. Je n'ai pas dit qu'elle serait facile. Ni à mettre en place, ni à poursuivre, mais l'ordre de bataille est là, prêt à saisir.

Comment agir, et où ? Les écrits et leçons du passé nous indiquent le début du chemin. Dans le domaine des idées d'abord, en les appliquant ensuite. Les diagnostics posés au cours des pages précédentes sont des évidences pour certains et nous espérons qu'ils le deviendront, même tardivement, aux yeux de tous. Ils ont en tout cas été posés depuis longtemps par les économistes atterrés, les socialistes sud-américains, les journalistes honnêtes (il en reste, bonjour à eux !), des élus de gauche intègres, des illuminés, les opposants à toute forme d'abus de pouvoir... Tous citoyens et citoyennes animés d'une certaine conception du bien commun et prêts aux sacrifices pour le défendre. Qui aime sans restriction l'Humain, le vivant, la nature et les tient en considération supérieure à tout autre chose rejoigne nos rangs pour qu'à terme, ils comptent six ou sept milliards d'individus. Nous sommes déjà nombreux à rejeter en connaissance de cause la logique capitaliste et consumériste. Bien plus encore la honnissent, sans se douter qu'une alternative est toute proche. Par épisodes, des bulles d'oxygène éclatent. Ce n'est pas encore suffisant pour agréger les énergies et faire naître une révolte. Sans cohérence face à l'idéologie de marché universelle et monolithique, il sera impossible d'interrompre la course permanente du capital. Nos premières perceptions du monde nous accoutument hélas aux espaces privatifs, à l'accumulation de biens, au confort matériel, à l'abondance de choses utiles et surtout inutiles. C'est pourquoi il faut au préalable ouvrir le carcan intellectuel du capitalisme : rappeler qu'en 2016, le commerce de masse est une suite d'actes destructeurs au profit d'une minorité, en convaincre en premier lieu les acheteurs (nous) et ainsi autoriser, par notre sortie concertée de ce type de transaction, le soulèvement du prolétariat situé à l'autre extrémité de la chaîne. Comprendre que rien n'est « bon marché » et faire passer le salut par la rétribution juste de chaque acte, chaque ressource. Scander sans relâche que la solidarité est réciproque, contrairement à l'enrichissement matériel, et garantir sans faute aucune des conditions de vie agréables, harmonieuses. Débarrasser la sobriété de son

---

<sup>58</sup> « La technique est devenue ce qui permet de tout faire. Elle est la possibilité en même temps universelle et absolue. [...] Elle permet la vitesse, l'instantané, l'immédiateté (fausse !), la puissance, etc. Tout ce que l'homme pense ou envie, il peut le réaliser et il semble à l'homme moderne que lorsqu'on rencontre un obstacle, c'est vraiment scandaleux. Quand il y a quelque chose que l'on ne peut pas encore faire, l'homme moderne trouve cela anormal. » Ellul, J., *op. cit.*, p. 400.

a priori négatif et l'associer enfin au progrès si elle contribue au partage équitable des ressources restantes et des besoins réels.

Nous n'en sommes effectivement qu'au seul stade des idées, de leur circulation. Bien savant est celui ou celle apte à dire à quel point d'avancement est la révolte à venir. Car elle aura lieu, volontaire ou forcée par l'extinction subite du moteur capitaliste. L'objectif est de la susciter pour en tirer un sentiment d'unité et des conséquences positives. D'où l'urgence de disséminer, partout où cela est possible, le sentiment d'indignation et les exemples viables de dissidence. « On résiste à l'invasion des armées. On ne résiste pas à l'invasion des idées » (Victor Hugo, *Histoire d'un crime*). Seulement quant à la marche des idées, succède le pas des Hommes.

## Ne pas se contenter d'une révolte sur papier

Aux assauts par la pensée et l'esprit, nous joindrons des actes probants. Prise seule, la coordination des colères et des discours est inopérante. La remise en question du capital est une première étape, indispensable et déjà largement entamée, mais seul importe le plan de route à suivre une fois que suffisamment de peuples l'aurons bousculé. Supposons le renversement simultané de plusieurs régimes autoritaires, ce qui s'est déjà vu, accompagné d'un défaut de dette dans un pays méditerranéen et de son habituel désarroi, alors que nous en connaissons les tenants et aboutissants. Ce panorama géopolitique ressemble comme un jumeau à celui de début 2011, il ne demande qu'à se reproduire.

Vaccines de ces fausses crises et vraies maladies du capitalisme, les peuples devront, sans aucun délai cette fois-ci, l'empêcher de se reposer sur son socle en exposant sur la place publique – et en les appliquant ! – les pratiques simples destinées à pourvoir au bien commun sans dévorer rien ni personne. Le revenu de base inconditionnel de qualité en est une, importante. Éradicateur de misère, garantie de liberté du citoyen face à l'emploi et son destin, il ne s'installera pas tout seul en un jour. Mais ses prolégomènes sont déjà là : production, échanges et transactions locales sans nécessité de profit, seulement de redevabilité mutuelle ; réquisition des biens ou services communs essentiels pour leur mise en marche gratuite en échange d'une rémunération par la collectivité (et non les seuls usagers) ; exigence de participation citoyenne. Nous profiterions du chaos général (politique et économique) pour montrer par l'exemple, partout où cela est possible, qu'un modèle alternatif est là, clefs en mains, prêt à faire ses preuves. Nous exigerions dans l'heure des constituantes pour graver ces nouvelles sociétés dans le marbre législatif. En accord avec la redéfinition géographique et économique des échanges de ressources, la démocratie deviendrait un flot continu<sup>59</sup> et maillerait tout le territoire. Des exécutifs, temporaires par limitation des mandats (dans le temps et la qualité), voire créés par tirage au sort pour statuer sur un seul sujet d'importance (implantation d'un aéroport...), seraient élus ou composés avec pour mission de légiférer ou délibérer en fonction des intérêts perçus et exprimés des citoyens. Aucun projet de loi ne ferait son chemin à l'Assemblée nationale sans avoir été soumis aux doléances des citoyens d'une circonscription, sollicitées et recueillies par un député qui aurait le temps et l'espace pour cela puisqu'il ne serait pas, en plus, maire, ministre, membre de conseil d'administration... avec le (pas si) secret espoir de conserver coûte que coûte ces postes et les avantages afférents. Ainsi les peuples profiteraient

---

<sup>59</sup> Nous faisons ici ouvertement référence à la « démocratie continue » proposée par Dominique Rousseau dans son ouvrage *Radicaliser la démocratie*, paru en avril 2015 (Éd. du Seuil).

de la panique générale pour poser sans attendre leurs projets sur la table rase ! Des projets nobles ambitieux mais sans démesure, aptes à étancher la colère en s'adressant à ses causes, puis à prendre le pouvoir sans tuer, sans écorcher, sans brûler.

Je songe bien entendu, au moins en partie. Les fondés de pouvoir du capitalisme ne poseront probablement aucune limite à l'expression de leur hostilité. Plus encore que sur le désespoir violent, ils parieraient sur la division rapide des peuples par la divergence des intérêts. Et ils n'auraient pas forcément tort : le désir de distinction ou la constitution d'une épargne (base originelle du capitalisme) sont des comportements trop répandus pour qu'il soit imaginable de les éliminer. L'avidité peut toutefois être étouffée sous le poids d'une majorité convaincue que son salut est solidaire ou n'est pas. La force du peuple n'est certes rien comparée à celle du capital et de ses séductions. Celle du peuple uni, en revanche, est invincible.

Alors unissons-nous ! Seule la confiance mutuelle tisse une toile sociale solide sans emprisonner le citoyen. Nous n'avons nul besoin du despote éclairé du *Léviathan* de Hobbes. Il n'existera jamais, tant il est vrai que la sécurité n'est pas le prix de la liberté mais une de ses conséquences. La peur de la mort et l'élimination de l'autre font, sans aucun doute, partie de nos instincts mais seul le capitalisme ose ne considérer que cette dimension de l'Humain. À sa chute, il nous appartiendra d'en ériger le contre-modèle, cette société inédite enfin prête à reposer sur l'entraide et la présomption de bonté. Sans besoin d'un quelconque surplomb divin pour prévenir les déviances. Rien de mieux, pour pacifier les mœurs, que d'arracher les racines du besoin de s'élever au-dessus de la masse : faisons en sorte qu'il n'y ait rien à y trouver, à y « gagner ». Conservons la compétition sportive, si un exutoire est nécessaire, et ramenons l'économie à sa juste définition, « loi de la maison ». Après avoir garanti à chacun une juste part de ressources, comme cela se fait (ou devrait se faire) dans tous les foyers, et obtenu la rédaction d'une nouvelle constitution faisant du citoyen le seul détenteur du pouvoir, nous devons enchaîner sans souffler. Cela paraît certes prématuré de se projeter au-delà d'un changement de constitution, d'en planifier la suite. Mais notre pire faiblesse face au capitalisme est l'impréparation, l'improvisation. Si d'aventure le capital se fendille suffisamment pour que nous nous fauillions en-dehors de lui, il nous harrera de nouveau si le peuple ne serre pas les rangs à cause d'une absence d'idées. Dès lors, partant du principe désormais accepté du revenu de base, nous en mettrions en place la gestion, domaine par domaine, de façon à démonter sa faisabilité et ses avantages. L'inconditionnalité des soins de santé guérirait ce secteur de la gangrène du profit. Au lieu d'une santé très largement privatisée comme l'actuelle, dont la couverture se rapièce au profit des mutuelles (pensons aux soins oculaires ou dentaires), mettons en place une couverture médicale universelle (CMU) de haut niveau, alimentée par les

cotisations salariales et celles des entreprises. Ces dernières contribueraient en fonction de leur chiffre d'affaires et non de leur profit, puisque celui-ci serait obligatoirement réinvesti ou reversé sous forme de salaires eux-mêmes plafonnés. Rien de plus naturel puisque le bon fonctionnement de la moindre entreprise dépend de la bonne santé de ses employés. Pour garantir la cohérence de l'usage de ses fonds, les ponctions sur les entreprises alimenteraient en priorité des caisses propres à chaque branche professionnelle, du moins celles des métiers à haute pénibilité, pour couvrir les frais spécifiques à l'activité professionnelle. La gestion et le financement en seraient paritaires certes, mais employés et employeurs seraient représentés au prorata de leur nombre, ainsi la priorité serait donnée aux premiers. Cela rendrait leur vrai sens aux « mutuelles » (où, par définition, chacun veille sur l'autre). Des professionnels de santé intègres (dégagés de tout intérêt privé), et non les laboratoires, définiraient les soins et médicaments remboursables en fonction du SMR (service médical rendu), les interventions prioritaires, les conditions de financement et les niveaux de prise en charge (une intervention dite de confort, ou de chirurgie esthétique non réparatrice, n'a pas vocation à être assurée à 100%). Les cotisations sociales appropriées (CRDS ou CSG notamment) étant déjà en vigueur bien que peu lisibles<sup>60</sup>, les métiers et formations nécessaires déjà existants, le plus grand changement à fournir concernerait les mentalités. Nous, citoyens, devrions sans doute contribuer un peu plus qu'actuellement, par un prélèvement sur salaire ou un impôt annuel progressif, au financement de cette sécurité sociale enfin digne de ce nom. Encore une taxe ? Elle ne ferait que remplacer l'argent brassé par des mutuelles dont l'augmentation annuelle des tarifs (hors inflation) est justifiée, disent-elles, par le coût croissant de soins de santé... qu'elles contribuent à renforcer en alimentant la spéculation autour de ces mêmes soins.

Les partisans du statu quo, s'ils résistent (et ils résisteront), brandiront aussi le spectre de la perte des emplois « marchands » et de la désorientation qui suivra. Ces emplois ne seront pas perdus, au contraire, ils ne seront plus marchands, du moins dans le sens capitaliste du terme, et en serons d'autant mieux sauvegardés. Oui, l'entreprise privée a besoin de corps et d'esprits pour créer les objets ou services vendus, mais elle ne crée pas les emplois elle-même, c'est la demande qui s'en charge. L'entreprise, elle, a besoin du moins d'emplois possible, la contention des coûts étant part intégrante de son profit. Ainsi les détenteurs d'un savoir-faire encore utile

---

<sup>60</sup> La Contribution sociale généralisée (CSG) et la Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) sont deux cotisations à taux fixe (donc égalitaires) prélevées sur tous les types de revenus, d'activité comme de placement ou remplacement. Instaurées dans les années 90 pour répondre aux besoins grandissants de financement de la sécurité sociale, elles sont une illustration du bricolage budgétaire des États. Censée durer cinq ans, la CRDS en a vingt aujourd'hui et la multiplication d'acronymes aussi vagues renforce l'incompréhension face à l'impôt. Fusionner ces deux contributions et leur donner un nom plus explicite quant à leur destination seraient deux services rendus au citoyen. Nous profitons, à chaque instant de nos vies, des prestations sociales. Il est normal d'y contribuer en proportion de nos revenus, mais que cela apparaisse nettement !



à la société dans le cadre de la nouvelle donne économique continueraient à occuper leur emploi, seules changeraient la raison sociale de leur entreprise et l'identité de l'employeur, désormais visible et responsable au-devant d'eux, plutôt que devant l'actionnaire. Bien entendu, d'autres métiers perdraient pertinence : la spéculation occupe beaucoup de cerveaux qu'il faudra occuper autrement. C'est ici qu'intervient le revenu de base : s'il faut six, douze mois pour former un banquier d'affaires ou un commercial d'entreprise pharmaceutique à une autre activité, nous prendrons ce temps. Les besoins ne manqueraient pas, stimulés par la mise en place des nouvelles structures non marchandes : les organismes de recueil et redistribution des biens et services nécessiteraient des hommes et femmes de tous types et profils, depuis l'accueil des prestataires jusqu'aux gestionnaires de stock, aux comptables, etc. La redistribution des ressources inclut aussi celle du travail et des priorités. Les 35 heures n'ont aucune validité en elles-mêmes et peuvent très bien passer à 30 ou moins, à condition que chacun y trouve un équilibre. De même, il n'est pas absurde d'envisager un retour massif de l'État dans le financement de la recherche scientifique et académique. Le secteur pharmaceutique, dont nous parlions plus haut, est pour l'heure confié à des acteurs dont la recherche de rentabilité les conduit à ne chercher que la molécule profitable quand ils ne spéculent pas grossièrement sur la future prévalence d'une maladie, voire d'un simple mal-être. Les sommes consacrées à la recherche de pilules qui font maigrir sont détournées de la bataille contre les maladies orphelines<sup>61</sup>, alors que le meilleur remède à l'obésité reste tout de même de moins manger et de s'activer un peu. Défaut de ce traitement : il ne rapporte rien au capital.

Contrairement à ce que dicte l'intuition, la suppression des intermédiaires entre le citoyen et les moyens d'exercice de son droit ne va pas éliminer des emplois, mais en créer. Il ne va pas limiter l'individu en lui interdisant un enrichissement matériel excessif, mais le libérer en lui ouvrant toutes les voies nécessaires à son épanouissement. Si l'État rend l'enseignement exclusivement public pour assurer le droit à l'éducation<sup>62</sup> en fonction du devoir d'égalité qui lui incombe, il effacera une partie des disparités face à l'apprentissage et pourra accomplir sa promesse d'embauche des milliers d'enseignants nécessaires car, cette fois-ci, les maîtres-auxiliaires non capétiens ne suffiront pas comme fonds de réserve. Et pour faire bonne mesure, les enseignants titulaires se verraient accorder des heures de décharge pour former les nouveaux arrivants, ce qui augmenterait encore l'embauche. Le droit universel au logement, qui se heurte aujourd'hui aux barrières d'entrée à la propriété et la spéculation immobilière, serait assuré par

---

<sup>61</sup> L'expression « médicaments orphelins » en est dérivée. Le fait que de tels remèdes fassent l'objet d'appels répétés au financement suffirait pour justifier le retour immédiat de l'État dans ce secteur. Si les individus à sa tête étaient courageux, bien entendu.

<sup>62</sup> Ce que proposaient le PSU et Michel Rocard, pourtant loin d'être un révolutionnaire, à la fin des années 70.

l'instauration d'une garantie étatique pour chaque prêt bancaire, voire par un achat du bien par l'État qui en rétrocéderait l'usufruit et la propriété partielle aux occupants. Pourquoi partielle ? Car il aurait ainsi capacité à récupérer ce logement s'il est trop longtemps vide. À terme, ce serait l'objectif à atteindre : un parc immobilier composé, comme aujourd'hui, de locataires et de propriétaires mais chapeauté par un État ayant droit et devoir d'être propriétaire des bâtiments en dernier ressort. C'est à lui, et non à une banque voire un fonds de pension, que nous paierions loyers ou traites. Le défaut ne mènerait pas à l'expulsion mais à l'étalement de la dette et au relogement éventuel si l'occupant a vu trop grand, l'État n'ayant pas vocation à faire du profit ni à violenter ses citoyens. Nous pourrions devenir les propriétaires temporaires d'un bien immobilier, le temps de son occupation, ce statut pouvant se transmettre à travers les générations en respect du statut particulier qu'occupe la maison dans l'histoire d'une famille. Les agents immobiliers ne perdraient pas leur utilité mais leur mission serait redéfinie, sans chiffre de vente en ligne de mire. La question des quotas de logements sociaux, dont certaines communes se rient en réglant des amendes dérisoires, ne se poserait même plus : hors spéculation, la valeur d'un bien immobilier serait calculée en fonction de données objectives (superficie, économie d'usage, distance des réseaux de transport) et s'il subsisterait une inégalité entre les citoyens – la qualité du logement serait proportion du budget disponible, malgré le maintien des aides en place – au moins tout le monde aurait un toit.

Le rôle des banques serait aussi revu. La lente dérive du pouvoir et de la raison sociale de ces institutions est si révélatrice des perversions du capitalisme qu'un ouvrage ne suffirait pas pour les détailler. Dans une société où le capital retrouverait son simple statut de somme d'argent mise de côté pour couvrir des besoins proches, les banques seraient des organismes de stockage et de distribution de montants rendus modestes par l'impossibilité mécanique de thésauriser à l'excès (plus de salaires indécents, taxation progressive, obligation pour les entreprises de réinvestir). Finies les banques d'affaires dont la seule activité réelle est d'extraire du profit à la seconde de marchés obscurs. Seules subsisteront des banques de dépôt aux prêts plafonnés et taux d'intérêts encadrés par une banque centrale enfin redevenue forte. Elles n'auront certes plus de milliards à manier, seulement des centaines de milliers en fonction de leur clientèle, mais cela ne mettra pas leurs boursicoteurs au chômage. En échange de salaires réduits (ils n'en mourront pas, rassurez-vous), leur fonction sera désormais d'assurer le placement de la monnaie nationale entre personnes physiques et/ou morales. Des entreprises ou artisans auront toujours besoin d'un prêt pour réparer leurs locaux ou acquérir du matériel ; désormais, quand ils frapperont à la porte d'une agence, ils ne seront plus accueillis avec méfiance ou vague mépris, mais trouveront un interlocuteur dont le seul métier est de leur venir en aide. Il va de

soi que nos nouvelles constitutions nationales<sup>63</sup> auront pris soin de rendre aux banques centrales de chaque État leur souveraineté sur la frappe, le taux, le prêt et la mise en circulation de la monnaie nationale, rendant nécessaire le renouvellement de l'UE.

Indubitablement, les pistes sont nombreuses et les réformes possibles, foisonnantes. Celles que j'élabore sont perfectibles, je n'en doute pas, mais plausibles et, surtout visent ce droit à la dignité et à une vie décente dont de nombreux Hommes se demandent légitimement s'il existe. Certes il est écrit mais, étrangement, il s'arrête à 18 ans. Ou un peu plus tard, selon les obligations légales d'assistance parentale. Ou ne commence jamais, si l'enfant naît sous le seuil de pauvreté. Mais peu importe l'âge, il arrive inévitablement dans nos existences un moment où l'État considère qu'hormis une obole (le RMI, puis le RSA, puis son successeur à venir), il n'a quasiment plus aucun devoir envers nous. Nous voilà alors seuls face au capital avec pour seule issue de se vendre à lui. En quel honneur devrions-nous être privés, la vingtaine conquise, de l'assistance collective alors qu'elle seule permet à l'individu de s'exprimer pleinement ? Le temps et l'énergie entamés à acheter sa subsistance est du temps perdu sauf pour une toute petite classe, celle qui profite du travail d'autrui. Quel gâchis.

C'est en cette optique qu'il faut comprendre la caricature par les néolibéraux de l'État-providence et de la protection sociale universelle comme infantilisans. « L'État-nounou », disent les laudateurs d'un surhomme chimérique censé savoir se débrouiller seul, entièrement seul (« l'entrepreneur ! »), les autres étant l'Enfer. Ces rentiers dégoulinants d'argent durement volé omettent de dire qu'ils ont passé leur vie à l'abri d'une fortune, souvent héritée, qui les préserve de tout, sauf de la bêtise. Leur posture est aussi facile et grotesque que celle des éditorialistes de la presse française fustigeant les largesses de l'État et les subventions publiques abusives... dont ils bénéficient allègrement pour imprimer leurs salades.

Ne pas se contenter d'une révolte de fauteuil, mots sans actes. La distance est faible entre nos colères et leur objet. Parfois, l'audace consiste à voir ce qui crève les yeux. En tous les endroits possibles, à toutes les échelles, dans tous les domaines, il faut contredire le capitalisme. Mes lieux d'expression sont l'écriture et la sobriété. Choisissez les vôtres, ils vous tendent les bras. C'est par le terrain, par les gens eux-mêmes que s'imposera l'alternative dont les néolibéraux nient l'existence. Le mythe du « hors du capital, point de salut » est trop ancré dans les têtes de nos dirigeants pour imposer le changement par un dialogue démocratique. La démocratie n'est

---

<sup>63</sup> Dans son plus récent ouvrage, *Au nom de l'humanité. L'audace mondiale* (éd. Couleurs Livres), Riccardo Petrella propose l'établissement d'une constitution mondiale pour répondre à la domination mondiale du capitalisme. Nous le suivons dans le principe et reconnaissons volontiers qu'il faut une révolte de dimension planétaire. En revanche, il nous semble difficile de rédiger un texte faisant office de préalable ou d'arme de lutte ; nous pensons qu'une telle constitution mondiale viendrait couronner une révolte réussie. Cependant, si un tel texte prenait vie demain, nous en serions surpris et ravis.

pas à blâmer mais ce qui en a été fait. Étriquée et contrariée, elle n'offre plus aucune marge de manœuvre à des élus qui, pour la plupart, s'ingénient à la réduire. Partout où, par la simple invocation du mot « démocratie », les peuples ont espéré avoir mis main sur les prérogatives de l'État, ces pouvoirs n'ont en réalité jamais cessé d'appartenir au capital. Des élections insignifiantes servent de vernis, d'autant plus mince que le pays est misérable. Les bataillons de désespoir venus s'échouer sur les rivages de Méditerranée ne viennent pas rechercher notre mode de vie, seulement légèrement plus affluent. Ils veulent survivre, peut-être vivre chez les anciens colonisateurs, là où repose le capital qui leur a été dérobé au cours des siècles passés et permet le maintien d'une paix interdite chez eux. Et comment répond la démocratie du monde occidental, dont il affirme être si fier ? Par le rejet, la peur, l'enfermement, pour élargir encore les fractures entre les opprimés (ceux du capital, de l'arme, du despotisme) et maintenir l'illusion si facile de sociétés éclatées, à la poursuite de leur prospérité sans se soucier de celle d'autrui. J'estime en mon devoir et mes capacités de citoyen européen d'imaginer un autre monde, d'en planifier les grandes lignes, d'essayer d'y conformer mes actes. De prendre parole, puisque j'ai encore ce droit.

Écrire un tel essai contient sa part de Prométhéisme. Il contient, entre autres risques, celui de s'exposer, d'être contredit, démenti ou, pire, de ne rencontrer aucun lectorat. Possible. Mais imaginons que j'obtienne un écho. Au prochain fléchissement significatif du capital, cela ne saurait tarder, cet ouvrage serait là parmi une quantité croissante d'écrits, d'appels, de discours, de pétitions, d'œuvres d'art, de débats, de messages de formes diverses, tous animés du même espoir. Ce foisonnement intellectuel constitue une panoplie d'arguments à opposer au capitalisme et y ajoute les idées à appliquer de suite. Nous dit-on que les droits acquis par le peuple sont trop chers, que l'austérité est la seule voie hors de la crise permanente ? Trop chers pour le capital peut-être mais, sans ces droits qu'il abhorre, le capitalisme n'aurait aucun moyen de maintenir en santé le vivant et les travailleurs qu'il essore. C'est lui, lui seul, qui fabrique sa déchéance en étant incapable de se rémunérer et de rémunérer correctement le travail. De se faire vivre et de faire vivre : logique, considérant que son propre enrichissement est son seul horizon ! Celui de l'autre sera forcément excessif. L'Homme et le travailleur, aussi déférents soient-ils, ne seront jamais assez dociles. Instruits par l'expérience, nous n'avons plus aucune raison de nous laisser traiter de la sorte, individuellement et collectivement, par la finance ou le politique. Chômeurs et réfugiés ne sont pas nos ennemis. Et si les seconds sont capables de courir des périls inimaginables simplement pour poser le pied sur notre continent, pourtant de plus en plus hostile, nous devons surmonter nos réticences à réclamer une refonte totale des États et le démantèlement des places fortes du capital.

Certes, chaque individu peut se sentir démuni face au capital. Son indignation, prise seule, reste muette. Tout comme ce livre qui, s'il reste fermé, ne pèse pas plus que ses feuilles. Je me suis pourtant acharné à l'écrire pour couler le ciment unificateur de la révolte. Avec toutes les initiatives animées du même esprit, grâce à l'union de toutes les bonnes volontés, les contributions de toutes sortes, nous parviendrons à mettre en marche le mouvement populaire qui périra le capitalisme.

Ne pas se contenter d'une révolte de papier car nous n'avons qu'un seul pouvoir. Un seul, certes, mais immense. Irréductible. Insubmersible. Celui d'être.

## Désobéissons !

Alors désobéissons. La désobéissance est constitutive de la révolte anticapitaliste car le capitalisme empêche d'être. Plus subtilement, il en décourage. Être ne se mesure pas, ne s'organise pas, ne se décrète pas, ne se quantifie pas. Cela est potentiellement dangereux pour la machine productive et sa voracité. Être demande de réfléchir, s'arrêter, penser à sa destinée, ses envies, ses aspirations, s'affirmer... je m'arrête là, vous avez compris. Le capitalisme conditionne l'individu à se définir par rapport à lui et uniquement ainsi, ce qui l'exonère de l'introspection et de son résultat, la prise de pouvoir sur soi-même. Le capital nous voudrait aphones, or on ne peut signaler son existence par le silence.

Cette maxime élémentaire est au cœur de la violence terroriste, forme d'expression ultime du désespoir. Les attaques du 13 novembre n'avaient rien de nouveau : de tous temps, des Hommes dont la vie ne recelait aucun sens (pour eux) ont cherché une fin pour laquelle se sacrifier. Contrairement aux discours des élus désemparés (« puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être l'organisateur », Jean Cocteau, *Les mariés de la Tour Eiffel*), il est impossible de résumer un carnage organisé par un conflit de religion ou de « civilisation ». Il est menteur de se retrancher derrière nos « valeurs » et de diviser le monde entre bien et mal, le bien étant évidemment du côté riche du théâtre des opérations. Un attentat suicide semble la seule façon pour un cerveau malade de dire « j'existe ». Oser affirmer que ces jeunes gens ont agi de plein gré perpétue les causes de la tragédie. Ces gosses ont été refoulés à la porte d'un capitalisme qui n'a pas besoin d'eux comme consommateurs (pas assez riches), ni comme main d'œuvre (trop chers), mais seulement comme force de réserve pour faire peur aux actifs. À la doctrine capitaliste qui les rejette, ils ont préféré la conception morbide d'une religion qu'ils ne comprennent même pas.

Ce n'est pas cette désobéissance qu'il faut prôner. Mais nous devons la prendre en compte, la considérer<sup>64</sup>. Tant d'êtres humains déchiquetés, rejetés, poussés aux comportements les plus extrêmes par un mode d'organisation sociale pour lequel nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir du dégoût. Si un adolescent de Marseille déploie des trésors d'ingéniosité pour pouvoir se faire trucider en Syrie, alors imaginez la puissance déployée si nous parvenons à transformer cette rage en énergie positive. Revendiquer son droit à être, cela chahute, bouscule et renverse, mais peut ne pas détruire. Il faut trouver le mot juste, l'initiative adéquate, hors de

---

<sup>64</sup> Prendre (et comprendre) le terrorisme comme ce qu'il est, forme illégitime d'une légitime révolte, n'équivaut pas à « l'excuser », au contraire de ce que prétend Manuel Valls. Ce qui gêne le locataire de Matignon, ce sont les conclusions auxquelles le processus de réflexion pourrait parvenir en cherchant à le comprendre. La responsabilité des gouvernants dont il fait partie n'en sortirait pas indemne.

la sphère de pouvoir officiel certes mais toujours vers le bien commun. Sans demander son avis au capital, afin de lui prouver qu'en dehors de lui se situe le salut. La désobéissance est légitime si elle a pour objectif le bien commun, surtout face à des lois sont scélérates. Quand un État impose un flicage permanent et soi-disant préventif (que le langage populaire dénomme « délit de sale gueule »), se dérober à lui devient un devoir moral (Emerson, Thoreau, Bentham).

Or l'espoir est permis car en de nombreux endroits, capital et loi du marché conduisent à des situations tellement inextricables que leurs propres défenseurs en tressaillent. Même aux États-Unis, Terre Sainte de la recherche du profit<sup>65</sup> ! Dans ce pays où les études supérieures sont payantes et facturées proportionnellement à leur qualité supposée, les diplômés ont accumulé de telles quantités de dette que la plupart n'auront pas assez de leur vie active pour la rembourser. Or, et cela se sait peu (même là-bas), l'administration Obama a mis en place des dispositifs de plafonnement des remboursements et d'effacement de la dette fort coûteux pour la collectivité. Une hérésie idéologique vendue en échange de l'obligation par les diplômés d'accepter, à la sortie, des métiers d'intérêt général et non un poste de trader, seul issue pour ne pas mourir débiteur. Même là-bas, l'intérêt général est invoqué pour tempérer les ardeurs du capitalisme ! C'est Brejnev qui fleurit la tombe de Reagan...

Voilà un exemple de mesure constructive dont nous devrions faire la norme. Quant aux exemples de courage, inspirons-nous de l'Afrique où il ne se passe pas un mois sans contestation des États fantoches installés sur le continent par les Européens pour poursuivre la colonisation. Eux sont immunisés contre le poison des élections truquées. Pas vieux et pourtant, déjà blasés du droit de vote. Mais pas de l'action civique. De Tunisie, du Burkina Faso, du Sénégal surgissent des modèles de protestation paisible, instruite et intelligente. Les excès dans lesquels ces mouvements finissent parfois par tomber sont souvent le fruit de la répression dont ils sont l'objet. Tabassez Martin Luther King et vous obtiendrez Malcolm X, sans vouloir dénigrer l'un ni l'autre. Il est facile, alors, de condamner la désobéissance pour trouble à l'ordre public, aussi inique soit ce dernier. Mais si, comme cela est aujourd'hui possible, nous faisons choir les frontières et unissons nos actions de désobéissance et défense de l'Homme, leur légitimité sautera aux yeux. Le capital retournera dans ses casernes et nous l'en ferons sortir pour s'emparer de ses outils et restaurer l'ordre des choses : mise en commun des richesses qui restent sur Terre pour les préserver, la préserver, et faire en sorte que nos descendants grandissent dans une Nature renouvelée.

---

<sup>65</sup> Pudiquement appelée « recherche individuelle du bonheur » dans leur Constitution. Le bonheur ne peut être qu'individuel, bien sûr.

C'est l'essence du communisme, du moins ce que l'on doit en garder. Plutôt que lui associer les goulags (et indirectement, à Marx et ses idées) alors que les morts du nazisme, du franquisme ou d'ailleurs sont bizarrement épargnés au capitalisme. Faut-il pour cela dénigrer la pensée communiste pour avoir servi de prétexte à des dictatures ? Je n'ai pas brandi les portraits de Mussolini ou Hitler pour disqualifier le capitalisme, c'eût été malhonnête et inutile. Nos étendards n'auront pas de visages. Ils les porteront tous pour rappeler que l'État, c'est nous. Guillotins Louis XIV, il n'a pas eu cette chance, en redéfinissant l'État, ses pouvoirs et devoirs. Enlevons à la dette publique cette odeur de péché. La dette privée, elle, est en revanche encouragée. Quand ses montants deviennent extravagants, elle devient un investissement (notez la nuance).

Alors que la dette, si le peuple en contrôle la quantité et l'usage, est un processus fidèle à l'ordre des choses, indispensable à la bonne marche d'une économie équilibrée. Réhabiliter la dette, la remettre à sa place dans le cours des choses, est une autre forme de désobéissance légitime. Les semailles, à leur façon, ne sont-elles pas une dette contractée en hiver, remboursée par la récolte printanière ? Et la récolte, à sa façon, nous met en dette envers la terre, qu'il faut alors laisser reposer. Une des vocations de l'État est d'être débiteur en permanence, signe de confiance en l'avenir et en son peuple. Une fois que nous serons, pour ainsi dire, devenus les États redéfinis, il sera plus simple de se faire mutuellement crédit. Les structures existent déjà, il faut en généraliser le principe. La protection sociale est une forme parmi d'autres d'endettement organisé au service de tous. Prenons les retraites. Même déficitaire, un système de pensions généreuses est un message envoyé aux citoyens pour le rassurer quant à leurs vieux jours, une garantie de soutien inconditionnel jusqu'au décès. Le marché est incapable d'accepter cette logique. Selon lui, le financement de la vieillesse n'est fonction que de la capitalisation pendant la carrière : quiconque n'a pas assez amassé l'heure venue s'en prendra à lui-même. Certainement pas à l'employeur qui a sucé sa force de travail en lui versant une aumône en échange. Pourtant, là encore, un citoyen sans inquiétude pour l'avenir se donnera plus volontiers à son activité de l'ici et maintenant. Et dans ce domaine, le capitalisme démontre toute l'élasticité de sa morale : les retraites sont un gouffre, une catastrophe, un frein à l'emploi, mais bien pratiques pour envoyer à la casse les employés d'une entreprise pas assez rentable.

Nous pouvons éliminer le capitalisme par étouffement. En se donnant la main, partout où cela est possible, pour lui faire barrage et l'empêcher de proliférer. Oui, l'économie capitaliste de marché est une tumeur. Ses règles et diktats forment un holisme sans fondement dont la survie ne peut passer que par l'écrasement de tout corps étranger. Ouvrez un dictionnaire médical, c'est ainsi que se répand un cancer. En confisquant l'énergie des autres organes.



Sans autrui, nous ne serions pas. Nous lui devons alors de faire bon usage de cette confiance. Certains diraient qu'il n'y a rien d'incompatible avec le capitalisme : faire fortune en donnant du travail à des ouvriers revient à rendre service à tous, non ? Non, car l'employeur ne donne pas le travail, il se contente d'exploiter le mauvais sort de l'employé qui n'a d'autre issue au dénuement que de voir son labeur volé – ou payé en deçà de sa valeur – au profit d'un inconnu.

Plutôt que de faire dépendre tous nos droits et devoirs du capital, donc de la propriété privée, ceux-ci doivent dériver de notre présence au monde. L'être humain est un maillon de la chaîne du vivant et, en cela, pas plus (ni moins) important qu'un autre. Nous sommes tous mutuellement endettés et devons accepter ce principe, son irréductibilité, d'autant qu'il est impossible de « rembourser » sa vie, seulement d'en laisser une trace positive. Des souvenirs, une œuvre, un peu d'amour. Une maison car sa valeur affective peut se transmettre sous forme de patrimoine, mais sans recours à la spéculation. Mais des actions, un compte en banque ? Tout cela perdra sa valeur au moindre changement de monnaie ou de cycle économique. Les légataires de fortunes en sesterces auraient l'air fin, aujourd'hui.

Nos relations humaines sont bien plus basées sur la « redevabilité » que sur la comparaison et le legs de fortunes numérique. Redevabilité de la vie, de l'éducation, de l'amour, de l'affection, de tous les bienfaits présents sur Terre à notre arrivée. Cette idée n'a pas de place dans nos isolements ou alors à la marge, ce lieux que les partis majoritaires dénoncent au nom du « vote utile ». Voilà : nos choix politiques, donc sociaux, devraient correspondre à un résultat visible, chiffré, quantifiable. Certainement pas à des idéaux. C'est par crainte du pouvoir mobilisateur de ces idéaux que les « sociaux-démocrates » se présentent comme les seuls légataires acceptables de l'exécutif : soit eux, soit l'extrême-droite. Vu sous cet angle, voter pour des illuminés de gauche est un danger mortel. Sauf à considérer que l'électorat n'est pas idiot et ne se rend pas au suffrage seulement pour « sauver la démocratie » en renouvelant le mandat des tenants de l'ordre social. Il existe un espace politique pour le redistribuer autrement qu'en agitant la haine. Cela pourrait être l'Union européenne, si elle avait été fidèle à l'esprit de l'immédiat après-guerre. Cette Union, une fois débarrassée de ces lubies de marché universel, peut parfaitement soutenir les projets du peuple. Quoi de mieux, après avoir porté au jour le programme post-capitaliste et l'avoir répandu dans autant de pays possibles, que de l'inscrire dans les Traités européens ? Et de refonder l'Union à partir des États nouvellement constitués. Nous pourrions même faire l'économie d'un abandon de l'Euro ; la concurrence des monnaies locales et la chute drastique des activités spéculatives donneraient, de toute façon, une importance bien moindre à sa « valeur ». Il dévaluerait, ce qui serait excellent pour les dettes

extérieures et les balances commerciales, et nous handicaperait à peine. Nous n'aurions plus les moyens d'importer des courgettes marocaines en février (aux dernières nouvelles, il en pousse aussi en France et nous pouvons les mettre sous conserve si nécessaire) ou des appareils assemblés en Asie de l'Est, autant de gagné pour la sobriété et les emplois locaux. Il est même possible d'imaginer un Euro « européen » assez fort, au taux égal dans toute la zone, pour les échanges avec les autres aires monétaires, et un Euro « national » à usage interne, dont les banques centrales nationales régleraient les taux en fonction de leurs besoins. L'Union, dont le pouvoir ne serait plus enraciné à Francfort, aurait les missions, considérables, de veiller à la défense des droits des citoyens chez les 28 pays et à la mise en place de partenariats ou projets communs ; Erasmus est une de ses rares réussites, pourquoi l'abandonner ? L'opacité de ses structures, tellement grotesque qu'elle semble volontaire, laisserait place à un Parlement. Un député pour un million d'habitants, 500 élus selon les proportions des Parlements nationaux. Un parti détenant 60% des sièges de son assemblée enverrait 60% de sa représentation au Parlement européen. Les choses seraient plus lisibles politiquement. S'il prenait à un ou plusieurs électors de s'éprendre de groupes radicaux (Podemos, le Syriza de juillet 2015), l'UE ne leur jetterait pas le regard réprobateur du père sévère sur l'enfant turbulent mais, au contraire, devrait prendre en compte l'arrivée en son sein de l'enfant turbulent. La vérité sortirait de sa bouche, qui sait ?

Combattons par les faits, par l'exemple, par la conviction, par l'intelligence. Et pour les cyniques prompts à dénigrer les bonnes intentions, rappelons les propos de Jens Stoltenberg, premier ministre norvégien, après une autre tuerie, celle d'Utoya, en été 2011 : « *notre réponse au terrorisme, c'est plus de démocratie, plus d'ouverture* ». Plus aucun meurtre de masse n'a eu lieu sur son sol depuis alors que la réponse répressive de la 7<sup>e</sup> compagnie qui nous gouverne aux cinglés de janvier 2015 n'a pas semblé décourager ceux de novembre suivant. Et pourtant, M. Stoltenberg n'est pas le premier pacifiste venu, sans quoi l'OTAN ne l'aurait jamais choisi pour secrétaire général...

Combattons par respect de la vie, de toutes les vies. L'équilibre naturel tel qu'il s'est lentement établi sur le sol terrestre est menacé par une fraction d'entre nous, groupuscule d'égocentriques qui prétendent tout modeler selon leurs envies (décrit ainsi, l'être humain ressemble très fort à Nicolas Sarkozy). Il y a plus d'indignés, d'aterrés, d'inquiets, de prêts au changement que de partisans de la fuite en avant. C'est aux premiers de s'emparer du cours des choses. Fin novembre 2015, tous se sont penchés, depuis Paris la polluée, au « chevet de la planète ». Quand vous me lirez, vous mesurerez mieux l'échec de ce rassemblement d'hypocrites baptisé « COP 21 ». « Au chevet de la planète ». Quel mépris, quelle déconsidération ! Il y a les mots, d'abord,

qui mentent : non, la planète, boule de roche en orbite, ne risque rien, c'est son équilibre physico-chimique actuel, favorable à nos désirs, qui est menacé. Je pense que « la planète », ou plutôt sa surface, se porterait mieux sans l'Homme. Sans ces chefs d'État surtout, riches et installés dans un petit cercle mégalomane d'obsédés de puissance. Sexagénaires pour la plupart, ils se contrefichent de cet avenir dont ils ne feront pas partie. Ils seront bientôt morts et, en attendant, passeront leur retraite à l'ombre de leur fortune et de leurs ayants droits. Louons George Bush (le père) pour avoir osé dire, à haute voix, que le mode de vie de ses citoyens « n'était pas négociable ». Si tous ses collègues avaient la même sincérité, le peuple prendrait cela comme un mandat pour s'emparer de son destin.

Du point de vue de l'*homo oeconomicus*, cette créature de papier et de froid calcul incarnation de l'orthodoxie capitaliste, la revendication de George Bush Senior (qu'aucun de ses successeurs jusque Barack Obama n'aurait reniée) est pourtant absurde. Du moins en prenant en compte toutes les données dont nous disposons aujourd'hui. Face au réchauffement général de la température au sol et des océans, causé par l'extraction et la consommation fébriles d'énergies fossiles, un raisonnement simple aboutirait à la conclusion que pour maintenir notre profit maximal, c'est-à-dire rester en vie et en bonne santé avec un peu de capital devant soi, le tout dans un environnement stable, il faut tout arrêter ! Ne plus rien dépenser, ne plus rien extraire, arrêter tout productivisme à but d'exploitation du capital car les pertes potentielles sont énormes comparées au petit profit encore possible. Le capitalisme n'aime pas l'inconnu, l'incertitude, l'irrésolu. Il veut des perspectives de profit, des promesses de chiffre d'affaires, du rendement. C'est bien pour cela que ses thuriféraires cultivent encore cette illusion de monde coincé dans un espace-temps éternellement identique. Mais la réalité frappe à la porte : l'extraction d'hydrocarbures entraîne des coûts structurels ou environnementaux de plus en plus énormes, tandis que les parts de marché se réduisent car la demande augmente malgré le danger que cela représente. Le taux de profit du secteur baisse aussi vite qu'un indice de popularité et les dégâts à long terme de l'usage de ces matières sont certifiés, mais incommensurables. Donc imprévisibles alors que les bénéficiaires, eux, se réduisent. Face au non quantifiable, l'*homo oeconomicus* s'arrête. Celui de la théorie, en tous les cas, à partir du moment où il n'a aucune visibilité tangible. Si vous êtes vendeur d'explosifs et que votre voisin vous propose d'acheter le stock à n'importe quel prix pour faire sauter le quartier, vous vous asseyez sur le profit immédiat pour ne pas voir détruit votre outil de production, même en supposant que le sort des habitants du quartier et de vos propres employés vous indiffère. L'exploitation des énergies fossiles est une transaction de ce type : nous commerçons notre propre saccage, en spéculant sur l'arrivée la plus tardive possible des ravages.

La vacuité des principes directeurs de nos sociétés est devenue d'autant plus insupportable que nous avons tous les outils pour en changer définitivement. Et si l'ennemi est fort car sa domination patinée par les siècles, ses soldats d'aujourd'hui sont des falots, seulement capables de se replier sur des positions désignées à l'avance et connues de tous : « plus de capitalisme, de marché, moins d'État, de dépenses publiques, de barrières à l'entreprise ». Face à une telle faiblesse intellectuelle, désobéir n'est même pas une possibilité, c'est un impératif !

Plutôt que les prétendus sacrifices et reculs que promettent nos gouvernants chaque fois qu'on leur présente les mots de « sobriété », « frugalité » voire l'anathème de la « décroissance », pensons au plaisir que nous ressentirons à reléguer dans leur insignifiance les gouvernements d'hier et leurs conceptions mesquines du monde. Certes, pour nous retrouver ensemble, unis par la cause et, souhaitons-le, dans la future victoire, il va falloir s'adapter. Garder cinq ans le même téléphone sans lui demander de nous remplacer pour tout (entraîné, notre sens de l'orientation ridiculise un GPS), refaire de l'avion un luxe dispendieux, s'éduquer à cuisiner des ingrédients régionaux. Nous parler en personne, nous déplacer plus lentement, faire nos achats auprès de vrais humains et non de caisses enregistreuses, se demander réciproquement des conseils de cuisson. C'est amusant, je n'ai pas peur du tout de ce monde-là. Je l'accueille à bras ouverts.

Mais il faut d'abord, tourner la page du capital.

## Il est l'heure de se lever

Ceci n'est pas une conclusion. Ce propos n'est pas destiné à être conclu mais suivi d'effets. Il se veut un appel sans équivoque à l'action.

C'est surestimer le pouvoir de l'écrit ? Peut-être. Pas celui de la pensée et de la capacité du peuple à reprendre les commandes de son destin, ni l'ampleur de sa colère. Nous sommes nombreux à être rongés par la frustration et la rareté des canaux ouverts à son expression. Novembre et décembre 2015 ont vu se succéder, en France, un carnage et une élection où trois suffrages sur dix sont allés à l'extrême droite la plus idiote des deux hémisphères. Circonstance aggravante : lors de ce même scrutin, la moitié des inscrits n'ont pas daigné se déplacer. Je ne veux pas sur-interpréter : le vote du désarroi pour l'extrême droite et ses modes d'emploi Ikea (« fermez les frontières ! », « mettez les chômeurs au boulot ! ») ne peut être frontalement comparé aux fantasmes destructeurs de gamins endoctrinés. Dans les deux cas, cependant, l'économie capitaliste de marché émerge au rang des coupables. Son idéologie de la lutte entre individus pour le droit de vivre banalise l'inimitié au point d'en faire une norme. Un système ! Additionnée à la misère intellectuelle et sociale, elle éclot en une haine incontrôlable. Il n'y a rien de pire que se sentir dépossédé de tout, de soi-même en premier lieu, après une suite de défaites ressenties ou réelles. La perte d'un emploi ou l'obligation d'y rester alors qu'il vous détruit ; la longueur d'une jeunesse parquée dans des cités réservées aux dénués de capital, donc de tout droit, surtout de parler et d'en sortir ; l'impression que l'Autre ou l'Ailleurs sont des concurrents mieux armés que soi.

Tout cela crée un climat permanent d'instabilité et interdit toute confiance en l'avenir. Le capitalisme cherche toujours de nouveaux gisements, au sens propre, et rend impossible toute prospérité durable autre que la sienne. Celle de l'individu est forcément provisoire, fragile et doit se sédimenter dans le conflit. Mais un conflit larvé, sur les marchés, dans des lieux dépersonnalisés (commerces, entreprises). Voilà pourquoi notre vraie Némésis, le capital, n'a pas de lieu, de domaine, de visage. Voilà pourquoi nous avons besoin de fixer notre peur, notre écoeurement sur quelqu'un ou quelque chose. Là est le plus difficile. L'adversaire à occire est en nous, et il se nomme résignation.

Le premier pas, celui qui coûte disais-je plus haut, doit nous mener hors de son règne. Ce pas, ni les électeurs du FN ni les fous dangereux de la religion (ou d'autre chose) ne le feront. Leur haine se cristallise sur leurs semblables, n'importe lesquels, en fonction de l'air du temps et de la géopolitique. Pour X, ce sera Y. Et Y en déduira que X est la source de sa souffrance. L'un

tuera l'autre, l'autre expulsera l'un. Au-dessus de ces contingences, le capital arbitre et sourit. Tant qu'ils s'entredéchirent, se dit-il, ils ne s'en prendront à moi.

Unissons-nous enfin, plutôt que de jouer les atouts du capital, et envahissons tous les interstices dans lesquels il s'est glissé. Là, nous le contrerons par le pacifisme, par l'Homme. Par l'exercice non négociable du droit indiscutable, inaliénable, incontestable et u-ni-ver-sel à la jouissance des biens communs que sont la santé, l'hygiène, l'alimentation, le logement, l'éducation, l'opinion, le discours, la dignité, l'emploi, la retraite, la paix. Oui, la paix peut fleurir de tout cela. Donnez du pain, de l'eau, une éducation, des savoirs, un toit et quelques mètres carrés à chaque homme, femme, enfant. Pas plus à l'un qu'à l'autre, ou à peine. Et vous aurez une paix durable. Je me distancie de René Girard quand, dans *La violence et le sacré*<sup>66</sup>, il relie la haine à l'avidité, elle-même conséquence du processus d'imitation indispensable à l'apprentissage. Un être humain comblé ne ressent plus le besoin de se hisser au-dessus de la masse, surtout s'il ne le constate pas chez autrui. Le désir mimétique, la rivalité potentielle entre humains, peuvent ne jamais disparaître complètement mais se taisent chez un citoyen épanoui. Toutes ses angoisses profondes – déclin, vieillesse, mort – trouvent une réponse dans la pleine possession de son existence. Seule la croyance dans la mythique toute-puissance du capital transforme ces angoisses en avidité en entretenant l'idée que nous pouvons acheter la vie. Celle de l'autre – là est le danger du désir mimétique. Se persuader qu'en ôtant à autrui son capital, j'acquies sa force vitale. Cela n'a rien de naturel ni d'ancré, ce n'est qu'une construction sociale – à détruire au plus vite.

Ne nous laissons plus éblouir : nous avons un siècle à passer ici, avec un peu de chance. Alors efforçons-nous de les rendre vivables sans essayer de thésauriser une impossible éternité. Il suffit pour cela de cultiver le sentiment de sécurité mutuelle. L'appât du gain perd tout sens à partir du moment où nous réalisons que la richesse est commune ou n'est pas. Et que personne n'a droit à l'accaparement. Seulement à emprunter auprès d'autrui ou de ses descendants à naître.

Il ne sera pas aisé d'organiser, simultanément et en connaissance de cause, une société globale basée sur le partage et la sobriété (toutes les sobriétés : énergétique, alimentaire, financière, de mouvements, de moyens). Sans tomber dans le piège de l'atomisation et de l'isolement, il faudra laisser chaque région traiter de ses spécificités et affronter ses obstacles propres. La croyance a vécu d'une réponse universelle venue d'un coin du monde (que de guerres grotesques menées en dévoyant le nom de « démocratie » !). Faire moins avec moins sans

---

<sup>66</sup> Girard, R., 1972, *La violence et le sacré*, Grasset

perdre quoi que ce soit n'est pas une idée aisément acceptée ni appliquée, tant nous sommes habitués à coller « achat » et « pouvoir ». Néanmoins, même si nous partons de loin, jamais nous n'avons été si proches du point de bascule. Peut-être sommes-nous, en ce moment précis, parvenus au vrai moment critique : action juste et rémission, ou inertie et mort lente. D'où l'impératif, pour la minorité prête à la frugalité, voire à la décroissance, de faire le plus de bruit possible. Surtout en Occident ! Les régions les moins atteintes par le capital, dites en voie de développement, sont au contraire les plus souples. Au Sahel, exemple parmi d'autres, l'agriculture vivrière et ce que nous appelons pompeusement les « circuits locaux » n'ont rien d'un luxe, ni d'un moyen de distinguer : c'est cela ou la famine. Et, en l'état actuel du capitalisme, c'est cela ET la famine puisque ces populations n'ont même pas de quoi se payer le minimum nécessaire à une production familiale. J'imagine avec beaucoup d'espoir les leçons d'économie à recevoir si on leur mettait en mains un revenu garanti. Sans se servir de ce prétexte pour les livrer instantanément au marché, bien entendu.

Le marché n'est pas efficace pour fournir et entretenir les infrastructures de base. Eau courante, matériaux de construction, réseaux d'électricité et transports, télécommunication, agro-alimentaire, services de santé... le génie humain, en deux mots, auquel il n'est pas question de renoncer, se marie mal avec la rentabilité. D'autant plus que la rentabilité doit être régulière, stable, sans quoi elle refroidit les investisseurs, ces gourous inattaquables. Or notre inventivité avance en crabe et ne répond pas à la cupidité. Elle vise l'amélioration de nos conditions de vie, le bien commun et non le bien d'un seul. Se charger de la distribution d'eau, une condition sanitaire de base dont l'absence est terriblement préjudiciable, en espérant en tirer du profit est pire que de la piraterie, c'est un meurtre en puissance. Puisque dans ce cas, le but premier n'est pas d'équiper un groupement humain, mais de lui faire cracher des sous avant tout. Des milliers d'adultes et d'enfants meurent chaque année pour ne pas avoir accès à un peu d'eau propre. Leur seul crime est de ne pas être assez rentables aux yeux des investisseurs. J'ai beau chercher un autre mot que « meurtre », les concernant, je ne trouve pas.

La transition sera difficile, mais nous avons un autre droit, trop souvent omis, à ajouter à notre catalogue : celui à l'erreur et au temps. Ne traînons pas pour agir mais acceptons que le « lendemain qui chante » commette des fausses notes. Il va falloir changer une majorité de nos comportements individuels et sociaux, nous n'en tirerons que des bienfaits mais nous trébucherons, c'est inévitable. Pas de panique cependant, nous avons l'habitude des catastrophes. L'économie capitaliste de marché les accumule depuis trois siècles. Une société sobre et frugale nous interdira de « faire Venise » et de « faire Prague » en cinq jours, mais nous épargnera Bhopal, Tchernobyl, le Rana Plaza, la fuite de méthane de Porter Ranch (Californie,

octobre 2015, encore en cours, émissions de gaz à effet de serre équivalentes à la circulation quotidienne de 4,5 millions de voitures) et, j'en suis sûr, les massacres de civils hérités de l'ordre économique injuste du colonialisme. N'importe quel autre modèle de société fera mieux que le capitalisme, nous pouvons nous autoriser des erreurs d'ajustement. Mais nous devons nous diriger, et nous irons, vers un monde nouveau.

Un monde sans la droite, sans les conservatismes. Sans sens ni fin de l'histoire. Surtout pas ! En rejetant le capitalisme, nous renonçons aussi à vouloir trouver des explications, des causes à toutes les conséquences, un destin aux faits les plus aléatoires. Nous nous débarrassons de la compulsion du contrôle. De l'ordre et de l'organisation imposés par le capitalisme. Des dominations arbitraires de l'homme sur la femme, du Blanc sur le Noir, de l'humain sur le vivant, des désirs des riches sur tout le reste. En envoyant le capitalisme vers la seule dimension qui lui sied, le néant, nous renonçons aussi à ses réponses binaires. Et goûtons une plus grande liberté intellectuelle, morale, physique.

Ce livre est un essai, j'en revendique l'appellation. Pas une réussite, un essai. Puis-je alors me permettre d'affirmer l'heure venue de changer notre inscription dans l'Histoire (oui, avec un H capital) ? Depuis quelques siècles, nous sommes pris au piège d'une histoire artificielle fabriquée par une espèce parmi d'autres espèces, soumise à l'influence d'une minorité autorisée à l'écrire. Or l'Histoire, le Passé, le Futur, le Présent, le Temps sont des contingences qui nous dépassent irrémédiablement. Imaginer les comprendre, passe encore, mais les maîtriser ! Quel orgueil déplacé. Einstein pensait avoir résolu le problème il y a un siècle : temps et espace dépendent d'interactions entre des masses considérables sur lesquelles nous n'avons strictement aucun pouvoir. Nous rangeons le temps dans des montres mais si la masse de la Terre et sa gravité changeaient demain, il s'écoulerait différemment. Nos mouvements prendraient une autre expression, la notion d'énergie n'aurait plus du tout le même sens. Ces quantités si rassurantes sur lesquelles spéculent le capitalisme s'évaporerait. Ainsi en va-t-il de ce que nous appelons l'Histoire : elle est faite de cycles, de rebonds, de départs et d'arrivées, de soubresauts totalement imprévisibles, illisibles et le plus souvent indicibles. Nous sommes nés de l'un d'entre eux. Je ne dirai pas que nous ne sommes rien, ni une misérable créature – mais nous sommes un hasard. Un jeu du sort. Admettre, intégrer cela à nos sociétés n'est pas faire preuve d'auto-apitoiement ou de renoncement, mais d'humilité. De simplicité, de franchise aussi.

Toutes incertitudes considérées, quelle chance d'être là ! Ne la gâchons pas, ne la perdons pas et n'en privons pas nos descendants sous prétexte de petits plaisirs éphémères dictés par les lois d'un enrichissement factice – aux conséquences bien réelles. Redevenir humble est une urgente ambition. Il n'est plus temps de faire des constats. Il est au contraire impérieux de sortir de la



position frileuse de l'observateur se contentant de voir, de noter, de décrire, en attendant la suite. À quoi sert la pensée, même contestataire, si elle ne sort pas d'un jardin d'experts ? Avec tout le respect que je lui porte, le GIEC, pour parler de lui, restera un arc sans flèche si on ne lui greffe pas un bras militant, dirigé vers l'action concrète. Issu de la recherche scientifique, j'en conserve un grand respect pour sa culture du doute et le primat de la mise à l'épreuve par l'expérience. Sans la démarche scientifique, impossible de décréter le faux, de déceler l'escroquerie derrière le sophisme<sup>67</sup>. Mais elle a ses limites dans la situation présente. Nous pourrions tenter de sortir par le haut face au capital et à tous ses méfaits (climat, misère, etc.) en tentant de répondre à sa malhonnêteté par la sagesse, en avançant de nouveaux concepts validés et éprouvés par l'expérience, en sollicitant le débat, le contre-débat, pour amorcer le mouvement. Mais les acteurs de l'économie capitaliste de marché n'ont aucune vocation à se laisser convaincre ni à débattre, ils pratiquent une foi obtuse, avec la franchise de l'âne qui recule, et entêtée au point de vouloir enfoncer une vis avec un marteau. Si le capital semble avoir des ratés, c'est, selon eux, que nous ne le laissons pas agir suffisamment, tapons plus fort. Si la Grèce s'enfonce dans une pauvreté inextricable, c'est, selon eux, qu'elle est encore trop prodigue. Je n'invente rien, cela se déroule en ce moment, dans l'indifférence ou la panique. Vous pensez qu'il y a encore du temps à perdre à vouloir jouer cartes sur table avec le capital ? À s'adresser à une raison dont il est dénué ? Répondre à ses agressions répétées par des concepts ?

Je comprends l'envie de ne pas embarquer l'humanité et le vivant dans l'incertitude en se lançant dans un monde sans capitalisme, nous y sommes tant habitués qu'il en deviendrait rassurant, avec ses préceptes en pâte d'amande (sucrés, doux, colorés et modelables à l'infini). Mais l'amour-propre commande le courage et il en faut pour tracer de nouveaux chemins, et échouer aussi, parfois. Faire demi-tour ne tue pas, s'entêter dans l'erreur, si. La vie est incertaine, mais moins que les conséquences de la folie du capitalisme. Son récit mythique s'est improvisé à mesure des besoins réclamés par son empire grandissant. Il a avancé en brandissant son spectre de la croissance et voulu tout laminer sur son passage. Laminons-le, nous aussi, et conquérons le droit de redéfinir ce beau monde pour en maintenir quelques parcelles encore hospitalières. Revivre enfin.

Lille, le 21 mars 2016

---

<sup>67</sup> Sur ce sujet, Karl Popper fait référence avec sa *Logik der Forschung* [Logique de la découverte scientifique], Éd. Springer.